



Budget des dépenses 1997-1998

Partie II

Budget des dépenses
principal

Les documents budgétaires

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en trois parties. Commençant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder. Dans les documents de la Partie III, on fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes surtout axés sur les résultats attendus en contrepartie de l'argent dépensé.

Les instructions sur la façon de se procurer ces documents se trouvent sur le bon de commande qui accompagne la Partie II.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise de

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue BT31-2/1998-II
ISBN 0-660-60188-5

Budget des dépenses 1997-1998

Partie II

Budget des dépenses principal

Table des matières

1 Introduction

- Préface 1-2
- Tableaux sommaires 1-14
- Annexe proposée au projet de loi de crédits 1-30
- Postes législatifs du Budget des dépenses principal 1-51

Ministères et organismes

2 Affaires étrangères et Commerce international

- Ministère 2-4
- Corporation commerciale canadienne 2-9
- Agence canadienne de développement international 2-10
- Société pour l'expansion des exportations 2-16
- Centre de recherches pour le développement international 2-17
- Commission mixte internationale 2-19
- Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne 2-20
- Administration du pipe-line du Nord 2-21

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

- Ministère 3-3
- Commission canadienne des affaires polaires 3-10

4 Agriculture et Agroalimentaire

- Ministère 4-3
- Commission canadienne du lait 4-8

5 Anciens combattants

- Ministère 5-3

6 Citoyenneté et Immigration

- Ministère 6-3
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada 6-5

7 Conseil du Trésor

- Secrétariat 7-3

8 Conseil privé

- Ministère 8-4
- Centre canadien de gestion 8-5
- Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes 8-7
- Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports 8-8
- Directeur général des élections 8-9
- Commissaire aux langues officielles 8-10
- Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie 8-11
- Commission des relations de travail dans la fonction publique 8-12
- Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité 8-13

9 Défense nationale

- Ministère 9-3

10 Développement des ressources humaines

- Ministère 10-4
- Conseil canadien des relations du travail 10-13
- Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs 10-14
- Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail 10-15

Table des matières

Ministères et organismes

11 Environnement

- Ministère 11-3
- Agence canadienne d'évaluation environnementale 11-7

12 Finances

- Ministère 12-4
- Vérificateur général 12-10
- Tribunal canadien du commerce extérieur 12-11
- Bureau du surintendant des institutions financières 12-12

13 Gouverneur général

- Ministère 13-3

14 Industrie

- Ministère 14-4
- Agence de promotion économique du Canada atlantique 14-8
- Banque de développement du Canada 14-10
- Agence spatiale canadienne 14-11
- Tribunal de la concurrence 14-14
- Commission du droit d'auteur 14-15
- Société d'expansion du Cap-Breton 14-16
- Bureau fédéral de développement régional (Québec) 14-17
- Conseil national de recherches du Canada 14-19
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 14-21
- Conseil de recherches en sciences humaines 14-22
- Conseil canadien des normes 14-23
- Statistique Canada 14-24
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 14-26

15 Justice

- Ministère 15-3
- Commission canadienne des droits de la personne 15-5
- Commissaire à la magistrature fédérale 15-6
- Cour fédérale du Canada 15-7
- Comité du tribunal des droits de la personne 15-8
- Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada 15-9
- Cour suprême du Canada 15-10
- Cour canadienne de l'impôt 15-11

16 Parlement

- Sénat 16-3
- Chambre des communes 16-5
- Bibliothèque du Parlement 16-7

Table des matières

Ministères et organismes

17 Patrimoine canadien

- Ministère 17-5
- Conseil des Arts du Canada 17-12
- Bureau d'information du Canada 17-13
- Société Radio-Canada 17-14
- Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 17-16
- Musée canadien des civilisations 17-17
- Musée canadien de la nature 17-18
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes 17-19
- Archives nationales du Canada 17-20
- Société du Centre national des Arts 17-22
- Commission des champs de bataille nationaux 17-23
- Commission de la capitale nationale 17-24
- Office national du film 17-25
- Musée des beaux-arts du Canada 17-27
- Bibliothèque nationale 17-28
- Musée national des sciences et de la technologie 17-29
- Commission de la fonction publique 17-30
- Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice 17-33

18 Pêches et Océans

- Ministère 18-3

19 Ressources naturelles

- Ministère 19-3
- Commission de contrôle de l'énergie atomique 19-9
- Énergie atomique du Canada, Limitée 19-11
- Société de développement du Cap-Breton 19-12
- Office national de l'énergie 19-13

20 Revenu national

- Ministère 20-3

21 Santé

- Ministère 21-3
- Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses 21-8
- Conseil de recherches médicales 21-9
- Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés 21-10

22 Solliciteur général

- Ministère 22-3
- Service canadien du renseignement de sécurité 22-5
- Service correctionnel 22-6
- Commission nationale des libérations conditionnelles 22-9
- Bureau de l'enquêteur correctionnel 22-10
- Gendarmerie royale du Canada 22-11
- Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada 22-13
- Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada 22-14

Table des matières

Ministères et organismes

23 Transports

Ministère 23-3

Office des transports du Canada 23-12

Tribunal de l'aviation civile 23-14

24 Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère 24-3

Société canadienne d'hypothèques et de logement 24-13

Société canadienne des postes 24-14

24 Index

Index 25-2

1 Introduction

Préface 1-2

Tableau du sommaire général 1-14

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article
courant de dépense 1-22

Annexe proposée au projet de loi de crédits 1-30

Postes législatifs du Budget des dépenses
principal 1-51

Préface

Introduction

Le Budget des dépenses a pour objet de fournir au Parlement des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et de dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) prévues pour l'exercice 1997-1998. Ces autorisations sont de deux types, à savoir les dépenses votées et les dépenses législatives. Les dépenses votées sont celles que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement tous les ans au moyen d'une loi de crédits. Les dépenses votées sont les crédits que le gouvernement demande au Parlement de lui accorder pour l'exercice 1997-1998 afin de remplir les divers mandats qui ont été confiés à chaque ministre et qui sont précisés dans les lois que le Parlement a approuvées. Le libellé de chaque crédit et l'autorisation de dépenses s'y rattachant sont présentés dans une annexe à cette loi. Une fois approuvés, le libellé et les montants établissent les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les dépenses. Quant aux autorisations de dépenses législatives, elles sont accordées en permanence par le Parlement dans d'autres lois et ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information.

La Préface de la **Partie I** du Budget des dépenses contient des renseignements détaillés sur la structure générale et le contenu du Budget des dépenses.

Les éléments structurels de base de la **Partie II** (le Budget des dépenses principal) sont les crédits et les postes législatifs, lesquels englobent l'ensemble des dépenses que le ministère ou l'organisme concerné se propose d'effectuer au titre d'un programme. On entend par programme un groupe d'activités ayant un objectif ou un ensemble d'objectifs commun.

En général, la structure de programmes et celle des crédits correspondent, en ce sens qu'ordinairement il n'y a qu'un crédit par programme. Le libellé d'un crédit et son montant figurent dans une loi de crédits qui précise l'autorisation et la limite des paiements imputables au crédit; il ne s'agit pas d'un engagement à dépenser le montant total. Il y a toutefois des exceptions à la structure normale des crédits, lesquelles sont examinées ci-après.

On trouve dans le Budget des dépenses les types de crédits suivants :

- a) *Crédit pour dépenses de programmes* - Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour «dépenses en capital» ou le crédit pour «subventions et contributions» parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses de programmes sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédit pour dépenses de fonctionnement* - On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire de disposer également d'un crédit pour dépenses en capital ou d'un crédit pour subventions et contributions, ou les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Si ce n'est pas le cas, les dépenses en question sont incluses dans le crédit pour dépenses de fonctionnement.
- c) *Crédit pour dépenses en capital* - Ce crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital visées sont celles regroupées sous les articles courants 8 et 9, qui portent sur la construction et/ou l'acquisition de terrains, de bâtiments, d'ouvrages, de machines et de matériel (des définitions précises sont présentées à l'Annexe). Lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles ou retient les services d'experts pour créer des immobilisations, il doit aussi inclure les dépenses prévues à cette fin dans le crédit pour dépenses en capital.
- d) *Crédit pour subventions et contributions* - Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme totalisent 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot «contribution» figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les «autres paiements de transfert» puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédit non budgétaire* - En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organismes internationaux, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Préface

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* - Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* - Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration, à cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* - Ce crédit permet de couvrir certaines dépenses diverses qui ne peuvent être prévues au moment de la préparation du Budget des dépenses, et d'absorber les coûts salariaux additionnels, notamment qui découlent des conventions collectives qui entrent en vigueur durant l'année budgétaire et dépassent les sommes portées à l'égard de ces coûts aux crédits des ministères et organismes.
- (ii) *Crédit pour dépenses de reprographie* - Ce crédit permet de couvrir les frais découlant de contrats de licence négociés, qui autorisent la reproduction d'œuvres publiées, tributaires du droit d'auteur, à l'échelle de l'administration publique dans son ensemble.
- (iii) *Crédit pour aide à la formation* - Ce crédit sert à absorber les coûts entraînés par le recyclage de fonctionnaires qui sont, ou seront, déclarés excédentaires conformément au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.

Résumé du Budget des dépenses principal de 1997-1998

L'Introduction contient quatre tableaux sommaires pour l'administration dans son ensemble.

- a) *Sommaire général* - Le premier tableau présente les postes budgétaires et les postes non budgétaires du Budget des dépenses principal, par ministère et organisme, et par type d'autorisation parlementaire (dépenses annuelles votées ou dépenses législatives). Les dépenses budgétaires englobent le coût du service de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, les paiements de transfert et les subventions destinés à d'autres paliers de gouvernement, à des organismes et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État. Les dépenses non budgétaires (les prêts, les dotations en capital et les avances) sont des sorties de fonds qui reflètent les variations de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Ce tableau comprend également les prévisions de dépenses globales liées aux *Comptes à fins déterminées consolidés*. Les opérations liées à ces comptes sont déclarées comme faisant partie des recettes et des dépenses budgétaires dans les Comptes publics du Canada, et les dépenses prévues sont comprises dans le Budget présenté par le ministre des Finances. Il existe plus de 30 comptes à fins déterminées consolidés dans les Comptes du Canada. Une liste complète de ces comptes et un résumé des opérations liées à chacun de ceux-ci figurent dans les Comptes publics du Canada.

- b) *Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépenses* - Le deuxième tableau sommaire indique la répartition des opérations par article courant de dépense, ce qui comprend, dans le cas des dépenses, les types de biens ou de services acquis ou les paiements de transfert effectués, et dans le cas des recettes, la provenance de celles-ci. Ces articles sont décrits à l'Annexe à la présente préface.
- c) *Annexe proposée au projet de loi de crédits* - Le troisième tableau indique le numéro, le libellé et le montant de tous les crédits qui figurent dans le Budget des dépenses principal et dont l'adoption sera proposée au Parlement.
- d) *Postes législatifs du Budget des dépenses principal* - Ce tableau présente la liste complète des prévisions des dépenses courantes totales pour chaque autorisation législative d'un programme pour lequel il existe un besoin financier.

Préface

Présentation par portefeuille, ministère et organisme

Les programmes des ministères et organismes dont les ministres sont responsables ou comptables au Parlement ont été regroupés par portefeuille et représentent l'ensemble des portefeuilles. La présentation en ordre alphabétique des prévisions des portefeuilles forme le Budget des dépenses principal. Les ministères d'État, créés en application de la *Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement*, représentent une définition plus restreinte du terme «portefeuille», mais sont considérés comme des ministères pour les besoins de la présentation du Budget.

Les prévisions de chaque portefeuille débutent par un tableau sommaire indiquant, pour chaque crédit ou poste législatif, le montant prévu dans le Budget des dépenses principal à l'égard de tous les programmes composant ce portefeuille. Ce tableau contient les libellés abrégés des crédits.

Toutes les données du Budget des dépenses indiquées pour l'année précédente proviennent du Budget des dépenses principal de cette année budgétaire. On fait ainsi en sorte que toutes les données financières soient présentées de façon uniforme d'une année sur l'autre, pour tous les ministères et organismes et dans le Budget des dépenses principal de l'année en cours. Au besoin, les montants de l'année budgétaire précédente sont rajustés en fonction des changements survenus dans la structure des organisations ou des programmes, notamment des changements dans les responsabilités ministérielles, afin de permettre des comparaisons pertinentes.

En général, la présentation de chaque programme se compose de quatre sections, lesquelles sont indiquées ci-après. Si l'une d'elles ne s'applique pas à un programme donné, elle est omise.

Objectifs

Cette section fait l'exposé des objectifs de chaque programme.

Description des activités

Cette section sert à expliquer le programme en décrivant le travail qui se fait dans chaque activité pour atteindre les objectifs du programme.

Tableau Programme par activité

Ce tableau indique l'ensemble des ressources financières qu'il est proposé d'engager au titre du programme. Les montants des crédits votés et des autorisations législatives sont combinés et répartis entre les activités de chaque programme. Les dépenses de chaque activité sont présentées sous les rubriques Fonctionnement, Dépenses en capital, Paiements de transfert (subventions et contributions) et Prêts, dotations en capital et avances. Les recettes à valoir sur le crédit, pour les ministères et organismes autorisés à le faire, ainsi que les recettes associées aux fonds renouvelables sont également incluses dans ce tableau.

Les rentrées portées aux recettes générales non fiscales et les services fournis gracieusement par d'autres ministères fédéraux sont présentés dans la **Partie III**.

Paiements de transfert

Ce tableau fournit des précisions sur les paiements de transfert qu'il est proposé d'effectuer dans le cadre du programme. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement en contrepartie duquel aucun bien ni service n'est reçu et qui est accordé afin de faciliter la réalisation des objectifs d'un programme.

Les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert diffèrent sur plusieurs points :

- i) les contributions sont des paiements conditionnels qui sont soumis à la vérification, tandis que les subventions ne le sont pas;
- ii) les contributions exigent un accord entre le bénéficiaire et le ministère donateur qui détermine les conditions régissant leur versement, ce qui n'est pas le cas des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont des paiements effectués en vertu de la loi ou d'un accord qui prévoit habituellement l'utilisation d'une formule ou d'un calendrier d'exécution des paiements pour établir le montant annuel;
- iv) le libellé employé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention a un caractère législatif, tandis que celui qui décrit une contribution ou un autre paiement de transfert n'est donné qu'à titre indicatif.

Préface

Fonds renouvelables

Un fonds renouvelable constitue une autorisation permanente ou continue donnée par le Parlement en vue d'effectuer des paiements sur le Trésor jusqu'à concurrence d'une limite stipulée. En vertu de cette autorisation, les besoins de fonds peuvent être compensés, dans la mesure du possible, par les recettes produites.

Un fonds renouvelable peut servir à financer des programmes, des activités de programmes ou des parties de ces activités. Dans tous les cas, le tableau Programme par activité s'accompagne de notes qui montrent le bénéfice ou le déficit de fonctionnement prévu en rapprochant ce solde des besoins de trésorerie indiqués dans le Budget des dépenses et en renvoyant à la **Partie III** le lecteur qui désire plus de renseignements.

Sociétés d'État

Le principe général appliqué dans la **Partie II** du Budget des dépenses est de donner des renseignements sur les opérations financées par voie de crédits plutôt que sur l'ensemble du plan financier des sociétés. Les sommaires des plans d'entreprise et des budgets des sociétés, qui sont déposés séparément, visent à fournir aux parlementaires des renseignements plus complets en prévision de l'examen des dépenses des sociétés d'État qu'ils feront.

Une présentation distincte s'applique aux sociétés d'État pour lesquelles des crédits sont demandés. Cette présentation comprend les trois sections normalisées suivantes :

- a) *Objectif(s)* - Cette section décrit les objectifs de la société d'État.
- b) *Description du financement par voie de crédits* - Cette section décrit les principales activités commerciales auxquelles le financement est destiné. Elle décrit aussi les principales catégories de dépenses.
- c) *Sommaire du financement par voie de crédits* - Ce tableau donne des précisions sur les besoins financiers qui doivent être satisfaits au moyen de crédits. Les présentations peuvent varier selon les circonstances propres à chacune des sociétés et selon les renseignements fournis dans le sommaire de leur plan d'entreprise et de leur budget, et dans leur état financier annuel. La présentation précise de façon distincte :

- i) le financement budgétaire et le financement non budgétaire, selon les principales activités commerciales de la société;
- ii) le montant du financement budgétaire nécessaire à l'exploitation, à l'acquisition d'immobilisations et d'autres éléments d'actif à long terme;
- iii) les dépenses prévues, les recettes et les ajustements, hors caisse ou autres, permettant de justifier les fonds d'exploitation demandés.

Changements dans le Budget des dépenses principal de 1997-1998

Cette section comprend deux volets. Comme par les années passées, elle décrira les changements survenus en ce qui concerne la présentation des crédits, des programmes et d'autres éléments afin de permettre de rapprocher le Budget des dépenses principal de 1996-1997 et celui de 1997-1998. De plus, cette section exposera en détail les crédits qui renferment une autorisation précise, distincte de celle qui est incluse dans le Budget des dépenses principal de l'année précédente, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses paraissant pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du Budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, soient les lois de crédits précédentes.

Les autres modifications en ce qui a trait à la présentation ou aux autorisations et toute autre nouvelle autorisation sont exposées ci-après en détail.

Affaires étrangères et Commerce international - La portée du libellé du crédit a été élargie pour prévoir l'engagement des recettes associées aux foires et aux missions commerciales ainsi qu'aux missions d'investissement et de technologie. Le ministère a apporté un changement majeur à l'énoncé de son Objectif et des modifications substantielles à la structure de son Programme par activité pour refléter l'importance accrue accordée aux affaires et au commerce internationaux.

Préface

Affaires étrangères et Commerce international - Agence canadienne de développement international - Le libellé du crédit autorisant le « Paiement et la délivrance de billets aux institutions financières internationales - Souscriptions au capital » est modifié comme suit : « Paiement ne devant pas dépasser \$4,465,910 US aux Banques multilatérales de développement, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à \$6,037,910 US le 4 décembre 1996, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à \$218,812,604 US et la délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$10,003,000 US conformément à la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)* (R.S., c.I-18), à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales, attendu que le capital exigible du Canada relié à la délivrance de ces billets à vue s'élève à \$388,940,823 US ». L'Agence a aussi introduit des changements profonds à la structure de son Programme en éliminant deux de ses anciennes activités, c'est-à-dire le « Programme de partenariat » et les « Initiatives nationales », en apportant une modification importante aux deux activités « Pays en transition » et « Services généraux » et en créant cinq nouvelles activités : « Programmes géographiques », « Programmes multilatéraux », « Partenariat canadien », « Politiques », et « Communications ».

Agriculture et Agroalimentaire - Des paiements législatifs supplémentaires pour les « Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole* - Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole » et les « Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole* - Programmes complémentaires de sécurité du revenu » ont été ajoutés.

Agriculture et Agroalimentaire - Commission canadienne du lait - La Commission a apporté des changements au libellé de sa « Description du financement par voie de crédits » par souci de clarification et de simplification.

Défense nationale - La valeur de l'engagement autorisé pour le crédit 1 de la Défense nationale a été ramené de \$16,916,878,413 à \$13,670,726,000, et la valeur des paiements des exercices ultérieurs a également été ramenée de \$6,704,208,000 à \$4,087,837,000. L'activité « Orientation de la politique et services de gestion » a été rebaptisée « Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes ». Le ministère a aussi reformulé le libellé pour clarifier et simplifier les fonctions de contrôle et les services d'examen.

Développement des ressources humaines - Le ministère a apporté d'importants changements à la Description des activités de ses « Programme des services généraux », « Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance », « Programme du travail » et « Programme de la sécurité du revenu » par souci de clarification et de simplification.

Finances - L'ancien crédit L10 du ministère a été supprimé. Le libellé du crédit concernant la délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables a été modifié et se lit dorénavant comme suit : « Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$196,000,000 en faveur de l'Association internationale de développement ». Un nouveau crédit intitulé « Paiements fédéraux de transfert aux provinces - Subvention inscrite au Budget des dépenses » a été ajouté au Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces. Le poste législatif relatif aux « Paiements à la Facilité globale de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement » n'est pas requis dans ce Budget des dépenses.

Gouverneur général - Des changements ont été apportés au libellé de la Description des activités par souci de clarification et de simplification.

Industrie - À la suite d'une rationalisation de programmes, les anciens « Programme du développement de l'industrie et des sciences » et le « Programme des services axés sur le marché » ont été fusionnés pour former un nouveau « Programme d'Industrie Canada » dont la structure des secteurs d'activité et des activités a été modifiée. L'autorisation de crédit net a été élargie pour inclure la faillite.

Industrie - Banque de développement du Canada - Il n'y a pas de crédits alloués pour cet organisme dans le Budget des dépenses principal de 1997-1998.

Industrie - Conseil national de recherches du Canada - Une nouvelle autorisation législative autorisant « L'utilisation des recettes conformément à l'alinéa 5.1(e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* » a été ajoutée. Cette nouvelle autorisation fera en sorte que les dépenses seront indiquées sur une base brute et non plus sur une base de crédit net comme dans le Budget des dépenses précédent.

Industrie - Conseil canadien des normes - Le Conseil a apporté une importante modification au libellé de l'énoncé de son Objectif afin de mettre l'accent sur la croissance de l'économie nationale, le soutien au développement durable, la santé publique et les questions de sécurité.

Préface

Justice - Commissaire à la magistrature fédérale - Le libellé du crédit a été élargi pour autoriser l'utilisation des recettes tirées de la prestation de services administratifs et de services de formation des juges.

Justice - Comité du tribunal des droits de la personne - Une nouvel organisme connu sous le nom de *Comité du tribunal des droits de la personne* a été créé «pour protéger et maintenir les droits de la personne pour tous les Canadiens, selon la *Loi canadienne sur les droits de la personne*». Cette fonction se trouvait dans la section de la Commission canadienne des droits de la personne du Budget des dépenses principal de 1996-1997.

Patrimoine canadien - Bureau d'information du Canada - Un nouvel organisme connu sous le nom de *Bureau d'information du Canada* a été créé dont l'objectif est le suivant : «Le BIC renforcera chez les Canadiens le sentiment d'appartenir à un pays moderne et dynamique, et il mettra en lumière le rôle que joue le gouvernement du Canada ainsi que le renouvellement de la fédération».

Patrimoine canadien - Commission de la fonction publique - La Commission a supprimé son «Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel» pour le présent Budget des dépenses.

Patrimoine canadien - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes - L'énoncé de son Objectif, c'est-à-dire «... et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale», a été modifié et se lit dorénavant comme suit «...et de réglementer les télécommunications au Canada en vue de mettre en oeuvre la politique énoncée dans la *Loi sur les télécommunications*».

Patrimoine canadien - Musée canadien des civilisations - Des changements ont été apportés au libellé de la Description des activités par souci de clarification et de simplification.

Patrimoine canadien - Société Radio-Canada - La Société a apporté des changements au libellé de la «Description du financement par voie de crédits» par souci de clarification et de simplification.

Pêches et Océans - D'importantes modifications ont été apportées à la structure du Programme par activité du ministère pour qu'elle reflète mieux l'intégration complète de la Garde côtière canadienne au ministère des Pêches et Océans.

Ressources naturelles - Un nouveau crédit de prêt à Nor-dion International Inc., pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux. Le ministère a apporté un changement à l'autorisation d'utiliser les recettes tirées de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du ministère et un changement au libellé du crédit des Dépenses en capital pour supprimer la référence au Service canadien des forêts. Le ministère a restructuré de façon importante son programme sur la base de secteurs d'activité, notamment «Sciences et les technologies», «Infrastructure cognitive», «Élaboration de politiques et de règlements fédéraux», «Promotion des intérêts du Canada», «Programmes temporarisés/spéciaux» et «Gestion et administration ministérielles».

Ressources naturelles - Énergie atomique du Canada, Limitée - L'organisme a apporté des modifications à la description de son Programme par activité pour faire ressortir les décisions prises à la suite de l'Examen des programmes et la ligne de conduite qu'entend suivre le gouvernement quant à l'avenir des laboratoires Whiteshell.

Travaux publics et Services gouvernementaux - Solliciteur général - Service correctionnel - Le libellé du crédit, c'est-à-dire «... des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations», a été modifié et se lit dorénavant comme suit «... les paiements a) aux collectivités autochtones, telles qu'elles sont définies à l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de la loi; et b) aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations». La Corporation commerciale canadienne se trouve maintenant dans la section du ministère des Affaires étrangères du Commerce international. Le financement des subventions aux municipalités et à autres autorités taxatrices sera dorénavant la responsabilité du ministère compétent ayant la garde de biens immobiliers. Les subventions versées aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront récupérées par Travaux publics et Services gouvernementaux auprès des ministères ayant la garde de biens immobiliers et portées au crédit des paiements législatifs.

Préface

Transports - Le crédit pour la *Société canadienne des ports* a été supprimé car aucune demande de financement n'est prévue dans le Budget des dépenses principal de 1997-1998. Un nouveau poste législatif a été ajouté aux fins du versement de paiements à NAV CANADA durant la période de transition selon la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne (L.C., 1996, C-20)*. Le ministère a aussi restructuré son programme sur la base de secteurs d'activités, notamment «Politiques», «Programmes et cessions», «Sécurité et sûreté» et «Administration du Ministère». Le libellé du crédit «Paiements à Marine Atlantique S.C.C.» a été modifié et ne s'applique dorénavant plus aux services entre Yarmouth et Bar Harbour et entre Digby et Saint-Jean car ceux-ci seront privatisés en 1997-1998, et le libellé du crédit «Paiements à Via Rail Canada Inc.» a été modifié et ne fait dorénavant plus référence au Programme d'aide à la main-d'oeuvre car celui-ci a été complété l'an dernier.

Transports - Office des transports du Canada - Était indiqué comme l'Office national des transports dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997. Un poste législatif concernant les «Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la *Loi sur les chemins de fer*» a été éliminé. L'Office a modifié la structure de son Programme, lequel est dorénavant réparti en quatre sous-activités : Membres et soutien de la réglementation; Transport ferroviaire et maritime; transport aérien et transports accessibles; et Services de gestion.

Vérificateur général - Le Bureau du vérificateur général a apporté des changements à la fois à l'énoncé de son Objectif et à la Description des activités pour refléter l'inclusion de questions relatives à l'environnement et au développement durable. Ces changements reflètent le nouveau mandat du Bureau qui est stipulé dans les modifications apportées à la *Loi sur le vérificateur général*.

Annexe

Les dépenses budgétaires peuvent être réparties entre les douze articles courants de dépense suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
9. Construction et/ou acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

En outre, quatre autres articles visent des dépenses et des recettes:

- Un article de recettes, l'article courant n^o 13, sert à comptabiliser les recettes qui peuvent être portées à un crédit. Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les recettes tirées de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit.
- Un article de recettes, l'article courant n^o 14, qui comprend les recettes non fiscales. Cet article n'est pas inclus dans les estimations des dépenses.
- Un article de dépense, l'article courant n^o 15, comprend des opérations internes liées à des dépenses entre ministères et organismes.
- Un article de recettes, l'article courant n^o 16, comprend des opérations internes liées à des recettes entre ministères et organismes. Les recettes à valoir sur un crédit et les recettes non fiscales sont incluses.

Même si les articles courants n^{os} 15 et 16 influent sur les recettes et les dépenses selon le même montant, leur effet sur les estimations des dépenses nettes ne correspond qu'à un petit montant, puisque les recettes non fiscales liées aux opérations internes ne sont pas incluses dans les estimations des dépenses.

Une brève explication de chaque article courant est donnée dans ce qui suit.

1. Personnel

Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à temps plein) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que les membres des forces militaires et de la GRC. Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs, ainsi que les indemnités des membres des deux chambres du Parlement, et tout genre d'indemnité versée au personnel permanent ou engagé pour une période déterminée ou à leur intention: indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre. Y figurent aussi les allocations pour automobile aux ministres et les indemnités de dépenses aux sénateurs et aux députés.

Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (compte de pension de retraite de la fonction publique, compte de prestations de retraite supplémentaires, compte du Régime de pensions du Canada, Régime de rentes du Québec, comptes de prestations de décès de la Fonction publique et compte d'assurance-chômage), au compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au compte de pension de retraite des Forces canadiennes et au compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; et les contributions de l'état aux régimes provinciaux et autres régimes d'assurance médicale et d'assurance-hospitalisation y figurent aussi les frais de personnel supplémentaires pour diverses fins.

2. Transports et communications

Frais de voyage et de transport d'employés du gouvernement, de membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, ainsi que frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés. Y figurent aussi le transport de personnes par contrat, nolissement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent d'arpentages, d'inspections et d'études sur le terrain. Sont aussi compris les frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.

Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous autres frais postaux.

Annexe

Frais de transport de marchandises, autres que le coût initial de livraison, à l'égard d'un achat (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de courrier offerts par l'entreprise privée.

Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.), et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de courrier assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. Information

Cet article courant comprend trois catégories principales de dépenses.

Service de réclame

Comprend tous les services de réclame pour publicité et autres fins achetés aux agences de publicité ou directement pour temps d'antenne ou dans les médias imprimés ou sur les placards extérieurs ou sur les panneaux-réclame. Cela comprend les services de réclame et de création tels que les arts graphiques.

Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition

Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Aussi sont compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

Services des relations avec le public et des affaires publiques

Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Services de rédaction des discours, services des communiqués de presse, des séances d'information, des conférences de presse et des événements spéciaux. Services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinions, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitations des services de contrôle des médias et des groupes cibles.

4. Services professionnels et spéciaux

Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, des commissions, etc., pour services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants oeuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement, paiements pour services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiements pour services de gestion, pour services d'informatique et pour autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.

Paiements de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiements de services d'informatique, paiement des frais de scolarité à des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas de juridiction fédérale; achat de services de formation en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes, et paiements à la Commission de la fonction publique pour des cours de formation.

Paiements pour services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage et d'entreposage, et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au MAS pour l'administration de marchés.

5. Location

Crédits pour les locations de toutes sortes: location, par le ministère des Travaux publics et Approvisionnement et Services, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement. Location et affrètement avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs. La location de services d'entreposage figure cependant à l'article courant n° 4, bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

Cet article courant comprend les travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant n° 8 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant n° 9. Cet article comprend également les paiements faits au ministère des Travaux publics pour les services offerts aux locataires. Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais entrant dans le coût des travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

Annexe

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, les frais de scolarité, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

En fait également partie l'achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus: essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage, etc.; provendes; aliments et autres fournitures pour navires et établissements; bestiaux achetés pour consommation ou revente; graines de semence; aliments, vêtements et autres fournitures pour Indiens malades et indigents; manuels et fournitures pour écoles indiennes; livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur; uniformes et fourniture; photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement; fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais; fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour levés les topographiques, études, etc.; produits chimiques, approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux; des oeuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives; fournitures du service de nettoyage; bois et charbon; fournitures électriques; pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

Machines et matériel, y compris leurs accessoires et dispositifs, coûtant moins de \$ 1000. Les machines et le matériel coûtant plus de \$1000 figurent à l'article courant n° 9.

8. *Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages*

Cet article comprend toutes les dépenses relatives aux contrats de construction de nouveaux bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et tout autre bien immeuble de ce genre, les dépenses afférentes à la construction des biens de cette nature et aux améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération, etc. Y figurent aussi tous les travaux réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord. L'achat de terrains en fait également partie. La rémunération de gens employés occasionnellement à des travaux particuliers, le salaire des employés permanents qui y travaillent à temps plein ou à temps partiel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces

travaux figurent, toutefois, aux articles courants n° 1 ou n° 7, respectivement.

9. *Construction et/ou acquisition de machines et de matériel*

Dépenses relatives à toutes les machines, tout le matériel, les fournitures et le mobilier de bureau, le matériel informatique et électronique ou tout autre accessoire de bureau; le matériel et les accessoires à microfilmer, le matériel de communication entre bureaux, les affranchisseuses à compteur, les cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau; les véhicules automobiles, les avions, les tracteurs, le matériel de voirie, le matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; le matériel scientifique et de laboratoire, les navires, les brise-glaces et le matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

Machines et matériel, y compris leurs accessoires et dispositifs coûtant plus de \$1,000. Les machines et le matériel coûtant moins de \$1,000 figurent à l'article courant n° 7.

10. *Paiements de transfert*

Tous les paiements de transfert, c'est-à-dire les subventions et les contributions, les subsides et tous les paiements faits par l'État qui ne sont pas destinés à la location ou l'achat de biens ou de services.

Tous les paiements importants relatifs au bien-être versés à des individus, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants; les subventions et les paiements aux provinces et aux territoires en vertu des lois constitutionnelles et d'autres lois, paiements relatifs à l'assurance-maladie, l'assurance hospitalisation, et les langues officielles et le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; les subventions et les capitaux consentis à l'industrie y compris les paiements d'indemnisation des importateurs de pétrole; les subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; les bourses d'études; les subventions de soutien consenties à de nombreux organismes sans but lucratif; versement de subventions aux municipalités en remplacement d'impôts; contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans le présent article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous «subventions» ou «contributions». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent,

Annexe

soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas ainsi limitées.

11. Service de la dette publique

Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux. Sont inclus également les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations et les frais afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

Paiements à des sociétés d'État et autres sociétés gouvernementales ou organismes, et versements à certains comptes non budgétaires, ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes «Divers». Les paiements faits aux sociétés d'État comprennent les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et incluent également les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État; les paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'État comprennent les versements à des organismes tels que le Centre national des Arts. Les paiements faits aux comptes non budgétaires comprennent les contributions de l'État à l'assurance-chômage, au compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ainsi que les prestations relatives à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Sous le titre «Divers» figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de quaiage et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels, et les dépenses relatives à des petits articles et des services divers. Sont compris également des fonds pour plusieurs articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

13. Recettes à valoir sur le crédit

Les recettes à valoir sur le crédit, conformément à l'autorisation du Parlement, sont inscrites sous le présent article courant. Les principaux postes comprennent les loyers provenant de la location d'immeubles et de matériel appartenant à l'État; les recettes provenant de la prestation de services de police à d'autres paliers de gouvernement; les recettes provenant de fonds renouvelables; ainsi que le recouvrement des fonds provenant des gouvernements provinciaux, de gouvernements étrangers et d'autres ministères et organismes.

14. Recettes non fiscales

Comprend les produits de placements et de ventes, les recettes provenant de ressources naturelles, de loyers et de concessions, de services publics de nature réglementaire et de services facultatifs, les paiements de transfert d'autres gouvernements, les recettes liées aux comptes et fonds non budgétaires et diverses autres recettes. Les articles ci-dessus n'influent pas sur les estimations des dépenses et sont exclus.

15. Biens et services de sources internes

Comprend les biens et services achetés d'autres ministères et organismes. Les types de biens et services sont ceux inclus dans les articles courants 1 à 12.

16. Recettes tirées de sources internes

Comprend les recettes d'autres ministères et organismes, qui sont de deux types: les recettes à valoir sur le crédit, et les recettes fiscales et non fiscales. Les recettes à valoir sur le crédit tirées de sources internes comprennent les recouvrements des coûts des ministères et organismes et les ventes internes des fonds renouvelables. Ces montants sont inclus dans le présent budget et leurs types de recettes sont énoncés dans l'article courant 13. Les recettes fiscales et non fiscales tirées de sources internes comprennent: les produits de placements, certaines autres recettes interministérielles et les recettes fiscales tirées de la taxe de vente et des droits de douane. Ces sommes ne sont pas incluses dans les estimations des dépenses.

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997	
		Budgétaire			Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires				Total
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total	Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
(en milliers de dollars)									
2	Affaires étrangères et Commerce international								
	Ministère	1,225,439	73,862	1,299,301	.....	.....	.....	1,376,683
	Corporation commerciale canadienne	10,742	.....	10,742	.....	.....	.....	10,948
	Agence canadienne de développement international	1,539,614	144,168	1,683,782	6,038	7,900	13,938	1,841,491	
	Société pour l'expansion des exportations	.....	135,000	135,000	.....	263,700	263,700	444,400
	Centre de recherches pour le développement international	88,111	.....	88,111	.....	.....	.....	96,100
	Commission mixte internationale	4,109	352	4,461	.....	.....	.....	4,459
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,063	117	2,180	.....	.....	.....	2,184
	Administration du pipe-line du Nord	235	19	254	.....	.....	.....	251
3	Affaires indiennes et du Nord canadien								
	Ministère	4,123,955	183,158	4,307,113	46,543	.....	46,543	4,228,167
	Commission canadienne des affaires polaires	860	69	929	.....	.....	.....	986
4	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère	866,956	635,652	1,502,608	.....	.....	.....	1,989,219
	Commission canadienne du lait	2,379	.....	2,379	.....	.....	.....	2,426
5	Anciens combattants	1,897,277	24,310	1,921,587	.....	.....	.....	1,939,059
6	Citoyenneté et Immigration								
	Ministère	548,088	27,081	575,169	.....	.....	.....	615,001
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	68,183	8,844	77,027	.....	.....	.....	76,753
7	Conseil du Trésor								
	Secrétariat	1,273,282	208,013	1,481,295	.....	.....	.....	1,432,346
8	Conseil privé								
	Ministère	57,909	6,098	64,007	.....	.....	.....	71,604
	Centre canadien de gestion	9,082	7,876	16,958	.....	.....	.....	17,616
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2,850	254	3,104	.....	.....	.....	3,115
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	19,523	2,584	22,107	.....	.....	.....	23,305
	Directeur général des élections	2,608	21,246	23,854	.....	.....	.....	23,822
	Commissaire aux langues officielles	8,848	1,114	9,962	.....	.....	.....	10,509
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,118	192	3,310	.....	.....	.....	3,270
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	4,988	568	5,556	.....	.....	.....	5,623
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,285	121	1,406	.....	.....	.....	1,403

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997	
		Budgétaire			Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires				
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total	Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
	(en milliers de dollars)								
9	Défense nationale Ministère	9,193,011	723,507	9,916,518	.....	.....	.....	9,916,518	10,555,000
10	Développement des ressources humaines Ministère	1,724,660	23,169,072	24,893,732	.....	.....	.....	24,893,732	24,326,356
	Conseil canadien des relations du travail	7,927	974	8,901	.....	.....	.....	8,901	8,805
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,580	146	1,726	.....	.....	.....	1,726	1,705
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1,356	.....	1,356	.....	.....	.....	1,356	1,770
11	Environnement Ministère	467,075	40,436	507,511	.....	.....	.....	507,511	546,356
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	9,143	699	9,842	.....	.....	.....	9,842	7,992
12	Finances Ministère	1,489,004	64,488,570	65,977,574	58,000	191,500	249,500	66,227,074	71,370,894
	Vérificateur général	45,154	5,534	50,688	.....	.....	.....	50,688	48,988
	Tribunal canadien du commerce extérieur	6,962	987	7,949	.....	.....	.....	7,949	7,957
	Bureau du surintendant des institutions financières	1,687	.....	1,687	.....	.....	.....	1,687	2,538
13	Gouverneur général	9,234	1,254	10,488	.....	.....	.....	10,488	9,830
14	Industrie Ministère	839,180	83,487	922,667	800	.....	800	923,467	967,709
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	290,830	18,072	308,902	.....	.....	.....	308,902	354,951
	Banque de développement du Canada	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	13,893
	Agence spatiale canadienne	180,850	3,687	184,537	.....	.....	.....	184,537	226,923
	Tribunal de la concurrence	1,160	98	1,258	.....	.....	.....	1,258	1,267
	Commission du droit d'auteur	739	102	841	.....	.....	.....	841	840
	Société d'expansion du Cap-Breton	8,654	.....	8,654	.....	.....	.....	8,654	11,200
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	210,465	85,942	296,407	.....	.....	.....	296,407	369,234
	Conseil national de recherches du Canada	397,046	65,394	462,440	.....	.....	.....	462,440	407,751
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	432,369	1,486	433,855	.....	.....	.....	433,855	449,626
	Conseil de recherches en sciences humaines	93,664	758	94,422	.....	.....	.....	94,422	91,245
	Conseil canadien des normes	5,111	.....	5,111	.....	.....	.....	5,111	5,184
	Statistique Canada	225,028	37,240	262,268	.....	.....	.....	262,268	422,896
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	235,868	20,070	255,938	.....	.....	.....	255,938	361,928

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997
		Budgétaire			Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total	Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total	
	(en milliers de dollars)							
15	Justice							
	Ministère	415,334	18,592	433,926	.....	.....	.....	451,633
	Commission canadienne des droits de la personne	12,598	1,577	14,175	.....	.....	.....	15,717
	Commissaire à la magistrature fédérale	4,673	219,670	224,343	.....	.....	.....	215,858
	Cour fédérale du Canada	26,930	3,144	30,074	.....	.....	.....	29,771
	Comité du tribunal des droits de la personne	1,852	75	1,927	.....	.....	.....	.....
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5,311	809	6,120	.....	.....	.....	6,262
	Cour suprême du Canada	10,038	4,397	14,435	.....	.....	.....	14,496
	Cour canadienne de l'impôt	10,031	885	10,916	.....	.....	.....	10,992
16	Parlement							
	Sénat	25,745	14,930	40,675	.....	.....	.....	40,713
	Chambre des communes	145,325	68,275	213,600	.....	.....	.....	216,548
	Bibliothèque du Parlement	15,494	2,105	17,599	.....	.....	.....	16,954
17	Patrimoine canadien							
	Ministère	953,651	41,394	995,045	10	.....	10	918,040
	Conseil des Arts du Canada	88,668	.....	88,668	.....	.....	.....	90,801
	Bureau d'information du Canada	19,440	476	19,916	.....	.....	.....	.....
	Société Radio-Canada	857,894	.....	857,894	.....	.....	.....	963,158
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	81,063	.....	81,063	.....	.....	.....	91,315
	Musée canadien des civilisations	45,568	.....	45,568	.....	.....	.....	44,100
	Musée canadien de la nature	20,558	.....	20,558	.....	.....	.....	24,145
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	3,769	3,769	.....	.....	.....	3,271
	Archives nationales du Canada	41,689	4,474	46,163	.....	.....	.....	49,827
	Société du Centre national des Arts	19,573	.....	19,573	.....	.....	.....	17,421
	Commission des champs de bataille nationaux	5,510	883	6,393	.....	.....	.....	2,333
	Commission de la capitale nationale	71,109	.....	71,109	.....	.....	.....	76,194
	Office national du film	57,315	375	57,690	.....	.....	.....	65,184
	Musée des beaux-arts du Canada	32,483	.....	32,483	.....	.....	.....	31,823
	Bibliothèque nationale	26,759	2,902	29,661	.....	.....	.....	31,548
	Musée national des sciences et de la technologie	19,187	.....	19,187	.....	.....	.....	19,636
	Commission de la fonction publique	100,024	12,182	112,206	.....	.....	.....	113,309
	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	16,210	901	17,111	.....	.....	.....	16,563
18	Pêches et Océans	999,867	76,882	1,076,749	.....	.....	.....	1,323,469

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997	
		Budgétaire			Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires				
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total	Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
	(en milliers de dollars)								
19	Ressources naturelles								
	Ministère	422,319	49,853	472,172	17,200	.....	17,200	588,970
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	38,136	4,107	42,243	.....	.....	.....	43,923
	Énergie atomique du Canada, Limitée	132,215	.....	132,215	.....	.....	.....	174,054
	Société de développement du Cap-Breton	22,105	.....	22,105	.....	.....	.....	.....
	Office national de l'énergie	24,713	3,301	28,014	.....	.....	.....	30,117
20	Revenu national								
	Revenu national	1,959,330	309,531	2,268,861	.....	.....	.....	2,204,222
21	Santé								
	Ministère	1,485,908	48,150	1,534,058	.....	.....	.....	1,576,849
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,030	133	1,163	.....	.....	.....	1,218
	Conseil de recherches médicales	236,950	616	237,566	.....	.....	.....	242,324
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,478	339	2,817	.....	.....	.....	2,969
22	Solliciteur général								
	Ministère	70,459	2,075	72,534	.....	.....	.....	73,742
	Service canadien du renseignement de sécurité	161,380	.....	161,380	.....	.....	.....	165,554
	Service correctionnel	1,062,213	90,805	1,153,018	.....	.....	.....	1,092,278
	Commission nationale des libérations conditionnelles	20,677	2,979	23,656	.....	.....	.....	23,855
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,122	162	1,284	.....	.....	.....	1,270
	Gendarmerie royale du Canada	892,208	226,203	1,118,411	.....	.....	.....	1,201,040
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	738	50	788	.....	.....	.....	788
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,245	300	3,545	.....	.....	.....	3,531
23	Transports								
	Ministère	966,963	764,120	1,731,083	.....	.....	.....	1,740,956
	Office des transports du Canada	19,379	2,365	21,744	.....	.....	.....	32,007
	Tribunal de l'aviation civile	819	82	901	.....	.....	.....	902
24	Travaux publics et Services gouvernementaux								
	Ministère	1,655,106	53,528	1,708,634	.....	.....	.....	2,058,438
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,863,667	.....	1,863,667	.....	(230,600)	(230,600)	1,701,903
	Société canadienne des postes	14,000	.....	14,000	.....	.....	.....	14,000
	Total des ministères et organismes	42,826,320	92,265,609	135,091,929	128,591	232,500	361,091	135,453,020	142,669,569
	Comptes à des fins déterminées consolidés	14,102,300	14,102,300	14,102,300	14,754,600
	Total des prévisions budgétaires	42,826,320	106,367,909	149,194,229	128,591	232,500	361,091	149,555,320	157,424,169

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Affaires étrangères et Commerce international														
Ministère	481,181	112,389	8,016	117,254	111,020	45,581	51,150	25,830	51,135	338,876	.....	12,908	56,039	1,299,301
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	13,280	2,538	10,742
Agence canadienne de développement international	75,193	8,539	842	15,244	601	1,830	1,143	.....	1,838	1,578,522	.....	30	.....	1,683,782
Société pour l'expansion des exportations	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	135,000	.....	135,000
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	88,111	.....	88,111
Commission mixte internationale	2,424	629	259	765	241	30	81	.....	30	.....	.....	2	.....	4,461
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	807	290	50	940	3	3	60	.....	27	.....	.....	.....	.....	2,180
Administration du pipe-line du Nord	131	6	4	85	19	3	3	.....	.....	.....	.....	3	.....	254
Affaires indiennes et du Nord canadien														
Ministère	181,585	48,642	9,287	81,437	10,832	11,478	13,272	5,000	2,994	3,930,897	.....	11,689	.....	4,307,113
Commission canadienne des affaires polaires	473	194	40	100	87	2	15	.....	.....	18	.....	.....	.....	929
Agriculture et Agroalimentaire														
Ministère	526,336	37,031	4,473	77,716	7,020	11,904	55,589	46,254	36,218	822,801	.....	15,548	138,282	1,502,608
Commission canadienne du lait	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,379	.....	2,379
Anciens combattants														
Ministère	165,955	19,482	865	208,456	7,854	5,338	131,752	.....	1,830	1,377,583	.....	2,472	.....	1,921,587
Citoyenneté et Immigration														
Ministère	186,095	25,574	7,944	77,408	2,194	2,079	6,423	.....	11,135	256,235	.....	82	.....	575,169
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	60,868	3,300	500	6,500	900	1,150	1,300	.....	2,500	.....	.....	9	.....	77,027
Conseil du Trésor														
Secrétariat	1,063,730	1,618	1,536	26,717	169	1,994	685	.....	7,993	430	.....	465,495	89,072	1,481,295
Conseil privé														
Ministère	40,860	4,795	2,968	7,790	705	1,021	1,850	.....	2,000	2,011	.....	7	.....	64,007
Centre canadien de gestion	8,932	1,100	253	5,561	193	104	387	.....	223	175	.....	30	.....	16,958
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,750	500	40	524	200	15	60	.....	15	.....	.....	.....	.....	3,104
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	17,784	1,079	174	1,744	61	329	347	.....	563	.....	.....	26	.....	22,107
Directeur général des élections	3,189	.....	.....	.....	.....	.....	15	.....	.....	.....	.....	20,650	.....	23,854
Commissaire aux langues officielles	7,668	625	250	999	75	45	185	.....	115	.....	.....	.....	.....	9,962
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1,320	500	230	1,085	20	15	65	.....	75	.....	.....	.....	.....	3,310
Commission des relations de travail dans la fonction publique	3,906	427	88	614	38	45	139	.....	91	.....	.....	208	.....	5,556
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	831	92	18	409	32	3	12	.....	9	.....	.....	.....	.....	1,406
Défense nationale														
Ministère	5,024,821	415,168	23,946	633,604	110,420	708,035	1,067,225	250,740	1,733,141	185,497	.....	153,799	389,878	9,916,518

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Développement des ressources humaines														
Ministère	1,069,115	104,944	20,392	295,228	140,043	10,774	26,027	.....	58,566	24,409,487	.....	7,209	1,248,053	24,893,732
Conseil canadien des relations du travail	6,706	975	53	800	100	76	170	.....	6	.....	.....	15	.....	8,901
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,006	167	217	186	15	40	70	.....	25	.....	.....	.....	.....	1,726
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4,809	315	290	850	50	158	200	.....	125	.....	.....	.....	5,441	1,356
Environnement														
Ministère	278,065	41,311	7,003	108,348	18,894	17,549	30,961	2,201	31,620	33,688	.....	5,747	67,876	507,511
Agence canadienne d'évaluation environnementale	4,809	610	349	2,860	130	107	130	.....	100	1,058	.....	67	378	9,842
Finances														
Ministère	39,421	4,269	2,145	8,439	468	753	39,569	.....	1,000	19,884,800	46,000,000	.....	3,290	65,977,574
Vérificateur général	37,057	3,600	900	6,126	400	500	700	.....	1,025	380	.....	.....	.....	50,688
Tribunal canadien du commerce extérieur	6,792	270	94	423	65	68	212	.....	22	.....	.....	3	.....	7,949
Bureau du surintendant des institutions financières	29,940	2,388	395	9,021	2,447	452	378	.....	1,197	.....	.....	86	44,617	1,687
Gouverneur général	6,336	980	352	1,200	120	35	1,100	.....	100	265	.....	.....	.....	10,488
Industrie														
Ministère	244,787	38,884	71,199	122,923	6,148	11,460	22,840	.....	11,282	466,039	.....	1,000	73,895	922,667
Agence de promotion économique du Canada atlantique	24,585	3,875	1,422	10,393	669	660	1,248	.....	1,733	264,309	.....	8	.....	308,902
Agence spatiale canadienne	25,376	3,529	761	30,511	536	1,849	3,269	2,500	85,015	36,327	.....	2,267	7,403	184,537
Tribunal de la concurrence	674	100	60	314	30	15	40	.....	25	.....	.....	.....	.....	1,258
Commission du droit d'auteur	704	30	22	17	10	3	30	.....	25	.....	.....	.....	.....	841
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8,654	.....	8,654
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	17,497	2,500	2,000	3,100	2,000	50	225	.....	.....	268,995	.....	40	.....	296,407
Conseil national de recherches du Canada	182,957	13,189	7,114	20,220	4,102	12,236	34,992	12,911	37,797	127,709	.....	9,213	.....	462,440
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	10,224	2,153	621	2,296	128	158	394	.....	717	417,164	.....	.....	.....	433,855
Conseil de recherches en sciences humaines	5,217	371	248	1,042	14	130	133	.....	115	87,152	.....	.....	.....	94,422
Conseil canadien des normes	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5,111	.....	5,111
Statistique Canada	256,295	18,928	6,555	22,477	8,555	6,035	13,817	.....	3,606	.....	.....	.....	74,000	262,268
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	23,191	2,800	900	6,306	330	100	1,200	.....	1,000	220,111	.....	.....	.....	255,938
Justice														
Ministère	127,670	10,891	3,824	24,977	1,253	1,471	4,775	.....	2,782	256,283	.....	.....	.....	433,926
Commission canadienne des droits de la personne	10,852	794	414	1,383	106	176	248	.....	200	.....	.....	2	.....	14,175
Commissaire à la magistrature fédérale	164,491	12,878	20	1,810	50	30	135	.....	24	42,720	.....	2,460	275	224,343
Cour fédérale du Canada	21,637	1,852	215	4,209	286	360	1,366	.....	149	.....	.....	.....	.....	30,074
Comité du tribunal des droits de la personne	518	318	20	945	30	38	28	.....	30	.....	.....	.....	.....	1,927
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5,568	220	70	110	20	20	60	.....	50	.....	.....	2	.....	6,120
Cour suprême du Canada	8,959	837	349	1,372	86	540	895	.....	162	1,235	.....	.....	.....	14,435
Cour canadienne de l'impôt	6,092	490	50	3,447	125	160	375	.....	177	.....	.....	.....	.....	10,916

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Parlement														
Sénat	28,831	4,133	128	4,950	164	492	904	558	.....	515	.....	.....	.....	40,675
Chambre des communes	155,451	22,516	5,856	9,025	5,818	3,229	7,148	.....	4,778	656	.....	230	1,107	213,600
Bibliothèque du Parlement	14,483	200	7	603	241	54	1,636	.....	577	.....	.....	1	203	17,599
Patrimoine canadien														
Ministère	269,382	27,954	11,299	69,027	7,830	12,612	45,550	39,248	13,562	501,969	.....	68,565	71,953	995,045
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	88,668	.....	88,668
Bureau d'information du Canada	3,276	950	4,255	9,293	342	412	500	.....	756	.....	.....	132	.....	19,916
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	857,894	.....	857,894
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	81,063	.....	81,063
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	45,568	.....	45,568
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20,558	.....	20,558
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,938	1,960	1,350	1,830	345	405	680	.....	327	.....	.....	1	29,067	3,769
Archives nationales du Canada	30,790	1,550	242	4,954	121	1,328	1,592	.....	2,258	1,878	.....	1,450	.....	46,163
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	19,573	.....	19,573
Commission des champs de bataille nationaux	1,303	35	60	588	20	300	206	205	.....	.....	.....	3,676	.....	6,393
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	71,109	.....	71,109
Office national du film	33,747	4,000	10,524	2,500	8,000	1,000	6,500	.....	.....	319	.....	.....	8,900	57,690
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	32,483	.....	32,483
Bibliothèque nationale	19,974	1,188	413	3,640	340	520	2,172	.....	1,330	72	.....	12	.....	29,661
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	19,187	.....	19,187
Commission de la fonction publique	86,467	5,969	1,818	14,337	2,909	1,164	2,099	.....	3,536	.....	.....	2,905	8,998	112,206
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	6,200	367	666	1,245	53	73	132	.....	53	8,165	.....	157	.....	17,111
Pêches et Océans	527,459	57,433	8,105	135,933	28,985	76,106	88,334	37,385	120,747	41,303	.....	8,403	53,444	1,076,749
Ressources naturelles														
Ministère	232,382	18,015	12,618	107,618	5,913	6,979	18,061	13,448	27,019	54,874	.....	8,070	32,825	472,172
Commission de contrôle de l'énergie atomique	28,266	4,024	433	6,760	250	481	709	.....	661	658	.....	1	.....	42,243
Énergie atomique du Canada, Limitée	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	132,215	.....	132,215
Société de développement du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	22,105	.....	22,105
Office national de l'énergie	22,717	1,530	200	1,752	350	400	470	.....	585	.....	.....	10	.....	28,014
Revenu national														
Revenu national	1,834,074	144,400	38,849	100,520	8,602	45,392	32,195	15,678	51,220	135,750	.....	269	138,088	2,268,861
Santé														
Ministère	331,096	138,412	5,753	305,355	4,851	18,439	212,785	4,222	7,195	562,041	.....	5,611	61,702	1,534,058
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	915	41	40	110	5	15	32	.....	5	.....	.....	.....	.....	1,163
Conseil de recherches médicales	4,241	2,051	479	1,606	79	75	212	.....	203	228,620	.....	.....	.....	237,566
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,334	120	48	208	7	4	96	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,817

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Solliciteur général														
Ministère	13,991	1,431	465	3,396	132	310	438	.....	.....	52,371	.....	.....	.....	72,534
Service canadien du renseignement de sécurité	102,515	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	58,865	.....	161,380
Service correctionnel	639,348	26,338	1,002	165,380	5,570	15,061	118,896	158,422	33,534	1,074	.....	49,101	60,708	1,153,018
Commission nationale des libérations conditionnelles	20,502	1,800	200	644	100	100	210	.....	90	.....	.....	10	.....	23,656
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,115	90	.....	10	20	19	14	.....	16	.....	.....	.....	.....	1,284
Gendarmerie royale du Canada	1,268,587	104,584	717	96,344	36,581	41,231	70,001	53,871	85,864	40,490	.....	38,880	718,739	1,118,411
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	346	50	15	330	15	.....	32	.....	.....	.....	.....	.....	.....	788
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	2,063	264	118	899	31	20	70	.....	80	.....	.....	.....	.....	3,545
Transports														
Ministère	285,091	45,498	4,840	144,370	4,687	26,085	50,403	34,371	31,442	1,132,711	.....	339,381	367,796	1,731,083
Office des transports du Canada	17,673	1,788	347	925	106	142	520	200	.....	4	.....	39	.....	21,744
Tribunal de l'aviation civile	564	81	3	218	9	5	21	.....	.....	.....	.....	.....	.....	901
Travaux publics et Services gouvernementaux														
Ministère	685,930	286,422	20,632	635,292	1,140,792	398,091	331,097	603,963	35,495	421,412	.....	751,730	3,602,222	1,708,634
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,863,667	.....	1,863,667
Société canadienne des postes	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14,000	.....	14,000
Total pour tous les ministères et organismes (1)	17,174,240	1,861,642	321,319	3,785,947	1,703,162	1,507,551	2,511,060	1,307,007	2,511,940	58,195,649	46,000,000	5,569,201	7,356,789	135,091,929
Comptes à des fins déterminées consolidés	(564,600)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14,666,900	.....	.....	.....	14,102,300
Total des dépenses principales	16,609,640	1,861,642	321,319	3,785,947	1,703,162	1,507,551	2,511,060	1,307,007	2,511,940	72,862,549	46,000,000	5,569,201	7,356,789	149,194,229
Moins : dépenses internes du gouvernement (2)	191,900	199,953	85,099	634,243	896,320	310,841	195,440	544,290	36,768	469,402	.....	651,546	.....	.....
Total des dépenses concernant les tiers (3)	16,417,740	1,661,689	236,220	3,151,704	806,842	1,196,710	2,315,620	762,717	2,475,172	72,393,147	46,000,000	4,917,655	7,356,789	149,194,229
Budget principal 1996-1997 (4)	17,884,868	1,970,255	444,571	4,169,524	1,557,637	1,565,626	2,759,719	1,702,669	2,976,731	76,521,877	47,800,000	5,728,436	8,096,409	156,985,504

Notes:

(1) Ces montants représentent la répartition de toutes les dépenses budgétaires prévues dans le présent Budget des dépenses.

(2) Ces montants représentent les opérations (ou les crédits utilisés) des ministères et organismes pour lesquelles aucune dépense de fonds n'est nécessaire.

(3) Ces montants représentent les dépenses de fonds estimatives se rapportant au présent Budget des dépenses.

(4) Pour établir une comparaison par rapport à l'année précédente, les données figurant sur cette ligne doivent être comparées aux données figurant à la ligne «Total pour tous les ministères et organismes».

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissent dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
2		Affaires étrangères et Commerce international	
		Ministère	
	1	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes perçues durant l'année par les Centres canadiens des affaires et les Centres d'éducation canadiens situés à l'étranger, ainsi que relativement aux foires commerciales et aux missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	817,428,000
	5	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital	69,385,000
	10	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas \$50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1996 à	338,626,000
		Corporation commerciale canadienne	
	15	Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme	10,742,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Agence canadienne de développement international	
20		Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement et des pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition	94,293,355
25		Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> (L.R.C., ch. I-18), à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international et de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,445,321,000
L30		Émission de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$200,000,000, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> (L.R.C., ch. I-18), à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1
L35		Paiement ne devant pas dépasser \$4,465,910 US aux banques multilatérales de développement, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à \$6,037,910 le 4 décembre 1996, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à \$218,812,604 US et l'émission de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$10,003,000 US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> (L.R.C., ch. I-18), à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales, attendu que le capital exigible du Canada relié à l'émission de ces billets à vue s'élève à \$388,940,823 US	6,037,910

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Centre de recherches pour le développement international	
	40	Versements au Centre de recherches pour le développement international	88,111,000
		Commission mixte internationale	
	45	Commission mixte internationale – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4,109,000
		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	
	50	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – Dépenses du Programme	2,063,000
		Administration du pipe-line du Nord	
	55	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme	235,000
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
		<i>Programme d'administration</i>	
	1	Administration – Dépenses du Programme et contributions	59,507,000
		<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>	
	5	Affaires indiennes et inuit – Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	195,678,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
10	Affaires indiennes et inuit – Dépenses en capital et :		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes;		
	c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments		5,000,000
15	Affaires indiennes et inuit – Subventions inscrites au Budget et contributions		3,696,907,000
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications		21,853,000
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon		450,000
L30	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique		24,240,000
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
35	Affaires du Nord – Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés		71,000,000
40	Affaires du Nord – Subventions inscrites au Budget et contributions		80,262,900
45	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord		15,600,000
	Commission canadienne des affaires polaires		
50	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme et contributions		860,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
4		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère	
	1	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement, ainsi que des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	564,428,000
	5	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital	46,254,000
	10	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget et contributions	256,274,000
		Commission canadienne du lait	
	15	Commission canadienne du lait – Dépenses du Programme	2,379,000
5		Anciens combattants	
		<i>Programme des anciens combattants</i>	
	1	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherche technique et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	513,202,000
	5	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,377,386,000
		<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	
	10	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme	6,689,000
6		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
	1	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement	284,353,000
	5	Citoyenneté et Immigration – Dépenses en capital	7,500,000
	10	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget et contributions	256,235,000
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
	15	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme	68,183,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
7	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
	<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>		
1	Administration centrale de la fonction publique – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions, et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'année provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor		70,679,000
	<i>Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale</i>		
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit		450,000,000
10	Reprographie – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits pour les paiements, conformément au contrat de licence de reproduction par reprographie, des oeuvres publiées et protégées par le droit d'auteur		1,869,000
15	Aide à la formation – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l'aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du <i>Règlement sur l'emploi dans la fonction publique (1993)</i>		10,000,000
	<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>		
20	Subventions inscrites au Budget et contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n°6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n°5 de 1963</i> et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n°10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions, à des régimes d'avantages sociaux et d'assurance-maladie et à d'autres régimes d'assurance et à des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		740,734,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
8		Conseil privé	
		Ministère	
	1	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et subvention inscrite au Budget et contributions	57,909,000
		Centre canadien de gestion	
	5	Centre canadien de gestion – Dépenses du Programme et contributions	9,082,000
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
	10	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – Dépenses du Programme	2,850,000
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
	15	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme	19,523,000
		Directeur général des élections	
	20	Directeur général des élections – Dépenses du Programme	2,608,000
		Commissaire aux langues officielles	
	25	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme	8,848,000
		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	
	30	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme	3,118,000
		Commission des relations de travail dans la fonction publique	
	35	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme	4,988,000
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	
	40	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme	1,285,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
9		Défense nationale	
		Ministère	
1		Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$13,670,726,000 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$4,087,837,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes de l'année aux fins de n'importe lequel de ces crédits	6,908,689,000
5		Défense nationale – Dépenses en capital	2,118,000,044
10		Défense nationale – Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	166,321,956
10		Développement des ressources humaines	
		Ministère	
		<i>Programme des services généraux</i>	
1		Services généraux – Dépenses du Programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	42,901,000
		<i>Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance</i>	
5		Investissement dans les ressources humaines et assurance – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte d'assurance-emploi	108,044,000
10		Investissement dans les ressources humaines et assurance – Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers ou autres entités, en vertu d'accords conclus avec le Ministre pour : a) la réalisation par ces entités de projets destinés à procurer du travail ou de l'aide à l'emploi à des travailleurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité; b) paiements versés à ces travailleurs ou frais engagés à l'égard de ceux-ci par ces entités	1,436,788,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		<i>Programme du travail</i>	
	15	Travail – Dépenses du Programme, frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail et subventions inscrites au Budget et contributions	44,760,000
		<i>Programme de la sécurité du revenu</i>	
	20	Sécurité du revenu – Dépenses du Programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada	92,167,000
		Conseil canadien des relations du travail	
	25	Conseil canadien des relations du travail – Dépenses du Programme	7,927,000
		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	
	30	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs – Dépenses du Programme	1,580,000
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
	35	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme	1,356,000
11		Environnement	
		Ministère	
	1	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;</i> <i>b) autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;</i> <i>c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;</i> <i>d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;</i> <i>e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;</i> <i>f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par les activités du Ministère mais limitées pour l'activité Administration à la prestation de produits d'information et à la prestation services professionnels, y compris les services informatiques</i>	407,212,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
5		Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	26,175,000
10		Environnement – Subventions inscrites au Budget et contributions	33,687,500
		Agence canadienne d'évaluation environnementale	
15		Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, de formation et de publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	9,143,000
12		Finances	
		Ministère	
		<i>Programme des politiques financières et économiques</i>	
1		Politiques financières et économiques – Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	49,004,000
5		Politiques financières et économiques – Subventions inscrites au Budget et contributions	280,000,000
L10		Politiques financières et économiques – Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$196,000,000 en faveur de l'Association internationale de développement	1
		<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>	
15		Paiements fédéraux de transfert aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du territoire du Yukon calculés conformément aux accords conclus par le Ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du territoire du Yukon avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours	1,120,000,000
20		Paiements fédéraux de transfert aux provinces – Subventions inscrites au Budget	40,000,000
		<i>Programme spécial</i>	
L25		Programme spécial – Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	58,000,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissent dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Vérificateur général	
	30	Vérificateur général – Dépenses du Programme et contributions	45,154,000
		Tribunal canadien du commerce extérieur	
	35	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme	6,962,000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	40	Bureau du surintendant des institutions financières – Dépenses du Programme	1,687,000
13		Gouverneur général	
	1	Gouverneur général – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	9,234,000
14		Industrie	
		Ministère	
	1	Industrie – Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'année et provenant de la recherche en communications et des faillites	430,141,000
	5	Industrie – Subventions inscrites au Budget et contributions	409,039,000
	L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300,000
	L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500,000
		Agence de promotion économique du Canada atlantique	
	20	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement	41,021,000
	25	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget et contributions	249,809,000
		Agence spatiale canadienne	
	30	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement	47,614,000
	35	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital	96,909,000
	40	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget et contributions	36,327,000
		Tribunal de la concurrence	
	45	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme	1,160,000
		Commission du droit d'auteur	
	50	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme	739,000
		Société d'expansion du Cap-Breton	
	55	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8,654,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissent dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Bureau fédéral de développement régional (Québec)	
	60	Bureau fédéral de développement régional (Québec) – Dépenses de fonctionnement	24,870,000
	65	Bureau fédéral de développement régional (Québec) – Subventions inscrites au Budget et contributions	185,595,049
		Conseil national de recherches du Canada	
	70	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	224,521,000
	75	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	44,816,000
	80	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget et contributions	127,709,000
		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
	85	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	15,205,000
	90	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget	417,164,000
		Conseil de recherches en sciences humaines	
	95	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	6,512,000
	100	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget	87,152,000
		Conseil canadien des normes	
	105	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	5,111,000
		Statistique Canada	
	110	Statistique Canada – Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	225,028,000
		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
	115	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement	32,457,000
	120	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget et contributions	203,411,000
15		Justice	
		Ministère	
	1	Justice – Dépenses de fonctionnement	159,051,000
	5	Justice – Subventions inscrites au Budget et contributions	256,282,862
		Commission canadienne des droits de la personne	
	10	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme	12,598,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Commissaire à la magistrature fédérale	
15		Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i> et aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	4,174,000
20		Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	499,000
		Cour fédérale du Canada	
25		Cour fédérale du Canada – Dépenses du Programme	26,930,000
		Comité du tribunal des droits de la personne	
30		Comité du tribunal des droits de la personne – Dépenses du Programme	1,852,000
		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
35		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme	5,311,000
		Cour suprême du Canada	
40		Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme	10,038,000
		Cour canadienne de l'impôt	
45		Cour canadienne de l'impôt – Dépenses du Programme	10,031,000
16		Parlement	
		Sénat	
1		Sénat – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget	25,745,300
		Chambre des communes	
5		Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions, les contributions, et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'année provenant des activités de la Chambre des communes	145,325,000
		Bibliothèque du Parlement	
10		Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'année provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	15,494,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
17		Patrimoine canadien	
		Ministère	
		<i>Programme des services de gestion ministériels</i>	
	1	Services de gestion ministériels – Dépenses du Programme	76,361,000
		<i>Programme de l'identité canadienne</i>	
	5	Identité canadienne – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'année financière par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	55,819,000
	10	Identité canadienne – Subventions inscrites au Budget et contributions	497,059,000
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	57,900,000
	L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000
		<i>Programme Parcs Canada</i>	
	25	Parcs Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique; et aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année produites par les opérations de Parcs Canada	150,111,000
	30	Parcs Canada – Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	116,401,000
		Conseil des Arts du Canada	
	35	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	88,668,000
		Bureau d'information du Canada	
	40	Dépenses du Programme	19,440,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Société Radio-Canada	
	45	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	748,390,000
	50	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000
	55	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	105,504,000
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	
	60	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	81,063,000
		Musée canadien des civilisations	
	65	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	45,568,000
		Musée canadien de la nature	
	70	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	20,558,000
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
	75	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'année financière des recettes provenant : a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunications</i> ; b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1
		Archives nationales du Canada	
	80	Archives nationales du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions	41,689,000
		Société du Centre national des Arts	
	85	Paiements à la Société du Centre national des Arts	19,573,000
		Commission des champs de bataille nationaux	
	90	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme	5,510,000
		Commission de la capitale nationale	
	95	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	37,356,000
	100	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	20,493,000
	105	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13,260,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Office national du film	
	110	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	57,315,000
		Musée des beaux-arts du Canada	
	115	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	29,483,000
	120	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000,000
		Bibliothèque nationale	
	125	Bibliothèque nationale – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget	26,759,000
		Musée national des sciences et de la technologie	
	130	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	19,187,000
		Commission de la fonction publique	
	135	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme	100,024,000
		Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	
	140	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement	8,045,000
	145	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget	8,165,000
18		Pêches et Océans	
	1	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et <ul style="list-style-type: none"> a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'année au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne 	845,510,000
	5	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	113,254,000
	10	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget et contributions	41,103,100

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissent dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
19		Ressources naturelles	
		Ministère	
	1	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'année par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	369,686,000
	5	Ressources naturelles – Dépenses en capital	13,448,000
	10	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget et contributions	39,184,995
	L15	Prêt à Nordion International Inc. pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux	17,200,000
		Commission de contrôle de l'énergie atomique	
	20	Commission de contrôle de l'énergie atomique – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions	38,136,000
		Énergie atomique du Canada, Limitée	
	25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	132,215,000
		Société de développement du Cap-Breton	
	30	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	22,105,000
		Office national de l'énergie	
	35	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme	24,713,000
20		Revenu national	
	1	Revenu national – Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1,850,902,000
	5	Revenu national – Dépenses en capital	15,678,000
	10	Revenu national – Contributions	92,750,000
21		Santé	
		Ministère	
	1	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice financier pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	912,450,000
	5	Santé – Dépenses en capital	11,417,000
	10	Santé – Subventions inscrites au Budget et contributions	562,041,000
		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
	15	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme	1,030,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Conseil de recherches médicales	
	20	Conseil de recherches médicales – Dépenses de fonctionnement	8,330,000
	25	Conseil de recherches médicales – Subventions inscrites au Budget	228,620,000
		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
	30	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme	2,478,000
22		Solliciteur général	
		Ministère	
	1	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement	18,088,000
	5	Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget et contributions	52,371,200
		Service canadien du renseignement de sécurité	
	10	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme	161,380,000
		Service correctionnel	
	15	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et : a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	876,791,000
	20	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital, y compris les paiements a) aux collectivités autochtones, telles qu'elles sont définies à l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de la Loi; et b) aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	185,422,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		Commission nationale des libérations conditionnelles	
	25	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme	20,677,000
		Bureau de l'enquêteur correctionnel	
	30	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme	1,122,000
		Gendarmerie royale du Canada	
	35	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	771,277,000
	40	Application de la loi – Dépenses en capital	120,931,000
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
	45	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme	738,000
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
	50	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme	3,245,000
23		Transports	
		Ministère	
	1	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	111,342,000
	5	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	106,193,000
	10	Transports – Subventions inscrites au Budget et contributions	410,046,900
	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal	29,887,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
20		Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :	
		<i>a)</i> aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard;	
		<i>b)</i> aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service;	
		<i>c)</i> à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires	91,290,000
25		Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa <i>c)(i)</i> du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n°1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	216,204,000
30		Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield, y compris les dépenses d'immobilisations nécessaires	2,000,000
		Office des transports du Canada	
35		Office des transports du Canada – Dépenses du Programme et contributions	19,379,000
		Tribunal de l'aviation civile	
40		Tribunal de l'aviation civile – Dépenses du Programme	819,000
24		Travaux publics et Services gouvernementaux	
		Ministère	
		<i>Programme des services immobiliers</i>	
1		Services immobiliers – Dépenses opérationnelles, y compris la fourniture, moyennant recouvrement des coûts, de locaux pour les fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous la forme de services d'entretien du Centre commémoratif W. Clifford Clark à Ottawa; contributions et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'année, provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien d'installations pour des fins de logement	917,648,000
5		Services immobiliers – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le Ministre	271,793,000
10		Services immobiliers – Fonds renouvelable des Services immobiliers – Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement	2,589,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
		<i>Programme des approvisionnements et des services</i>	
15		Approvisionnement et Services – Dépenses du Programme, y compris : <i>a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-emploi, de la Loi sur l'administration des biens saisis et du fonds renouvelable des services facultatifs;</i> <i>b) autorisation de dépenser les recettes de l'année</i>	455,976,000
		<i>Programme des sociétés d'État</i>	
20		Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3,000,000
25		Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	4,100,000
		Société canadienne d'hypothèques et de logement	
30		Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , conformément au pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	1,863,667,000
		Société canadienne des postes	
35		Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	14,000,000
		Total	42,954,911,074

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
2	Affaires étrangères et Commerce international	
	Ministère	
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R., ch. D-5, art. 1)	250,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66,112,000
	Fonds renouvelable des passeports, <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (S.R., ch. R- 8)	7,402,000
	Agence canadienne de développement international	
	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	133,201,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,918,000
	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non-budgétaire)	7,900,000
	Société pour l'expansion des exportations	
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	135,000,000
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> (non-budgétaire)	263,700,000
	Commission mixte internationale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	352,000
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	117,000
	Administration du pipe-line du Nord	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,000
3	Affaires indiennes et du Nord canadien	
	Ministère	
	<i>Programme d'administration</i>	
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,585,000
	<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>	
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15,000
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2,000,000
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1,400,000
	Subvention à la Société régionale Inuvialuit en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	32,000,000
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	119,869,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,391,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
<i>Programme des affaires du Nord</i>		
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1,449,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,400,000
Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69,000
4	Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère		
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte (L.C., 1991, ch. 22)	210,200,000
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 (3 ^e suppl.))	4,000,000
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i> (L.R., 1985, ch. C-49)	1,500,000
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (40-41-42 Elizabeth II, Chapitre 3, 1993)	200,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges (L.C., 1991, ch. 22)	3,033,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i> (L.R., 1985, ch. P-18)	25,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (L.C., 1991, ch. 22)	209,900,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	130,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	92,344,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme complémentaire pour le secteur des cultures	200,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	120,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	19,900,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70,082,000
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(1,006,000)
5	Anciens combattants	
<i>Programme des anciens combattants</i>		
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (S.R.C. 1970, ch. W-4), de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4)	12,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,097,000
	<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,016,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
6	Citoyenneté et Immigration	
	Ministère	
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27,032,000
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,844,000
7	Conseil du Trésor	
	Secrétariat	
	<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>	
	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,874,000
	<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	90,000
	Versements au compte du régime compensatoire selon les Règlements n ^o 2 sur le régime compensatoire, et conformément à la <i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i>	200,000,000
8	Conseil privé	
	Ministère	
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	71,920
	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	18,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,910,000
	Centre canadien de gestion	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	6,578,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,298,000
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	254,000
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,584,000
	Directeur général des élections	
	Traitement du directeur général des élections	155,000
	Dépenses d'élection	20,650,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	441,000
	Commissaire aux langues officielles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,114,000
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	192,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	568,000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121,000
9	Défense nationale	
Ministère		
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	48,685
	Pensions et rentes versées à des civils (<i>Loi n^o 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	175,000
	Pensions militaires	563,393,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159,890,000
10	Développement des ressources humaines	
Ministère		
<i>Programme des services généraux</i>		
	Ministre du Développement des ressources humaines – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21,445,000
<i>Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance</i>		
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	47,000,000
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	222,000,000
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	347,400,000
	Subventions aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (L.C., 1994, ch.28)	34,700,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions des agents des rentes sur l'État	35,000
	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (L.R., 1985, ch. L-1)	8,900,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	97,453,000
<i>Programme du travail</i>		
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985, ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985, ch. M-6)	56,907,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,396,000
<i>Programme de la sécurité du revenu</i>		
	Versements de sécurité de la vieillesse (L.R., ch. O-9)	17,140,000,000
	Versements du supplément de revenu garanti (L.R., ch. O-9)	4,778,000,000
	Versements d'allocations au conjoint (L.R., ch. O-9)	390,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,738,000
Conseil canadien des relations du travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	974,000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
11	Environnement	
	Ministère	
	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40,387,000
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	699,000
12	Finances	
	Ministère	
	<i>Programme des politiques financières et économiques</i>	
	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements à l'Association internationale de développement	191,000,000
	Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	31,800,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,721,000
	Achat de la monnaie canadienne	38,000,000
	Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (non-budgétaire)	5,500,000
	Émission d'un prêt à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (non-budgétaire)	186,000,000
	<i>Programme du service de la dette publique</i>	
	Frais d'intérêt et autres coûts	46,000,000,000
	<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>	
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	30,000,000
	Péréquation fiscale (<i>Partie I - Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,292,000,000
	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (<i>Partie V - Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	12,500,000,000
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(469,000,000)
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (<i>Partie VI - Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,131,000,000)
	Vérificateur général	
	Traitement du vérificateur général (L.R.C.1985, ch. A-17)	175,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,359,000
	Tribunal canadien du commerce extérieur	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	987,000
13	Gouverneur général	
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. 1985, c. G-9)	92,000
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. 1985, c. G-9)	254,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	908,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
14	Industrie	
	Ministère	
	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(4,373,000)
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	47,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,811,000
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	4,500,000
	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,572,000
	Agence spatiale canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,687,000
	Tribunal de la concurrence	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98,000
	Commission du droit d'auteur	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102,000
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	83,400,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,542,000
	Conseil national de recherches du Canada	
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	40,137,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,257,000
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,486,000
	Conseil de recherches en sciences humaines	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	758,000
	Statistique Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37,240,000
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	16,700,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,370,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
15	Justice	
	Ministère	
	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,543,000
	Commission canadienne des droits de la personne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,577,000
	Commissaire à la magistrature fédérale	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat	219,283,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	387,000
	Cour fédérale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,144,000
	Comité du tribunal des droits de la personne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75,000
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	809,000
	Cour suprême du Canada	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	3,349,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,048,000
	Cour canadienne de l'impôt	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	885,000
16	Parlement	
	Sénat	
	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> (L.R., 1985 ch. M-5)	12,100,500
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,829,000
	Chambre des communes	
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	50,982,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,293,000
	Bibliothèque du Parlement	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,105,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
17	Patrimoine canadien	
	Ministère	
	<i>Programme des services de gestion ministériels</i>	
	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,708,000
	<i>Programme de l'identité canadienne</i>	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs	930,000
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	408,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	152,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,982,000
	<i>Programme Parcs Canada</i>	
	Fonds renouvelable des unités d'entreprises de Parcs Canada	556,000
	Fonds renouvelable des périmètres urbains	2,497,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,112,000
	Bureau d'information du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	476,000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,769,000
	Archives nationales du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,474,000
	Commission des champs de bataille nationaux	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	700,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183,000
	Office national du film	
	Fonds renouvelable de l'Office national du film	375,000
	Bibliothèque nationale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,902,000
	Commission de la fonction publique	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,182,000
	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	901,000
18	Pêches et Océans	
	Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i> (L.R., ch. F-22)	200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76,633,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
19	Ressources naturelles	
	Ministère	
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33,022,000
	Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse	3,924,000
	Fonds de développement Canada-Terre-Neuve	7,000,000
	Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,443,000
	Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680,000
	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	1,400,000
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers	52,000
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1,093,000
	Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse	1,190,000
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,107,000
	Office national de l'énergie	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,301,000
20	Revenu national	
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	266,482,000
	Versements d'allocations spéciales pour enfants	43,000,000
21	Santé	
	Ministère	
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48,101,000
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133,000
	Conseil de recherches médicales	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	616,000
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	339,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
22	Solliciteur général	
	Ministère	
	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,026,000
	Service correctionnel	
	Pensions et autres avantages sociaux des employés (L.R., 1985, ch. R-11)	201,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90,217,000
	Fonds renouvelable CORCAN	387,000
	Commission nationale des libérations conditionnelles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,979,000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162,000
	Gendarmerie royale du Canada	
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	208,928,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,275,000
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50,000
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300,000
23	Transports	
	Ministère	
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Abolition des péages sur le pont Victoria (L.C. 1986, ch. 42)	6,664,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41,407,000
	Paiements à NAV CANADA durant la période de transition selon la <i>Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne</i> (L.C. 1996, ch. 20)	716,000,000
	Office des transports du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,365,000
	Tribunal de l'aviation civile	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1997-1998
24	Travaux publics et Services gouvernementaux	
	Ministère	
	<i>Programme des services immobiliers</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,221,000
	Fonds renouvelable des Services immobiliers	(2,589,000)
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(19,599,000)
	<i>Programme des approvisionnements et des services</i>	
	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32,066,000
	Fonds renouvelable des services facultatifs	335,000
	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	20,933,000
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(900,000)
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	21,012,000
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	
	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire)	(230,600,000)
	Total*	92,498,099,940

*Ce chiffre ne correspond pas aux totaux figurant au tableau intitulé «Sommaire général» (page 1-20 et 1-21) parce qu'il a été arrondi.

2 Affaires étrangères et Commerce international

Ministère 2-4
Corporation commerciale canadienne 2-9
Agence canadienne de développement international
2-10
Société pour l'expansion des exportations 2-16
Centre de recherches pour le développement
international 2-17
Commission mixte internationale 2-19
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne 2-20
Administration du pipe-line du Nord 2-21

Affaires étrangères et Commerce international

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Affaires étrangères et Commerce international			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	817,428	811,664
5	Dépenses en capital	69,385	87,559
10	Subventions et contributions	338,626	417,236
(L)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250	250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66,112	57,574
(L)	Fonds renouvelable des passeports	7,402	2,302
Total du Ministère		1,299,301	1,376,683
Corporation commerciale canadienne			
15	Dépenses du Programme	10,742	10,948
Total de l'organisme		10,742	10,948
Agence canadienne de développement international			
20	Dépenses de fonctionnement	94,293	97,879
25	Subventions et contributions	1,445,321	1,576,566
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	133,201	146,200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,918	9,595
Total du budgétaire		1,683,782	1,830,289
L30	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales	.....	.....
L35	Paiement et délivrance de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	6,038	3,020
(L)	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	7,900	8,182
Total du non-budgétaire		13,938	11,202
Total de l'organisme		1,697,720	1,841,491
Société pour l'expansion des exportations			
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	135,000	135,000
Total du budgétaire		135,000	135,000
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	263,700	309,400
Total du non-budgétaire		263,700	309,400
Total de l'organisme		398,700	444,400
Centre de recherches pour le développement international			
40	Versements au Centre de recherches pour le développement international	88,111	96,100
Total de l'organisme		88,111	96,100
Commission mixte internationale			
45	Dépenses du Programme	4,109	4,159
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	352	300
Total de l'organisme		4,461	4,459

Nota : La Corporation commerciale canadienne se trouvait dans la section du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Budget des dépenses principal de 1996-1997.

Affaires étrangères et Commerce international

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
50 Dépenses du Programme	2,063	2,085
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	117	99
Total de l'organisme	2,180	2,184
Administration du pipe-line du Nord		
55 Dépenses du Programme	235	235
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19	16
Total de l'organisme	254	251

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Objectif

Agir au nom du Canada et de tous les Canadiens pour accroître la prospérité économique, l'emploi et la sécurité et travailler à la promotion de la paix dans le monde en diffusant la culture et les valeurs canadiennes.

Description des activités

Promotion du commerce international

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada en encourageant les entreprises canadiennes à exploiter tous les débouchés commerciaux à l'échelle internationale et en instaurant au pays un climat favorable aux investissements étrangers et aux échanges technologiques.

Politique commerciale et économique

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada grâce à la gestion efficace des relations commerciales du Canada avec les États-Unis et à la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux dans le monde, par l'adoption de règles claires et équitables.

Coopération et sécurité internationales

Instaurer un régime international pacifique, fondé sur le droit et reflétant les valeurs canadiennes, au sein duquel le Canada est à l'abri de menaces émanant de l'étranger.

Aide aux Canadiens à l'étranger (Services consulaires)

Répondre aux besoins d'aide officielle des Canadiennes et des Canadiens voyageant ou habitant à l'étranger.

Diplomatie ouverte

Susciter de l'intérêt et de la confiance à l'égard du Canada à l'étranger et faire en sorte que l'opinion publique internationale soit favorable aux intérêts politiques et économiques du Canada et aux valeurs canadiennes.

Services ministériels

Permettre au Ministère d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Prestation de services aux autres ministères

Permettre aux autres ministères d'exécuter leurs programmes à l'étranger grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Services de passeports

Délivrer des titres de voyage respectés à l'échelle internationale aux citoyens canadiens et autres résidents canadiens qui y ont droit.

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,000,000 au titre du fonds renouvelable des passeports. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	25,039
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998	
– besoins nets de trésorerie	7,402
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	17,637

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998				Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Promotion du commerce international	207,102	5,336	13,374	3,050	222,762	228,221
Politique commerciale et économique	86,601	1,952	29,019	.....	117,572	118,218
Coopération et sécurité internationales	152,782	4,321	279,319	2,661	433,761	504,993
Aide aux Canadiens à l'étranger (Services consulaires)	42,253	1,236	.....	.....	43,489	43,108
Diplomatie ouverte	66,150	1,133	16,899	.....	84,182	82,620
Services ministériels	154,947	49,363	265	.....	204,575	211,941
Prestation de services aux autres ministères	179,514	6,044	.....	.....	185,558	185,280
*Services de passeports	57,730	.....	.....	50,328	7,402	2,302
	947,079	69,385	338,876	56,039	1,299,301	1,376,683

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certains décaissements inscrits dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en espèces. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	1,068
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	1,866
Moins :	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	7,997
Changement dans le fonds de roulement	203
Total des prévisions – besoins nets de trésorerie	7,402

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable des passeports, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Promotion du commerce international</i>		
Subventions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	212,000	273,500
Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	2,000,000	2,000,000
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	25,000	25,000
Subventions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	673,000	1,033,000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	5,142,000	4,842,000
Subventions en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	16,000	16,000
<i>Diplomatie ouverte</i>		
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	12,201,000	13,612,000
Subventions dans le domaine des relations culturelles	4,694,000	4,694,000
Office du baccalauréat international	4,000	4,000
<i>Services ministériels</i>		
Association de la communauté du service extérieur	15,000	15,000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250,000	250,000
Total des subventions	25,232,000	26,764,500
Contributions		
<i>Promotion du commerce international</i>		
Contributions au développement de la technologie avec l'Europe	90,000	90,000
Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	10,020,000	9,520,000
Contributions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	1,052,000	1,612,500
<i>Politique commerciale et économique</i>		
Organisations internationales de produits de base (613,449 florins)	505,000	442,000
Organisation mondiale des douanes (9,987,750 francs belges)	450,000	475,000
Agence internationale de l'énergie atomique (\$1,110,293 US) (72,533,410 ATS)	11,097,000	11,397,000
Agence internationale de l'énergie (3,998,190 francs français)	1,081,000	1,218,000
Organisation mondiale du commerce (4,566,885 francs suisses)	5,231,000	5,519,000
Organisation de coopération et de développement économiques (32,953,681 francs français)	8,911,000	9,766,000
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (668,103 francs français)	181,000	210,000
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (1,860,914 francs français)	503,000	584,000
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (563,115 francs suisses)	645,000	632,000
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique	415,000	415,000

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (45,973,778 francs français)	12,432,000	12,316,000
Fondation du Commonwealth (531,075 livres sterling)	1,130,000	1,047,000
Conseil des sciences du Commonwealth (128,160 livres sterling)	273,000	307,000
Secrétariat du Commonwealth (1,945,140 livres sterling)	4,140,000	3,931,000
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (612,720 livres sterling)	1,304,000	1,307,000
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (\$12,012,000 US)	16,458,000	16,266,000
Organisation de l'aviation civile internationale (\$1,400,800 US)	1,919,000	1,945,000
Organisation internationale du travail (10,934,000 francs suisses)	12,523,000	11,606,000
Organisation maritime internationale (179,400 livres sterling)	382,000	367,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (288,091,008 francs belges)	12,971,000	12,182,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Programmes scientifiques (61,210,940 francs belges)	2,756,000	2,859,000
Activités de la francophonie internationale	542,000	542,000
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (22,575,870 CFA)	61,000	50,000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30,000	30,000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (41,325,000 francs français) (\$4,611,000 US)	17,492,000	16,500,000
Organisation des Nations Unies (\$39,497,000 US)	54,115,000	50,976,000
Organisation mondiale de la santé (\$13,770,000 US)	18,866,000	17,836,000
*Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (\$41,471,850 US)	56,822,000	134,452,000
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	7,500,000	7,500,000
Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (\$5,850,000 US)	8,015,000	8,092,000
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (35,610,000 ATS)	4,701,000	4,658,000
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (\$408,474 US)	560,000	565,000
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	500,000	500,000
Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies	1,100,000	.....
Soutien des intérêts du Canada à l'étranger	200,000	200,000
Appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	1,553,000	1,853,000
Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925,000	925,000
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture (\$3,402,824 US)	4,662,000	4,648,000
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (\$650,000 US)	891,000	899,000
Organisation des États américains (\$9,227,086 US)	12,642,000	14,526,000
Organisation panaméricaine de la santé (\$9,703,421 US)	13,295,000	13,720,000
Conseil de mise en oeuvre de l'accord de paix (468,680 ECU)	816,000	516,000
Cour permanente d'arbitrage (37,464 florins)	31,000	30,000
Commission internationale d'établissement des faits (10,179 francs suisses)	12,000	.....
Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1,844,000	2,810,000
Total des contributions	313,644,000	387,841,500

*Pour le détail des opérations de la paix, veuillez consulter le budget des dépenses du ministère, Partie III.

Affaires étrangères et Commerce international
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Contributions pour promouvoir des intérêts canadiens en matière d'environnement en ce qui concerne les océans et les forêts et les autres priorités	1,302,000
Contributions à l'appui des recherches et des initiatives multilatérales touchant à l'environnement	1,178,000
Contributions pour promouvoir le groupe bilatéral et le transfert de technologies touchant à l'environnement	400,000
Total des postes non requis	2,880,000
Total	338,876,000	417,486,000

Affaires étrangères et Commerce international

Corporation commerciale canadienne

Objectif

Offrir en matière de marchés d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Description du financement par voie de crédits

Corporation commerciale canadienne

Obtention et traitement des appels d'offres des gouvernements étrangers; appel et évaluation des soumissions et propositions des fournisseurs canadiens; négociation et acceptation de marchés de gouvernements étrangers et adjudication, ou accords relatifs aux marchés conclus avec des fournisseurs canadiens; rétribution des fournisseurs canadiens et recouvrement des montants dus par les gouvernements clients.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Corporation commerciale canadienne		
Dépenses	13,280	12,758
Moins :		
Intérêt et autres revenus	2,538	1,810
Total des besoins budgétaires	10,742	10,948

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une assistance humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Programmes géographiques

Les programmes géographiques comportent des relations directes entre le gouvernement du Canada et les pays en développement. Ils sont élaborés en consultation et en collaboration avec les partenaires de ces pays. Ils constituent le principal mécanisme de soutien qu'utilise le gouvernement pour investir à long terme dans des secteurs essentiels du développement durable. Les programmes géographiques représentent environ le tiers du budget de l'aide internationale. Les projets financés tiennent compte des besoins des pays en développement et de la capacité du Canada de répondre à ces besoins. La valeur des projets, et celle des contrats et des accords de contribution nécessaires à leur exécution, va de milliers de dollars à des dizaines de millions. L'approche et l'objet des projets varient aussi considérablement. À de rares exceptions près, l'aide consentie dans le cadre des programmes géographiques est versée en nature directement par les fournisseurs et agents d'exécution canadiens ou par le biais des achats effectués par les pays bénéficiaires, dans le cadre des politiques canadiennes d'aide liée (fonds alloués pour l'achat de biens et de services au Canada) et conformément aux exigences quant au contenu canadien.

Trois directions de programmes géographiques, à savoir les directions générales de l'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Asie, et des Amériques, se chargent de planifier et de fournir l'aide bilatérale canadienne aux pays admissibles. Les programmes mis en oeuvre dans ces régions sont fondés sur l'objectif et les volets prioritaires de l'APD.

Pays en transition

Le programme de l'ECE est conçu pour répondre aux initiatives et pour aider les pays de la région pendant la période critique de transition. Une petite part de l'aide fournie au moyen de ce programme relève de l'APD.

Le programme permet de transférer les connaissances et les compétences aux pays de la région grâce au perfectionnement des ressources humaines, au renforcement des institutions, à l'assistance humanitaire et multilatérale et aux conseils en matière de politiques. Les activités sont mises en oeuvre en collaboration avec le secteur privé, les ONG, les milieux universitaires, les communautés ethniques et tous les paliers de gouvernement au Canada. Ces partenariats servent de catalyseurs pour susciter, au niveau des projets, des contributions tant chez les partenaires canadiens que chez les partenaires des pays bénéficiaires.

Programmes multilatéraux

Dans le cadre des programmes multilatéraux, l'ACDI collabore avec une vaste gamme d'organisations et d'institutions internationales, dont les agences des Nations Unies (comme l'UNICEF), le Commonwealth et la Francophonie, et les banques de développement régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. La plus grande partie de l'aide humanitaire et des secours d'urgence fournis par l'ACDI est acheminée par l'intermédiaire des programmes multilatéraux.

L'ACDI emploie différents mécanismes pour obtenir des résultats dans les six secteurs prioritaires. De concert avec d'autres organismes donateurs, elle fournit un financement de base à des organisations et institutions multilatérales oeuvrant dans ces secteurs. Elle cherche également à influencer sur les pratiques et les politiques de ces organisations afin de maximiser l'efficacité des programmes et des opérations. De plus, elle surveille et évalue le rendement des organisations et des institutions internationales et fait rapport sur ce rendement.

La Direction générale des programmes multilatéraux vise aussi à améliorer les politiques et les pratiques des institutions multilatérales, plus particulièrement pour la coordination des initiatives au niveau des pays, et pour le suivi et l'évaluation des activités sur le terrain. L'accroissement de l'efficacité des organisations internationales est un élément important des programmes multilatéraux.

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Partenariat canadien

Le Programme de partenariat canadien verse des subventions et des contributions à des organisations canadiennes et internationales pour appuyer leurs activités dans les pays en développement. Il soutient les initiatives de ces organisations (à but lucratif et à but non lucratif) et vise l'établissement de partenariats durables entre le Canada et les pays en développement par l'entremise de projets à coûts partagés. En outre, la Direction générale du partenariat canadien est responsable de la politique en matière de consultations et représente l'Agence dans les relations et les consultations avec les partenaires.

Le Programme de partenariat canadien comporte trois sous-programmes principaux, à savoir le Soutien au secteur bénévole, la Coopération institutionnelle et les Bourses. Le Programme de coopération industrielle (PCI) encourage les initiatives de développement du secteur privé canadien et favorise la croissance économique et le développement du secteur privé dans les pays en développement en appuyant l'établissement entre le Canada et les pays bénéficiaires de liens à long terme et mutuellement avantageux.

Le Programme de soutien au secteur bénévole est axé sur le développement communautaire et le renforcement de la capacité des organisations et des institutions des pays en développement de promouvoir un développement durable dans des secteurs socio-économiques clés. Il favorise la création de liens entre les ONG au Canada et dans les pays en développement, et appuie les organisations et les institutions canadiennes qui oeuvrent aux niveaux de l'environnement, de la réforme du secteur public, des droits de la personne, de la démocratie et du bon gouvernement.

Le Programme de bourses est chargé de gérer différents programmes, ainsi que les règlements et politiques régissant la sélection et le recrutement des coopérants et experts en assistance technique et des stagiaires au pays.

Politiques

La Direction générale des politiques élabore et tient à jour les politiques de l'ACDI dans le cadre de l'objectif et des priorités de l'APD, ainsi que des intérêts et des objectifs de la politique étrangère du Canada. Elle fournit au ministre, à l'ACDI et à d'autres ministères des conseils et de l'information sur les questions de politiques et de stratégies, ainsi qu'une expertise scientifique et technique. Il arrive également qu'elle vérifie le respect des normes à l'ACDI, comme dans le cas des évaluations environnementales. La Direction générale gère également les consultations sur les questions stratégiques avec des groupes d'intérêt et le grand public.

La Direction générale gère l'enveloppe de l'aide internationale et les fonds alloués au nom de l'ACDI. Elle gère également la bibliothèque et la documentation de l'Agence, ainsi que plusieurs bases de données nationales et internationales. Elle produit l'information générale qui est requise pour la rédaction des rapports nationaux et internationaux sur les dépenses au titre de l'APD.

À l'échelle internationale, la Direction générale des politiques veille à coordonner les politiques de développement du Canada et celles d'autres pays donateurs, par exemple de concert avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Elle représente également les intérêts du Canada aux réunions internationales et veille à ce que les politiques en matière de développement tiennent compte des engagements internationaux qui ont été pris par le Canada.

Communications

Conformément à la stratégie du gouvernement en matière de communications, la Direction générale des communications aide le Ministre, la Présidente et les directions générales de l'ACDI à s'acquitter de leurs responsabilités à ce niveau. Elle fournit des conseils d'experts, procède à des recherches sur l'opinion publique et à l'analyse des reportages, et produit des documents imprimés et audiovisuels.

Grâce à ses activités de communications, l'agence souhaite montrer à des publics choisis, dont les jeunes, les décideurs et les façonneurs de l'opinion, que l'ACDI est un organisme d'aide efficace. Elle veut sensibiliser d'avantage les Canadiens au développement international et à ses impacts et renforcer la collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux en matière de communications. La Direction générale est responsable de l'application de la politique de l'ACDI en matière de communications.

Avec le programme d'information sur le développement, la Direction générale des communications travaille en collaboration avec les particuliers, les organismes non gouvernementaux et le secteur privé afin d'informer les Canadiens des programmes et des questions connexes de développement, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance du rôle et de la contribution que les Canadiens apportent dans les pays en développement.

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Services généraux

Les Services généraux fournissent à l'Agence des services de soutien qui ne sont pas directement liés à un mécanisme d'exécution particulier. Ces services sont assurés par les Services à la haute direction de l'Agence, ainsi que par la Direction générale du personnel et de l'administration et la Direction générale de la gestion centrale. Leur coût est comptabilisé comme une dépense administrative indirecte plutôt que comme une dépense directe qui peut être facilement imputée à un mécanisme d'exécution.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	Non-budgétaire		
	Fonction- nement	Paiements de transfert		Prêts, dotations en capital et avances		
Programmes géographiques	39,665	673,578	713,243	.....	713,243	.....
Pays en transition	6,295	92,630	98,925	.....	98,925	107,548
Programmes multilatéraux	4,544	545,714	550,258	13,938	564,196	.....
Partenariat canadien	10,164	258,483	268,647	.....	268,647	.....
Politiques	7,640	.....	7,640	.....	7,640	.....
Communications	6,018	3,531	9,549	.....	9,549	.....
Services généraux	30,934	4,586	35,520	.....	35,520	46,168
Programme de partenariat	.....	.....	.....	.....	.....	681,922
Initiatives nationales	.....	.....	.....	.....	.....	1,005,853
	105,260	1,578,522	1,683,782	13,938	1,697,720	1,841,491

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Pays en transition</i>		
Subventions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	250,000	250,000
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	118,321,000	122,087,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement et d'alimentation, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	96,835,000	107,593,000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	77,078,000	73,658,000
<i>Partenariat canadien</i>		
Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	93,097,000	123,952,000
Subvention à l'Institut Nord-Sud	1,000,000	1,000,000
Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	8,589,000	8,900,000
<i>Services généraux</i>		
Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4,586,000	5,000,000
Total des subventions	399,756,000	442,440,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux, à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, et à des sociétés canadiennes du secteur privé, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et à l'égard de dépenses spéciales liées aux programmes et aux projets qui s'y rattachent directement	671,578,000	734,718,000
<i>Pays en transition</i>		
Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	92,380,000	100,775,000
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000
Contribution à la Banque interaméricaine de développement	2,600,000	2,600,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des pays en développement, des organismes et des personnes de ces pays, des organisations non gouvernementales canadiennes ou des institutions de développement, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	119,379,000	143,597,000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Partenariat canadien</i>		
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	94,097,000	83,301,000
Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	61,700,000	64,956,000
<i>Communications</i>		
Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres ministères fédéraux, ou des gouvernements provinciaux ou municipaux, à des radiodiffuseurs, des producteurs et d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de matériel éducatif et d'activités connexes	3,531,000	3,879,000
Total des contributions	1,045,565,000	1,134,126,000
Autres paiements de transfert		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	133,201,000	146,200,000
Total des autres paiements de transfert	133,201,000	146,200,000
Total	1,578,522,000	1,722,766,000

Affaires étrangères et Commerce international

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

Description du financement par voie de crédits

Expansion des exportations

La SEE offre aux exportateurs une vaste gamme de services financiers que l'on peut regrouper en quatre grandes catégories : l'assurance-crédit, qui protège les titulaires de polices contre le défaut de paiement de leurs acheteurs; les services de financement, notamment les prêts directs aux acheteurs étrangers, le financement pré-expédition à long terme, le crédit-bail et le financement de projets; les services de cautionnement, offerts en réponse aux besoins des exportateurs de produire des cautions de soumission, de bonne fin ou de restitution d'acompte; l'assurance-investissement à l'étranger, offerte aux entreprises canadiennes qui investissent dans des pays étrangers.

La SEE se charge également d'administrer le Compte du Canada au nom du gouvernement. Aux termes de la *Loi sur l'expansion des exportations*, le Canada assure le financement des prêts liés à la présente activité et de toute autre exigence de la SEE en matière de capitaux propres.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Expansion des exportations		
Versements sur prêts de faveur et provision pour pertes sur prêts (Compte du Canada)	135,000	135,000
Total partiel budgétaire	135,000	135,000
Compte du Canada :		
Versements	415,000	450,000
Moins : Remboursements	151,300	140,600
Total partiel non-budgétaire	263,700	309,400
Total des besoins	398,700	444,400

Affaires étrangères et Commerce international

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objectifs :

- s'assurer les services de scientifiques et de techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Description du financement par voie de crédits

Recherche en développement

Aide à la recherche en sciences de l'environnement et des richesses naturelles, en sciences de la santé, en sciences sociales, en sciences de l'information; aide à un programme orienté vers le perfectionnement des ressources humaines et aussi aux travaux de recherche entrepris conjointement par des organismes canadiens et du Tiers-Monde dans des domaines où le Canada a des compétences en recherche et développement.

Activités associées à la recherche

Activités visant à déterminer et à mettre en oeuvre des projets de recherche, à faire connaître les résultats des travaux de recherche, à financer la bibliothèque spécialisée du Centre et à offrir des services techniques.

Aide opérationnelle à la recherche

Aide au réseau des bureaux régionaux et de liaison du Centre à l'étranger et coûts entraînés par la gestion de la division.

Gestion générale

Octroi des ressources requises pour le Conseil des gouverneurs, les cadres et les services administratifs en général, y compris les services juridiques, financiers et administratifs.

Affaires étrangères et Commerce international
Centre de recherches pour le développement international

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Programme</i>		
Activités de recherche en développement :		
Subventions de projets	56,000	53,070
Projets du Centre	7,000	7,000
Contrats de recherche	20,000	40,730
	83,000	100,800
Activités associées à la recherche :		
Diffusion de l'information	2,839	3,300
Bibliothèque spécialisée en recherche pour le développement	1,496	1,750
	4,335	5,050
Total du Programme	87,335	105,850
<i>Budget de fonctionnement</i>		
Activités associées à la recherche :		
Soutien technique	8,324	9,826
Aide opérationnelle à la recherche :		
Bureaux régionaux	5,943	5,454
Administration des divisions	3,652	3,935
	9,595	9,389
Administration générale	11,081	11,217
Total du budget de fonctionnement	29,000	30,432
Total (Programme et budget de fonctionnement)	116,335	136,282
<i>Moins :</i>		
Contrats de recherche	20,000	40,730
Revenus de placements	2,200	1,610
Autres revenus	800	800
	23,000	43,140
Utilisation du surplus opérationnel	5,224	(2,958)
	28,224	40,182
Total des besoins budgétaires	88,111	96,100

Affaires étrangères et Commerce international

Commission mixte internationale

Objectif

Mettre en application les responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Opération et administration du bureau de la section canadienne

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité relatif aux eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail de comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les arrangements à frais partagés conclus avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
Opération et administration du bureau de la section canadienne	2,252	2,252	2,209
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2,209	2,209	2,250
	4,461	4,461	4,459

Affaires étrangères et Commerce international

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Objectif

Appliquer les dispositions de règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en fournissant un appui aux groupes spéciaux établis par l'ALÉNA et en maintenant un système de greffe en rapport avec les examens des groupes spéciaux, des comités et les procédures judiciaires des chapitres 11, 14, 19 et 20.

Description des activités

Secrétariat de l'ALÉNA

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, la compensation et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord. Pour l'administration des dispositions sur le règlement des différends, le Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services juridiques, professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi au besoin une aide à la Commission et appuie les comités et groupes de travail non liés au règlement des différends.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,180	2,180	2,184
	2,180	2,180	2,184

Affaires étrangères et Commerce international

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	254	254	251
	254	254	251

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère 3-3

Commission canadienne des affaires polaires 3-10

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère		
<i>Programme d'administration</i>		
1	59,507	59,378
(L) Dépenses du Programme		
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,585	4,745
<i>Total du Programme</i>	65,141	64,172
<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>		
5	195,678	167,490
Dépenses de fonctionnement		
10	5,000	3,528
Dépenses en capital		
15	3,696,907	3,661,845
Subventions et contributions		
(L) Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15	15
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2,000	2,000
(L) Rentes versées aux Indiens	1,400	1,400
(L) Subvention à la Société régionale Inuvialuit en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	32,000	20,000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	119,869	117,942
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,391	12,921
<i>Total du budgétaire</i>	4,068,260	3,987,141
L20 Prêts à des revendicateurs autochtones	21,853	22,763
L25 Prêts aux anciens du Yukon	450	790
L30 Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	24,240	15,400
<i>Total du non-budgétaire</i>	46,543	38,953
<i>Total du Programme</i>	4,114,803	4,026,094
<i>Programme des affaires du Nord</i>		
35	71,000	67,301
Dépenses de fonctionnement		
40	80,263	51,222
Subventions et contributions		
45	15,600	13,105
Paiements à la Société canadienne des postes		
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1,449	1,444
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,400	4,829
<i>Total du Programme</i>	173,712	137,901
Total du Ministère	4,353,656	4,228,167
Commission canadienne des affaires polaires		
50	860	927
Dépenses du Programme		
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69	59
Total de l'organisme	929	986

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme d'administration

Objectif

Donner une orientation générale et une saine gestion au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

Description des activités

Soutien ministériel

Fournit des directives en matière de politiques et assure le soutien administratif au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord grâce à la haute direction, les politiques et l'orientation stratégique, et les services ministériels.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Soutien ministériel	64,683	458	65,141	64,172
	64,683	458	65,141	64,172

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Soutien ministériel</i>		
Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuit des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458,000	458,000
Total	458,000	458,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes acceptées au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Description des activités

Revendications

Régler les revendications globales acceptées; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications données, les obligations exposées dans la *Loi sur les Indiens* et les traités et surveiller les ententes de mise en oeuvre; financer la recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices; et soutenir le ministère de la Justice au sujet des litiges liés aux Premières Nations.

Services aux Indiens et Inuit

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à l'éducation, à la culture, aux affaires sociales et au développement communautaire; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		Prêts, dotations en capital et avances		
Revendications	43,543	.....	323,726	367,269	46,543	413,812	409,139
Services aux Indiens et Inuit	169,541	5,000	3,526,450	3,700,991	.....	3,700,991	3,616,955
	213,084	5,000	3,850,176	4,068,260	46,543	4,114,803	4,026,094

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Revendications</i>		
Subventions aux Cris de la Baie-James, aux Cris Oujé-Bougoumou et aux Naskapiés du Québec	39,145,000	36,949,000
(L) Subvention à la Société régionale inuvialuit relativement à l'indemnité prévue par la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique</i>	32,000,000	20,000,000
Subventions en capital aux bandes criées et naskapiés du Québec	11,204,000	14,985,000
Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	269,000	267,000
Subventions à des particuliers indiens ou à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	31,508,000	37,508,000
Subventions aux bénéficiaires de règlements de revendications territoriales globales ou aux organismes chargés de leur mise en oeuvre	18,424,000	3,095,000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	119,869,000	117,942,000
Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités dans la province de Saskatchewan	21,982,000	21,982,000
Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	1,407,000	13,594,000
Subvention à la province de Saskatchewan pour le paiement aux districts scolaires d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	1,602,000	13,574,000
<i>Services aux Indiens et Inuit</i>		
(L) Versement de rentes en vertu des traités	1,400,000	1,400,000
Subventions aux bandes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300,000	300,000
Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de l'enseignement primaire et secondaire et l'essor de leur culture	400,000	400,000
Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	5,000,000	5,000,000
Subventions à des particuliers et à des organismes pour soutenir l'avancement de la culture indienne et inuit	45,000	45,000
Paievements d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens qui habitent dans des réserves	13,000,000	13,000,000
Subventions à des particuliers pour protéger les enfants, les familles et les particuliers indiens et inuit qui habitent dans des réserves	8,274,000	8,274,000
Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	136,000	136,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
*Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuit pour soutenir leur administration	180,565,000	125,087,000
Paiements aux Premières Nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	9,017,000	8,836,000
Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	3,200,000	2,797,000
Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	7,229,000	6,921,000
Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5,608,000	5,608,000
Total des subventions	511,584,000	457,700,000
Contributions		
<i>Revendications</i>		
Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	8,229,000	4,529,000
Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	570,000	395,000
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en oeuvre des règlements de revendications territoriales globales	32,377,000	33,526,000
Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	300,000	300,000
Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	200,000	200,000
Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	1,000,000	2,100,000
Contribution aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières Nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	3,640,000	4,170,000
<i>Services aux Indiens et Inuit</i>		
Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	505,000	505,000
*Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	15,383,000	4,056,000
*Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	5,774,000	3,839,000
Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	6,007,000	5,919,000
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement	17,500,000	14,600,000
Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	2,879,000	2,879,000
Contributions à la province de Terre-Neuve pour la prestation de programmes et de services aux autochtones de Terre-Neuve et du Labrador	11,052,000	10,613,000

* À compter de 1997-1998, ces données tiendront compte des paiements effectués par modes optionnels de financement. En 1996-1997 et antérieurement, les paiements effectués par modes optionnels de financement figuraient dans les «Paiements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités».

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
*Contributions aux Indiens, Inuit et Innu devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, des services sociaux, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien des administrations indiennes :		
Développement économique	53,917,000	35,503,000
Éducation	1,094,446,000	770,362,000
Développement social	1,007,879,000	819,579,000
Immobilisations et entretien	880,040,000	730,209,000
Soutien des gouvernements indiens	110,293,000	67,197,000
Contributions aux bandes indiennes et aux collectivités inuit, aux conseils tribaux, conseils de district et autres organismes indiens et inuit, destinées à aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, à se préparer aux négociations de fond en élaborant un mandat en vue des négociations et en élaborant des accords d'autonomie gouvernementale	1,200,000	1,200,000
*Contributions aux bandes indiennes et inuit, aux collectivités, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organismes indiens et inuit destinées à aider les collectivités à préparer leurs négociations sur l'autonomie gouvernementale	4,191,000	3,000,000
Contributions aux collectivités des Premières Nations et des Inuit pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	14,700,000	14,700,000
Contribution à la Commission indienne de l'Ontario	384,000	384,000
Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuit, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	47,607,000	47,607,000
Contributions aux titres des consultations et de l'élaboration des politiques	18,519,000	12,521,000
Total des contributions	3,338,592,000	2,589,893,000
Postes non requis		
Contributions aux Indiens, Inuit, bandes indiennes, conseils tribaux, conseils de district et autres associations autochtones pour la recherche, la consultation et la présentation de revendications autochtones	.....	3,700,000
Paiements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités	.....	749,894,000
Total des postes non requis	.....	753,594,000
Total	3,850,176,000	3,801,187,000

* À compter de 1997–1998, ces données tiendront compte des paiements effectués par modes optionnels de financement. En 1996–1997 et antérieurement, les paiements effectués par modes optionnels de financement figuraient dans les «Paiements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités».

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Objectif

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des responsabilités; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, les relations fédérales-territoriales, le processus de mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales et les activités circumpolaires.

Description des activités

Affaires du Nord

Cette activité élabore et met en application les politiques et les programmes relatifs au développement politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le Ministère et les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; négocie et met en oeuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Affaires du Nord	93,449	80,263	173,712	137,901
	93,449	80,263	173,712	137,901

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Affaires du Nord</i>		
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	636,000	673,000
Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de la coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	76,000	81,000
Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	5,000	5,000
Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4,500	4,500
Total des subventions	721,500	763,500
Contributions		
<i>Affaires du Nord</i>		
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit	37,318,000	36,586,000
Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la Convention finale des Inuvialuit	4,360,000	4,275,000
Contributions à la Commission de mise en oeuvre du Nunavut en vue de fournir des conseils sur la création du Nunavut	2,300,000	2,500,000
Contributions pour les organismes de mise en oeuvre du Nunavut aux fins de l'établissement du gouvernement du Nunavut	32,415,000	.....
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres niveaux de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	258,300	307,800
Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuit dans le Sud	80,000	80,000
Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest au titre des ententes de développement économique Canada-Yukon et Canada-T.N.-O. sur le développement économique	2,774,000	2,774,000
Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	36,100	35,550
Total des contributions	79,541,400	46,558,350
Postes non requis		
Contributions aux gouvernements des T.N.-O. et du Yukon et à d'autres bénéficiaires en rapport avec la stratégie de l'environnement arctique	.....	3,900,000
Total des postes non requis	.....	3,900,000
Total	80,262,900	51,221,850

Affaires indiennes et du Nord canadien

Commission canadienne des affaires polaires

Objectif

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

Description des activités

Commission canadienne des affaires polaires

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; mettra en place le Réseau canadien d'informations polaires qui sera le principal outil pour diffuser des informations concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; décernera des distinctions pour des contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Commission canadienne des affaires polaires	911	18	929	986
	911	18	929	986

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Commission canadienne des affaires polaires</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	18,000	18,000
Total	18,000	18,000

4 Agriculture et Agroalimentaire

Ministère 4-3

Commission canadienne du lait 4-8

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	564,428	576,883
5	Dépenses en capital	46,254	51,660
10	Subventions et contributions	256,274	278,710
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	210,200	207,000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000	4,000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	1,500	1,500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200	200
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	3,033	3,100
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	25,000	25,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net	209,900	187,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	130	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	92,344	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme complémentaire pour le secteur des cultures	200	104,500
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	120	160
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	19,900	19,600
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70,082	65,635
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(1,006)	(778)
–	Postes non requis		
–	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de la protection du revenu	.....	2,000
–	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Régime d'assurance-revenu brut	.....	63,000
–	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	.....	400,000
Total du Ministère		1,502,608	1,989,219
Commission canadienne du lait			
15	Dépenses du Programme	2,379	2,426
Total de l'organisme		2,379	2,426

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Objectif

Promouvoir le développement, l'adaptation et la compétitivité du secteur agroalimentaire afin d'assurer un rendement équitable aux producteurs et transformateurs et de maximiser la contribution du secteur à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'économie et d'environnement.

Description de l'activité

Recherche et développement agricoles

La recherche, le développement et le transfert technologique ont pour objet d'aider le secteur agroalimentaire canadien à maintenir et à améliorer sa situation économique; l'activité soutient l'amélioration de la compétitivité à long terme et des qualités marchandes des produits agricoles canadiens en axant la recherche et le développement sur la réduction des coûts de production et de transformation des aliments, en améliorant la qualité et la salubrité des produits ainsi que les pratiques environnementales visant à assurer une agriculture durable, et en procédant au transfert technologique; la recherche et le développement agricoles sont menés aussi bien à l'interne, par l'intermédiaire du réseau national des centres de recherches, qu'à l'externe, cette fois en vertu d'ententes de coopération avec le secteur privé, les universités et les gouvernements provinciaux.

Inspection et réglementation

Empêche l'introduction au Canada d'agents pathogènes, d'insectes, de mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale; combat ou supprime les agents pathogènes, insectes, mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale qui réussissent à entrer au Canada; empêche que des dangers chimiques, bactériens, physiques ou l'étiquetage trompeur associés à des produits alimentaires et agricoles menacent la santé et la sécurité des gens; protège le consommateur et l'industrie contre les déclarations inexactes et les fraudes commerciales dans l'étiquetage, l'emballage et la publicité dans le secteur agroalimentaire; prévient, combat et élimine les maladies des plantes et des animaux domestiques d'importance économique ou dangereuses pour la santé humaine; réalise l'inspection et la certification des produits agroalimentaires nécessaires à l'exportation ou au commerce interprovincial; vérifie la certification des produits agricoles et alimentaires selon des facteurs de qualité (de classement) d'importance économique; protège le public parieur en assurant l'intégrité du pari mutuel des courses de chevaux.

Politiques et programmes d'économie agricole

Faire la synthèse des points de vue des intervenants privés et publics du secteur agroalimentaire dans le contexte de l'ensemble des politiques économiques, environnementales et sociales du fédéral ainsi que des programmes d'adaptation et de stabilisation du revenu agricole; élaborer et gérer les programmes qui favorisent la compétitivité du secteur et le rendent réceptif aux besoins du marché; produire de l'information sur le secteur agroalimentaire en vue de faciliter la compréhension des dossiers de l'heure, l'élaboration d'options politiques et l'évaluation des progrès réalisés dans la poursuite des objectifs; favoriser la diversité régionale et le sens des responsabilités environnementales dans le secteur; gérer le rôle de partenaire qu'assume le fédéral dans la prestation des programmes de stabilisation du revenu agricole qui forment un système national intégré de programmes dont les principes directeurs sont l'absence d'incidence sur les marchés, l'équité entre les secteurs et la prise en compte de la diversité régionale; contribuer à la viabilité sociale et économique à long terme des familles agricoles en accord avec nos obligations internationales; favoriser la protection à long terme de l'environnement; être le centre de coordination des activités liées aux coopératives.

Services à l'industrie et aux marchés

Offrir des programmes et des services qui aident le secteur agroalimentaire canadien à élargir sa part des marchés intérieurs et extérieurs. À cette fin, négocier des ententes internationales et interprovinciales sur le commerce des produits agroalimentaires qui permettent au secteur d'accéder aux marchés et de s'y maintenir, et contribuer à éliminer les sujets de discussion et de division et à régler les différends qui nuisent au commerce; aider le secteur à prospecter des débouchés et à en tirer profit, et le conseiller en la matière; aider les clients à élaborer des stratégies de développement des marchés; renseigner sur les marchés intérieurs et extérieurs et effectuer des analyses à leur sujet; voir à ce que l'on tienne compte des besoins et du point de vue du secteur dans l'élaboration des politiques et des règlements; encourager le secteur à adopter des technologies nouvelles et à perfectionner ses ressources humaines.

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales

Toute une gamme de programmes sont mis en oeuvre en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les municipalités et les producteurs agricoles, en vertu de la *Loi sur la réhabilitation agricole des Prairies*, qui portent sur la réhabilitation des régions dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta qui sont touchées par la sécheresse et l'érosion éolienne; ainsi que sur l'élaboration et la promotion de méthodes agricoles, de l'arboriculture, de l'utilisation des terres et de la colonisation agricole; ces programmes qui sont mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture* visent à répondre aux questions générales de stabilité économique touchant le secteur agroalimentaire.

Gestion et services intégrés

Assure la direction, la consultation et le soutien administratif aux gestionnaires du Ministère pour la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et physiques lors de la réalisation des objectifs ministériels par l'intermédiaire des cabinets du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des bureaux du sous-ministre et du secrétariat ministériel; voit à l'application des politiques ministérielles en ce qui a trait à la vérification interne et à l'évaluation de programme; fournit des services de gestion des ressources humaines au Ministère, y compris la dotation en personnel, la classification, les relations de travail, la formation, les langues officielles et les services connexes au personnel; offre au Ministère des services de consultation et un soutien financier et administratif intégré dans les domaines de la planification et du contrôle financiers et opérationnels, de la gestion des biens, des bibliothèques, de l'information et de la gestion des crises; fournit des services de consultation, d'analyse environnementale publique et des services opérationnels dans le domaine des communications ministérielles.

Commission canadienne des grains

En vertu de la *Loi sur les grains du Canada*, la Commission réglemente la manutention des grains et fixe et maintient des normes de qualité pour les grains canadiens en vue de promouvoir leur valeur marchande; elle consulte l'industrie céréalière canadienne pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques; fournit des services réglementés d'assurance de la qualité aux points d'exportation et aux points stratégiques intérieurs où on prépare le grain aux fins d'exportation; et gère les activités d'un laboratoire de recherches d'envergure sur les grains qui étudie la qualité de la récolte courante et des exportations de grains et mène également des recherches pour déterminer si les grains canadiens conviennent bien à la transformation en produits finis des pays cibles.

Fonds renouvelable

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement de \$12,000,000 au titre du fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, en vertu de la *Loi de crédits n°4 pour 1994–1995*, le 31 mars 1995. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	12,778
Plus :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 - excédent	1,006
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	13,784

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Recherche et développement agricoles	216,480	36,866	1,714	.....	255,060	283,684
*Inspection et réglementation	282,434	5,188	6,254	72,717	221,159	217,305
*Politiques et programmes d'économie agricole	50,359	.....	705,058	4,000	751,417	818,063
Services à l'industrie et aux marchés	42,834	.....	83,714	.....	126,548	126,524
*Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	48,871	.....	26,053	10,396	64,528	478,964
Gestion et services intégrés	80,694	4,200	8	.....	84,902	65,457
*Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	50,165	.....	.....	51,171	(1,006)	(778)
	771,837	46,254	822,801	138,284	1,502,608	1,989,219

* L'activité, Inspection et réglementation, comprend le fonds de roulement de \$14,123,000 de l'Agence canadienne du pari mutuel ainsi que l'autorisation de dépenser des recettes de \$58,594,000. Les prélèvements autorisés (recettes) sur les paris sont destinés à l'autofinancement de l'Agence. Pour de plus amples renseignements sur l'activité du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, veuillez vous reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère. L'activité, Politiques et programmes d'économie agricole, comprend l'autorisation de dépenser des recettes de \$4,000,000. L'activité, Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales, a été rajusté pour tenir compte de l'autorisation de dépenser des recettes de \$10,396,000. Pour de plus amples renseignements sur l'activité du fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, veuillez vous reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Recherche et développement agricoles</i>		
Subventions aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	999,000	999,000
<i>Politiques et programmes d'économie agricole</i>		
Subventions aux particuliers et aux organisations à l'appui de la réforme du transport du grain	10,029,000	.....
Subventions aux organisations dans le cadre des Programmes complémentaires de sécurité du revenu	3,000,000	.....
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	17,000,000	.....
Subventions aux personnes, sociétés, entreprises et associations coopératives en vertu du Programme de subvention à l'aide en orientation spécialisée	25,000	.....
<i>Services à l'industrie et aux marchés</i>		
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200,000	200,000
<i>Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales</i>		
Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	38,000	38,000

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Gestion et services intégrés</i>		
Subventions à des particuliers pour leur participation à la diffusion nationale de l'information agricole fédérale	3,000	3,000
Total des subventions	31,294,000	1,240,000
Contributions		
<i>Recherche et développement agricoles</i>		
Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	715,000	791,000
<i>Inspection et réglementation</i>		
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la <i>Loi sur la santé des animaux</i>	385,000	385,000
Contributions aux provinces, conformément aux Règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	112,000	112,000
Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	7,000	7,000
Contributions en vertu du Programme national de contributions à l'adaptation à l'analyse des risques et à la maîtrise des points critiques	5,750,000	.....
<i>Politiques et programmes d'économie agricole</i>		
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	130,000	.....
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	92,344,000	.....
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	210,200,000	207,000,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme complémentaire pour le secteur des cultures	200,000	104,500,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	120,000	160,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	209,900,000	187,000,000
Paiements versés aux agriculteurs pour des produits agricoles par le gouverneur en conseil en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	140,600,000	173,300,000
Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2,700,000	2,600,000
Contribution au Programme des 4-H et au Programme national de sécurité à la ferme	1,550,000	1,535,000
Contributions en vertu du Programme de planification d'entreprise agricole	3,400,000	.....
Contributions en vertu du Programme canadien de gestion d'entreprise agricole	10,000,000	.....
Contributions en vertu du Programme canadien d'agro-infrastructure	3,860,000	.....
<i>Services à l'industrie et aux marchés</i>		
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	1,500,000	1,500,000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000,000	4,000,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	25,000,000	25,000,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	3,033,000	.....
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional	4,300,000	7,124,000
Contributions au titre du Programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1996	11,500,000	.....

Agriculture et Agroalimentaire
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Aide en vue de l'ajustement à long terme de l'industrie de l'horticulture	379,000	989,000
Contributions en vertu du Programme de commerce agroalimentaire 2000	13,042,000	13,124,000
Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	20,000,000	20,000,000
Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole	760,000	2,280,000
<i>Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales</i>		
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	19,900,000	19,600,000
Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique des municipalités pour la diversification de l'économie rurale	1,055,000	1,910,000
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites communautés du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	5,060,000	5,158,000
<i>Gestion et services intégrés</i>		
Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	5,000	5,000
Total des contributions	791,507,000	778,080,000
Postes non requis		
Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs	.....	228,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	.....	400,000,000
Contributions pour des initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	.....	40,000
Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs liés à la santé des végétaux et des animaux	.....	329,000
Contributions pour initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	.....	9,915,000
Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	.....	11,056,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	.....	3,100,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de la protection du revenu	.....	2,000,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Régime d'assurance-revenu brut	.....	63,000,000
Contributions en vertu du Programme de réorientation des agriculteurs	.....	836,000
Contributions au titre du Programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1994	.....	13,600,000
Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques	.....	903,000
Contributions pour les initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	.....	11,437,000
Frais d'adhésion à l'Association internationale de chimie céréalière	.....	6,000
Total des postes non requis	.....	516,450,000
Total	822,801,000	1,295,770,000

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs de lait et de crème qui sont efficaces l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Description du financement par voie de crédits

Administration et opérations

La Commission canadienne du lait est autorisée à acheter, à entreposer, à transformer et à écouler des produits laitiers; à effectuer des paiements aux producteurs de lait et de crème dans le but de stabiliser le prix du lait de transformation et de crème; à faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation et à la mise en marché de tout produit laitier; à participer à la promotion des produits laitiers et à recevoir des fonds pour l'écoulement de produits laitiers. La Commission fixe annuellement le prix cible du lait de transformation, la marge des transformateurs et les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé. De plus, la Commission dirige le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, un comité mixte du gouvernement et de l'industrie qui coordonne la gestion de l'offre du lait de transformation et de la crème sur une base nationale.

Le financement des coûts de mise en marché et d'administration de la Commission provient du gouvernement du Canada, des producteurs et du marché.

La Commission administre le programme du gouvernement fédéral de paiement mensuel aux producteurs admissibles. La Commission exporte les produits non requis sur le marché canadien et administre des programmes de commercialisation au nom des intervenants de l'industrie laitière, y compris le Programme d'innovation en matière de produits laitiers, le Programme optionnel d'exportation et le Programme d'aide à l'alimentation animale. La Commission est également responsable des dépenses des commissaires et des cinquante-sept membres du personnel administratif requis pour gérer ses activités au nom du secteur laitier.

En collaboration avec les autorités provinciales, la Commission administre aussi le système national d'établissement de prix et de mise en commun pour le lait de classes spéciales au nom de l'industrie laitière.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Administration et opérations		
Allocations de soutien direct aux producteurs	140,600	173,300
Frais d'administration	2,379	2,426
Total partiel	142,979	175,726
Moins :		
Financement provenant du Ministère	140,600	173,300
Total des besoins budgétaires	2,379	2,426

5 Anciens combattants

Ministère 5-2

Anciens combattants

Programme des anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Soins de santé

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du Ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Pensions

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès, fourniture d'une aide juridique aux personnes qui veulent présenter des demandes conformément à la *Loi sur les pensions*, à la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*, à la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, et aux lois et ordonnances connexes.

Soutien financier

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations mensuelles versées en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* conformément à la partie IX de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants.

Administration du Ministère

Fonctionnement du cabinet du Secrétaire d'État (Anciens combattants), des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, des ressources humaines, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité ainsi que la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, et les fonctions de gestion des biens immobiliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Soins de santé	454,580	165,592	620,172	600,683
Pensions	25,920	1,140,811	1,166,731	1,185,564
Soutien financier	24,888	71,168	96,056	116,158
Administration du Ministère	30,911	12	30,923	28,995
	536,299	1,377,583	1,913,882	1,931,400

Anciens combattants

Programme des anciens combattants

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Soins de santé</i>		
Traitement et indemnités connexes	1,500,000	1,500,000
<i>Pensions</i>		
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1,139,990,000	1,158,990,000
Paielements effectués en vertu du Règlement sur le paielement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation	750,000	750,000
Paielements de prestations pour bravoure	71,000	71,000
<i>Soutien financier</i>		
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	45,000,000	62,679,000
Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,000,000	2,000,000
Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	18,000
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	1,000	1,000
Autres prestations :		
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	281,000	354,000
Formation universitaire et professionnelle	264,000	484,000
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	390,000	390,000
Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la <i>Loi sur la réadaptation des anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-5)	2,000	2,000
Société dite Last Post Fund	16,319,000	16,226,000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	6,648,000	6,648,000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	60,000	60,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000	10,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175,000	539,000
<i>Administration du Ministère</i>		
Paielements en vertu de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4):		
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	2,000	2,000
(L) Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10,000	10,000
Total des subventions	1,213,491,000	1,250,734,000

Anciens combattants
Programme des anciens combattants

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Soins de santé</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	157,963,000	161,466,000
Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du Ministère	6,129,000	6,957,000
Total des contributions	164,092,000	168,423,000
Postes non requis		
Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèses aux anciens combattants	.....	200,000
Total des postes non requis	.....	200,000
Total	1,377,583,000	1,419,357,000

Anciens combattants

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Objectif

Offrir un mécanisme de révision et d'appel aux anciens combattants, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et des autres lois pertinentes.

Description de l'activité

Pensions

Entend toutes les demandes de révision des anciens combattants et autres ayants droit qui sont mécontents des jugements rendus par le ministère des Anciens combattants, relatifs à leur pension d'invalidité, entend les appels des personnes qui sont mécontentes des décisions du Tribunal de révision et entend les appels en dernière instance relatifs à l'allocation d'ancien combattant des personnes qui sont mécontentes des décisions rendues par le Ministère. Le Tribunal, en plus, interprète la *Loi sur les pensions*, la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, et la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ainsi que d'autres lois connexes.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Pensions	7,705	7,705	7,659
	7,705	7,705	7,659

6 Citoyenneté et Immigration

Ministère 6-3

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du

Canada 6-5

Citoyenneté et Immigration

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997	
Citoyenneté et Immigration			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	284,353	315,544
5	Dépenses en capital	7,500	14,554
10	Subventions et contributions	256,235	256,235
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27,032	28,619
Total du Ministère		575,169	615,001
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			
15	Dépenses du Programme	68,183	68,667
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,844	8,086
Total de l'organisme		77,027	76,753

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Objectif

L'objectif du Programme est de faire en sorte que la santé et la sécurité des Canadiens et leurs intérêts sociaux et économiques soient pris en compte dans les processus d'admission au Canada et d'attribution de la citoyenneté et que les politiques et programmes concernant la citoyenneté, l'immigration, les réfugiés et les visiteurs soient gérés en tenant compte des besoins et des moyens du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements sur le plan international.

Description des activités

Enregistrement et promotion de la citoyenneté

L'activité Enregistrement et promotion de la citoyenneté donne des directives opérationnelles et une orientation générale sur toutes les questions relatives à la citoyenneté. Le personnel chargé de cette activité applique et interprète la législation sur la citoyenneté et offre des services à la collectivité afin de renseigner la clientèle et le public en la matière. Les bureaux locaux desservant les grands centres urbains et les régions périphériques sont responsables de la prestation de la majorité des services. Ces bureaux évaluent les demandes d'attribution, de preuve et de recherche de la citoyenneté et attribuent la citoyenneté aux immigrants admis au Canada, organisent les cérémonies d'assermentation des nouveaux Canadiens, présentent les certificats de citoyenneté et répondent aux demandes de renseignements du public.

Service national

Le Service national procède au deuxième interrogatoire détaillé des personnes cherchant à entrer au pays, offre des services aux immigrants et aux visiteurs, s'occupe de questions relatives à la présentation des cas et aux litiges ainsi qu'aux gens d'affaires immigrants, en plus d'exploiter les Centres de traitement des demandes à Vegreville (Alberta) et à Mississauga (Ontario). Le Service national joue un rôle majeur dans l'exécution de la Loi et l'interception, le contrôle de l'immigration illégale (par la tenue d'investigations, la détention et le renvoi), et la gestion des cas délicats.

Établissement

Dans le cadre de cette activité, sont offerts aux résidents permanents récemment arrivés (immigrants et réfugiés) des services d'adaptation, d'installation et d'intégration afin de favoriser leur participation rapide à la société canadienne.

Service international

Le Service international a pour but d'exécuter les programmes d'immigration du Canada aux missions canadiennes à l'étranger. Cela comprend la sélection des immigrants, le traitement des demandes des visiteurs, la prestation des services de santé aux immigrants, l'établissement de rapports et la liaison ainsi que le contrôle et l'interception. Le Service international joue un rôle prépondérant pour ce qui est de surveiller et de signaler les questions touchant l'immigration et les réfugiés au niveau international et de coordonner les activités internationales du Ministère qui ont trait particulièrement aux relations avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les autres pays et les organismes multilatéraux.

Politique

Les responsables de cette activité élaborent le programme d'action pour Citoyenneté et Immigration Canada; évaluent les contextes national et international; prévoient les nouveaux enjeux et offrent des conseils judicieux en plus de jouer un rôle de premier plan en matière de politiques; élaborent des énoncés de politique relativement aux grands enjeux et aux cadres juridiques et institutionnels, au Canada et à l'étranger; donnent au Ministre, au sous-ministre et aux cadres supérieurs du Ministère de précieux conseils en temps utile; aident l'équipe de gestion du Ministère à établir un plan stratégique.

Services ministériels

Les Services ministériels dispensent des services de gestion, d'orientation, de coordination et d'administration centralisée pour que le Ministère s'acquitte de son mandat.

Citoyenneté et Immigration
Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Paiements de transfert		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			
Enregistrement et promotion de la citoyenneté	33,609	.....	.....	33,609	32,318
Service national	150,437	.....	.....	150,437	164,785
Établissement	14,520	.....	256,235	270,755	271,702
Service international	61,685	.....	.....	61,685	60,629
Politique	6,541	.....	.....	6,541	7,469
Services ministériels	44,642	7,500	.....	52,142	78,098
	311,434	7,500	256,235	575,169	615,001

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Établissement</i>		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	90,000,000	90,000,000
Total des subventions	90,000,000	90,000,000
Contributions		
<i>Établissement</i>		
Aide à l'adaptation	45,792,000	45,792,000
Établissement et adaptation des immigrants	14,300,000	14,300,000
Programme d'accueil	2,200,000	2,200,000
Organisation internationale pour les migrations	2,000,000	2,000,000
Cours de langue pour les immigrants au Canada	101,943,000	101,943,000
Total des contributions	166,235,000	166,235,000
Total	256,235,000	256,235,000

Citoyenneté et Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectif

Satisfaire aux obligations définies dans la *Loi sur l'immigration* dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la *Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés* et du *Protocole de 1967* s'y rapportant. À cette fin, la Commission doit statuer sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; procéder à des enquêtes sur des personnes qui ne seraient pas admissibles au Canada, ou qui pourraient en être renvoyées; réviser les motifs de détention de personnes retenues pour des raisons liées à l'immigration et entendre les appels de personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi, les appels de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada et les appels du Ministre contre la décision d'un arbitre d'accorder l'admission au Canada ou de ne pas ordonner le renvoi.

Description des activités

Appels de l'immigration

Entendre les appels des rejets de demandes parrainées de résidence permanente, les appels de mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des personnes reconnues comme étant des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes détenant des visas valides et les appels par le Ministre d'une décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

Détermination du statut de réfugié

Entendre les revendications du statut de réfugié présentées au Canada et statuer sur celles-ci.

Enquêtes et examens des motifs de garde (Arbitrage)

Procéder à des enquêtes sur les personnes demandant l'admission à un point d'entrée au Canada et que l'on présume ne pas être admissibles ou sur des personnes se trouvant au Canada quand on croit qu'elles devraient être renvoyées; et procéder à des examens des motifs de garde pour les personnes qui ont été détenues pendant les processus d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

Gestion et services généraux

Fournir à la Commission une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital		
Appels de l'immigration	4,551	.....	4,551	4,305
Détermination du statut de réfugié	39,463	.....	39,463	41,325
Enquêtes et examens des motifs de garde (Arbitrage)	6,064	.....	6,064	6,309
Gestion et services généraux	26,438	511	26,949	24,814
	76,516	511	77,027	76,753

7 Conseil du Trésor

Secrétariat 7-2

Conseil du Trésor

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Conseil du Trésor		
Secrétariat		
<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>		
1	70,679	69,989
(L) Dépenses du Programme		
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,874	6,967
<i>Total du Programme</i>	78,602	77,005
<i>Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale</i>		
5	450,000	450,000
Éventualités du gouvernement		
10	1,869	1,369
Reprographie		
15	10,000	10,000
Aide à la formation		
<i>Total du Programme</i>	461,869	461,369
<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>		
20	740,734	693,872
Assurances de la fonction publique		
(L) Loi sur la mise au point des pensions du service public	90	100
(L) Loi sur les régimes de retraite particuliers	200,000	200,000
<i>Total du Programme</i>	940,824	893,972
Total du Secrétariat	1,481,295	1,432,346

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses

Fournir du leadership, une orientation et des conseils aux ministères ainsi qu'aux organismes sur la gestion des dépenses, les affaires réglementaires, la gestion des biens et du matériel grâce à l'élaboration de politiques et de procédures appropriées pour appuyer l'exécution efficiente et efficace du programme. La Gestion des dépenses examine aussi les plans et les programmes ministériels et fournit des conseils et des recommandations au gouvernement sur des propositions qui :

- tiennent compte des priorités que le gouvernement attribue aux objectifs;
- accroissent l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- accroissent l'efficacité de l'utilisation des ressources financières, des installations, de l'équipement, du matériel et des approvisionnements destinés à l'exploitation des programmes;
- établissent le Budget des dépenses aux fins d'approbation par le Parlement.

Gestion du personnel

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, et les instruments concernant les ressources humaines, les langues officielles et l'équité en matière d'emploi permettant aux ministères de gérer les ressources humaines nécessaires et favorisant des rapports efficaces entre employeur et employés au sein de la fonction publique.

Gestion des finances et de l'information

Fournir une orientation aux ministères – par le biais de politiques, de normes, de cadres de responsabilisation, et la promotion de pratiques exemplaires – en ce qui a trait à l'utilisation de la technologie ainsi qu'à la gestion de l'information, le renouvellement des processus administratifs, l'examen efficace, les techniques financières sûres et la question des marchés afin que les ministères puissent dispenser des services novateurs et abordables à leurs clients.

Administration

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services de l'information, des finances, du personnel et de l'administration.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Fonctionnement	Budgétaire Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Gestion des dépenses	16,852	.....	100	16,752	17,907
Gestion du personnel	25,455	.....	100	25,355	21,199
Gestion des finances et de l'information	35,959	6	19,535	16,430	17,905
Administration	20,313	102	350	20,065	19,994
	98,579	108	20,085	78,602	77,005

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Administration</i>		
Le Conference Board du Canada	102,000	108,000
Total des subventions	102,000	108,000
Contributions		
<i>Gestion des finances et de l'information</i>		
Contribution à l'Association canadienne de normalisation	6,000	6,000
Total des contributions	6,000	6,000
Total	108,000	114,000

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement

Fournir des fonds pour l'augmentation des dépenses du personnel résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du Ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses.

Reprographie

Fournir des fonds pour les coûts attribués aux contrats de licence négociés qui autorisent la reproduction d'oeuvres publiées, protégées par le droit d'auteur et ce, à l'échelle du gouvernement.

Aide à la formation

Fournir des fonds pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l'aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonction- nement		
Éventualités du gouvernement	450,000	450,000	450,000
Reprographie	1,869	1,869	1,369
Aide à la formation	10,000	10,000	10,000
	461,869	461,869	461,369

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la fonction publique

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la fonction publique

Fournir les paiements en vertu de la *Loi de 1959 sur la mise au point des pensions du service public* et la *Loi sur les régimes de retraite particuliers* et les frais des régimes de pensions, des régimes d'avantages sociaux et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Total	Budget principal 1996-1997
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Assurances de la fonction publique	779,905	232	68,987	711,150	665,488
Pensions de la fonction publique	229,584	90	. . . . .	229,674	228,484
	1,009,489	322	68,987	940,824	893,972

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Assurances de la fonction publique</i>		
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	230,000	224,000
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	2,000	2,000
<i>Pensions de la fonction publique</i>		
(L) <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	90,000	100,000
Total	322,000	326,000

8 Conseil privé

Ministère 8-4
Centre canadien de gestion 8-5
Secrétariat des conférences intergouvernementales
canadiennes 8-7
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport
et de la sécurité des transports 8-8
Directeur général des élections 8-9
Commissaire aux langues officielles 8-10
Table ronde nationale sur l'environnement et
l'économie 8-11
Commission des relations de travail dans la fonction
publique 8-12
Comité de surveillance des activités de renseignement de
sécurité 8-13

Conseil privé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Conseil privé			
Ministère			
1	Dépenses du Programme	57,909	66,216
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	72	72
(L)	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	18	18
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,910	5,200
Total du Ministère		64,007	71,604
Centre canadien de gestion			
5	Dépenses du Programme	9,082	8,418
(L)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	6,578	7,633
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,298	1,054
–	Poste non requis		
–	Fonds renouvelable RADIANT	.....	511
Total de l'organisme		16,958	17,616
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
10	Dépenses du Programme	2,850	2,899
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	254	216
Total de l'organisme		3,104	3,115
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			
15	Dépenses du Programme	19,523	20,949
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,584	2,356
Total de l'organisme		22,107	23,305
Directeur général des élections			
20	Dépenses du Programme	2,608	2,637
(L)	Traitement du directeur général des élections	155	155
(L)	Dépenses d'élection	20,650	20,650
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	441	380
Total de l'organisme		23,854	23,822
Commissaire aux langues officielles			
25	Dépenses du Programme	8,848	9,481
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,114	1,028
Total de l'organisme		9,962	10,509

Conseil privé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
30 Dépenses du Programme	3,118	3,106
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	192	164
Total de l'organisme	3,310	3,270
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
35 Dépenses du Programme	4,988	5,129
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	568	494
Total de l'organisme	5,556	5,623
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
40 Dépenses du Programme	1,285	1,301
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121	102
Total de l'organisme	1,406	1,403

Conseil privé Ministère

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre

Fonctionnement du cabinet du Premier ministre et de sa résidence.

Cabinets de ministres

Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé

Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Commissions d'enquête et groupes de travail

Au besoin, des fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Administration

Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Cabinet du Premier ministre	5,527	.....	5,527	5,528
Cabinets de ministres	4,330	.....	4,330	4,712
Bureau du Conseil privé	30,571	2,011	32,582	33,109
Commissions d'enquête et groupes de travail	.....	.....	.....	5,740
Administration	21,568	.....	21,568	22,515
	61,996	2,011	64,007	71,604

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	48,000	48,000
Total des subventions	48,000	48,000
Contributions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	1,963,000	2,078,000
Total des contributions	1,963,000	2,078,000
Total	2,011,000	2,126,000

Conseil privé

Centre canadien de gestion

Objectif

Aider les gestionnaires à parfaire leurs capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de résoudre et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale, y compris l'adaptation aux changements qui touchent le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne; les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation, la dynamique et les traditions de l'administration fédérale, et à gérer de façon efficace et efficiente les programmes et services de l'État ainsi que son personnel, dans un contexte d'équité en matière d'emploi; accroître l'ensemble des connaissances sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public; et encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires en matière de gestion.

Description des activités

Perfectionnement des cadres de direction

Consiste notamment à donner des cours obligatoires de leadership pour les cadres de direction; à dispenser la partie enseignement du Programme cours et affectations de perfectionnement et du Programme de stagiaires en gestion; à offrir des cours facultatifs de perfectionnement aux cadres de direction ainsi qu'un programme avancé en gestion; à offrir un programme de négociation, consultation et gestion des conflits; à tenir des discussions informelles, tours de table ainsi que des conférences; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation, à mettre à la disposition de tous les cadres de direction des services internes d'orientation et de lutte contre le stress; à assurer la liaison et la consultation avec le secteur privé, les universités et des organismes externes participant au perfectionnement en gestion; à coordonner les activités internationales; à veiller au fonctionnement d'un centre d'aide à la décision; et, à offrir des services opérationnels à l'appui du corps professoral pour les activités de conception et de prestation de cours.

Recherche

Comprend la réalisation de programmes et projets de recherche et la publication des rapports qui en résultent; la conception et la publication d'études de cas sur la gestion du secteur public; l'administration d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; la gestion des contributions à divers organismes et associations de gestion; la gestion des renseignements documentaires du Centre et la prestation de services de recherche d'information en gestion.

Gestion du programme et services

Consiste à établir l'orientation globale et la planification stratégique du Centre canadien de gestion; à effectuer des activités de marketing; à fournir des services en communications, ressources humaines, finances, administration, technologie de l'information, services corporatifs, évaluation et vérification; à réaliser des activités de nature résidentielle; à gérer le plan d'acquisition des biens en capital.

Formation à distance et communication d'affaires

En partenariat avec Formation et Perfectionnement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, fournit au secteur public, à titre facultatif, des produits et des services de formation à distance et de communication d'affaires, selon la méthode de recouvrement intégral des coûts: évaluation des besoins; élaboration, prestation et évaluation des produits et services de formation à distance et de communication d'affaires à l'aide de technologies améliorées; gestion de projets; coordination et intégration des produits et services qui sont offerts par des fournisseurs tant des secteurs public que privé.

Conseil privé
Centre canadien de gestion

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Perfectionnement des cadres de direction	10,991	.....	10,991	10,832
Recherche	1,376	175	1,551	1,637
Gestion du programme et services	4,416	.....	4,416	4,636
*Formation à distance et communication d'affaires	.....	.....	.....	511
	16,783	175	16,958	17,616

*Cette activité sera éliminée en 1997-1998.

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Recherche</i>		
Recherche	175,000	175,000
Total	175,000	175,000

Conseil privé

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des Premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de sous-ministres.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le Secrétariat fait fonction de secrétariat permanent de la Conférence des Premiers ministres, et dessert d'autres conférences réunissant des Premiers ministres ainsi que des réunions intergouvernementales de ministres et de sous-ministres. Cela inclut l'aménagement des locaux de la conférence; l'affectation d'une personne en qualité de secrétaire; l'interprétation; la traduction, l'impression, la distribution et le contrôle des documents; la rédaction d'un compte rendu des délibérations; les relations avec les médias; la sécurité; et la mise en place de matériel technique et de services de secrétariat. Outre ces services qui sont offerts partout au Canada, le Secrétariat conserve des archives pour le compte des gouvernements.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction-	nement	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,104	3,104	3,115
	3,104	3,104	3,115

Conseil privé

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

Description des activités

Promouvoir la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Promouvoir la sécurité des transports	22,107	22,107	23,305
	22,107	22,107	23,305

Conseil privé

Directeur général des élections

Objectif

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales (dix commissions provinciales et une territoriale) établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Description des activités

Élections

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- *Législation référendaire* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Administration

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Ceux-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
Élections	20,650	20,650	20,650
Administration	3,204	3,204	3,172
	23,854	23,854	23,822

Conseil privé

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la *Loi sur les langues officielles*.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles

Instruit les plaintes reçues et formule des recommandations pour corriger les infractions et prévenir toute autre atteinte à la *Loi sur les langues officielles* de 1988. Présente des rapports au gouverneur en conseil ou forme un recours auprès de la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entrepren des vérifications et des études afin d'évaluer le rendement linguistique des institutions fédérales et leur recommander les mesures correctives qui s'imposent. Voit à l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement afin de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et l'épanouissement des minorités linguistiques. Fait rapport régulièrement au Parlement à propos de l'application de la Loi. Comparait régulièrement devant le Comité permanent sur les langues officielles et formule sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Conçoit et met sur pied des programmes d'information publique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Commissaire aux langues officielles	9,962	9,962	10,509
	9,962	9,962	10,509

Conseil privé

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Objectif

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

Description de l'activité

Mener des études, organiser des rencontres multilatérales sur des enjeux précis et les secteurs économiques, mettre sur pied des activités d'éducation et de communication et fournir des conseils au gouvernement fédéral ainsi qu'à tous les secteurs de la société canadienne, sur l'intégration des préoccupations environnementales et économiques à la prise de décisions.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,310	3,310	3,270
	3,310	3,310	3,270

Conseil privé

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la fonction publique.

Description des activités

Administration des relations de travail

La Commission des relations de travail dans la fonction publique est un tribunal quasi judiciaire créé par la loi et chargé d'appliquer les régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs établis en exécution de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*. En outre, elle est responsable de l'application de certaines dispositions de la partie II du Code canadien du travail qui portent sur la sécurité et la santé des fonctionnaires fédéraux. Les affaires dont la Commission est saisie comprennent les demandes d'accréditation et de révocation d'accréditation, les plaintes de pratique déloyale de travail, la désignation de fonctionnaires qui exercent des fonctions jugées nécessaires pour la sécurité du public, le renvoi de décisions d'agents de sécurité, ainsi que les plaintes déposées en vertu des dispositions «Sécurité et santé au travail» de la partie II du Code canadien du travail. De plus, la Commission assure des services de médiation et de conciliation afin d'aider les parties à résoudre leurs différends. Ces services permettent que de nombreuses affaires soient résolues sans que la Commission n'ait à tenir d'audience officielle. La Commission fournit également des locaux et assure des services administratifs au Conseil national mixte, organisme consultatif composé de représentants d'employeurs et d'employés dont le rôle consiste à négocier les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation par groupe.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
Administration des relations de travail	5,556	5,556	5,623
	5,556	5,556	5,623

Conseil privé

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

Description des activités

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur général en conseil.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,406	1,406	1,403
	1,406	1,406	1,403

9 Défense nationale

Ministère 9-2

Défense nationale

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Défense nationale		
Ministère		
1 Dépenses de fonctionnement	6,908,689	7,148,221
5 Dépenses en capital	2,118,000	2,484,197
10 Subventions et contributions	166,322	172,333
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Pensions et rentes versées à des civils	175	75
(L) Pensions militaires	563,393	605,876
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159,890	144,249
Total du Ministère	9,916,518	10,555,000

Défense nationale

Ministère

Objectif

Protéger le Canada, contribuer à la paix dans le monde et promouvoir les intérêts canadiens à l'étranger.

Description des activités

Forces maritimes

Cette activité englobe le maintien de forces maritimes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent protéger la souveraineté maritime du Canada et les intérêts de juridiction maritime; assurer la défense de voies d'accès maritimes du Canada, y compris les mers adjacentes, les eaux territoriales et les autres secteurs de juridiction maritime; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces maritimes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les Forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois et des règlements maritimes du Canada; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces terrestres

Cette activité englobe le maintien de forces terrestres prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent défendre le territoire et la souveraineté du Canada; faire régner l'ordre public en secondant les autorités civiles dans l'application des lois canadiennes; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces terrestres prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces aériennes

Cette activité englobe le maintien de forces aériennes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes, y compris des éléments aériens maritimes et d'aviation tactique à l'appui des forces maritimes et terrestres qui doivent protéger la souveraineté du Canada et les juridictions aéronautiques; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces aériennes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et aérienne; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois canadiennes.

Opérations interarmées et protection civile

Cette activité englobe le maintien d'éléments d'état-major qui, au nom du chef d'état-major de la Défense, doivent assurer, au besoin, le contrôle des opérations militaires au plan national; planifier, commander et diriger les opérations interarmées; fournir des ressources de planification d'état-major pour soutenir les opérations militaires; fournir des installations de planification et d'état-major aux unités des Forces canadiennes qui sont contrôlées par le quartier général de la Défense nationale; favoriser et coordonner la protection civile en cas de situations d'urgence au Canada.

Gestion des communications et de l'information

Cette activité englobe le maintien de forces qui doivent fournir des installations de communications stratégiques nationales aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion de l'information au Ministère et aux Forces canadiennes à l'appui des fonctions de commandement et de contrôle, de soutien décisionnel, de gestion des ressources, d'administration et de renseignements; fournir des services de gestion des communications et de l'information pour appuyer les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les services à l'appui des opérations d'urgence mixtes, ainsi que des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire.

Défense nationale

Ministère

Appui à la fonction du personnel

Cette activité englobe le maintien d'état-major et de forces qui doivent fournir des services de recrutement, d'instruction individuelle, de gestion du personnel ainsi que des services du personnel à tout le personnel des Forces canadiennes; fournir l'instruction spécialisée et les institutions d'éducation nécessaires au soutien des Forces canadiennes; fournir les services de gestion du personnel et les services du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN); fournir les services médicaux et dentaires aux membres des Forces canadiennes et aux personnes à charge du personnel militaire et des employés civils du MDN désignés en poste à l'extérieur du Canada; surveiller les affectations du personnel nécessaires au soutien de l'instruction militaire et de la gestion des grands projets d'immobilisations.

Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement

Cette activité englobe la prestation d'état-major et de forces qui doivent fournir des services d'achat des équipements, d'approvisionnement, de génie et de maintenance, de transport et d'assurance de la qualité aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion des biens immobiliers et de gestion environnementale pour l'infrastructure du Ministère; fournir du soutien logistique à l'ensemble des éléments des Forces canadiennes déployés à l'étranger; fournir du soutien en matière de recherche et de développement aux Forces canadiennes et aux activités du Ministère.

Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes

Cette activité englobe le personnel et les installations conçues pour assurer le contrôle et la direction des Forces canadiennes et la gestion générale du Ministère; gérer le Programme des services de la Défense; formuler et gérer tous les aspects de la politique de défense; fournir des services ministériels spécialisés comme des services d'examen comprenant la vérification interne et l'évaluation de programme, des services juridiques, des avis juridiques et de la formation, ainsi que des services d'affaires publiques; fournir des lignes directrices concernant la fonction de contrôle, des systèmes de comptabilité, ainsi que le cadre d'autorités financières et les avis nécessaires au soutien du processus de gestion des ressources; fournir des services ministériels de gestion et de soutien.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Forces maritimes	1,554,451	503,783	.....	24,094	2,034,140	2,139,198
Forces terrestres	2,221,194	639,380	.....	157,947	2,702,627	3,039,846
Forces aériennes	1,996,741	545,041	.....	156,596	2,385,186	2,563,302
Opérations interarmées et protection civile	270,331	67,072	4,683	3,983	338,103	339,650
Gestion des communications et de l'information	298,389	108,851	.....	3,106	404,134	372,795
Appui à la fonction du personnel	760,914	73,824	19,475	20,444	833,769	660,152
Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement	609,941	157,663	.....	4,845	762,759	968,044
Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes	290,938	22,386	161,339	18,863	455,800	472,013
	8,002,899	2,118,000	185,497	389,878	9,916,518	10,555,000

Défense nationale
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Opérations interarmées et protection civile</i>		
Bourses de recherches - planification d'urgence	54,000	54,000
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	175,000	74,902
<i>Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes</i>		
Pensions et rentes versées à des civils :		
M ^{me} Mary Whittington	200	200
M. R. P. Thompson	12,845	12,483
Ligue des cadets de l'armée du Canada	205,000	205,000
Ligue des cadets de l'air du Canada	205,000	205,000
Ligue navale du Canada	205,000	205,000
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	10,285
Instituts militaires et des services unis	24,056	24,056
Forum sur la sécurité et la défense	1,700,000	1,700,000
Institut canadien d'études stratégiques	89,250	89,250
Centre d'étude sur les conflits	60,000	60,000
Institut canadien des affaires internationales	40,000	40,000
Ville de Calgary	2,330,000	2,120,000
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	1,125,000	.....
Province du Nouveau-Brunswick - au lieu de biens mobiliers à Chatham	1,000,000	.....
Total des subventions	7,235,636	4,800,176
Contributions		
<i>Opérations interarmées et protection civile</i>		
Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	4,584,000	4,776,110
Contribution à la Société royale du Canada	45,000	45,000
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., c. D-3)	4,000,000	5,298,000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	15,000,000	11,921,000
<i>Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes</i>		
Budgets militaires et organismes de l'OTAN	91,890,000	95,185,000
Infrastructure de l'OTAN - dépenses en capital	52,000,000	54,000,000
Aide mutuelle	1,272,000	1,593,000
Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	158,000	158,000
Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	5,072,800	5,072,800
Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	192,500	210,000
Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	1,097,020	1,011,426
Programme d'aide à l'entraînement militaire	2,150,000	3,400,000
Association des Collèges communautaires canadiens	300,000	.....
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	500,000	2,000,000
Total des contributions	178,261,320	184,670,336

Défense nationale
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Pensions et rentes versées à des civils :		
M ^{me} Eleanor F. Nixon	.....	1,048
Conférence des associations de défense	.....	100,000
Association de la Marine royale du Canada	.....	3,415
Association des officiers de marine	.....	9,250
Association de l'Aviation royale du Canada	.....	12,335
Contribution au Comité de coordination des accidents industriels majeurs	.....	30,000
Total des postes non requis	.....	156,048
Total	185,496,956	189,626,560

10 Développement des ressources humaines

Ministère 10-4

Conseil canadien des relations du travail 10-13

Tribunal canadien des relations professionnelles
artistes-producteurs 10-14

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
10-15

Développement des ressources humaines

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Conseil canadien des relations du travail		
25	7,927	7,976
(L) Dépenses du Programme		
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	974	829
Total de l'organisme	8,901	8,805
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
30	1,580	1,580
(L) Dépenses du Programme		
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146	125
Total de l'organisme	1,726	1,705
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
35	1,356	1,770
Dépenses du Programme		
Total de l'organisme	1,356	1,770

Développement des ressources humaines
Ministère
Programme des services généraux

Objectif

Assurer au Ministère des services de direction administrative, d'élaboration de politiques et de soutien à la gestion.

Description des activités

Services généraux

Cette activité comprend trois fonctions :

- L'activité Politique et Communications élabore et évalue les politiques et les programmes et assure des services de communication qui permettent au Ministère d'atteindre ses objectifs généraux et ceux de chaque activité.
- L'activité Gestion et services ministériels assure la gestion ministérielle, des services en matière d'administration, de finances et de ressources humaines pour appuyer les clients du Ministère et leur permettre d'atteindre les objectifs de leur secteur d'activité, conformément aux politiques gouvernementales générales.
- L'activité Systèmes élabore et gère des systèmes automatisés et la technologie de l'information qui appuient la prestation des services dans tous les secteurs d'activité.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services généraux	313,568	249,124	64,444	.....
Gestion générale et services	.....	.....	.....	44,823
Systèmes	.....	.....	.....	7,687
Politique et communications	.....	.....	.....	9,731
	313,568	249,124	64,444	62,241

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Objectif

L'objectif du Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance comporte trois volets :

- appuyer la mise en valeur des ressources humaines du Canada et le fonctionnement efficace du marché du travail et réduire la dépendance des particuliers à l'égard des prestations de soutien du revenu au titre de l'assurance-emploi et des autres paiements de soutien du revenu du gouvernement;
- promouvoir la croissance économique et favoriser la souplesse du marché du travail en accordant un soutien de revenu temporaire aux travailleurs en chômage qui sont admissibles à des prestations de soutien de revenu au titre de l'assurance-emploi dans le cadre de la *Loi sur l'assurance-emploi* et aux personnes admissibles à des paiements en vertu de la *Loi relative aux rentes sur l'État* et ce, sans imposer un fardeau inutile à des particuliers, des groupes ou des régions;
- assurer la gestion générale et le soutien administratif en ce qui concerne l'exécution des programmes de DRHC en provenance de tous les secteurs d'activité aux niveaux local, sectoriel et régional.

Description des activités

Investissement dans les ressources humaines

Cette activité comprend une gamme de services d'information et de consultation, ainsi que des programmes de subventions, de contributions, de prêts et d'autres programmes législatifs. Les activités d'IRH sont conçues pour permettre aux particuliers, aux entreprises, aux collectivités, aux secteurs industriels et professionnels de l'économie canadienne de recenser leurs besoins liés au marché du travail et d'y répondre. De l'aide financière peut être mise à la disposition des particuliers pour qu'ils atteignent leurs objectifs sur le marché du travail. Le public peut également accéder à de l'information touchant l'acquisition de compétences et les possibilités d'emploi, la création d'emplois et le marché du travail, par le truchement de DRHC ou des partenariats conclus avec les provinces et les territoires, les autochtones, les organismes sectoriels ou communautaires.

Prestations de revenu d'assurance-emploi

Cette activité se concentre sur l'élaboration, la gestion et l'exécution des éléments du programme des prestations de revenu de l'assurance-emploi.

Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et Services conjoints

Cette activité est chargée de la gestion et des opérations générales aux bureaux sectoriels et régionaux, aux Centres régionaux d'informatique et aux CRHC locaux pour appuyer l'exécution de toute une gamme d'autres activités reliées aux programmes, notamment l'accueil et l'orientation des clients, soit en personne soit par téléphone, le soutien administratif ainsi que les conseils et l'orientation dispensés au titre des programmes par l'élaboration de politiques et de procédures.

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Investissement dans les ressources humaines	402,788	3,876,788	281,241	3,998,335	3,967,130
Prestations de soutien du revenu au titre de l'assurance-emploi	454,696	.....	406,647	48,049	.....
Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et Services conjoints	167,859	.....	131,923	35,936	33,676
Prestations d'emploi et mesures de soutien autorisées en vertu de la Partie II de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> (s.c. 1996)	.....	(1,780,000)	.....	(1,780,000)	.....
<i>Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-chômage (S.C. 1970-71-72, ch. 48, S.1) :</i>					
Articles 24, 25, 26 et 26.1 relatifs à l'activité Investissement dans les ressources humaines	.....	.....	.....	.....	(1,900,000)
Assurance-chômage	.....	.....	.....	.....	41,523
	1,025,343	2,096,788	819,811	2,302,320	2,142,329

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Investissement dans les ressources humaines</i>		
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	8,900,000	14,000,000
(L) Subventions pour initiatives spéciales aux étudiants à plein temps et à temps partiel admissibles aux termes du Règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	34,700,000	23,400,000
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	53,535,000	55,368,000
Subvention pour assurer la sécurité du revenu et toute autre aide financière aux pêcheurs et aux travailleurs d'usine touchés par la crise dans le secteur de la pêche du poisson de fond de l'Atlantique	290,587,000	.....
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux	3,815,000	1,982,000

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	24,300,000	24,300,000
Subventions à des organismes bénévoles, aux gouvernements municipaux et régionaux, aux organisations professionnelles et aux centres d'excellence dans le but d'appuyer la mise en oeuvre de projets novateurs pour faciliter l'intégration des personnes handicapées	3,230,000	3,170,000
Total des subventions	419,067,000	122,220,000

Contributions

Investissement dans les ressources humaines

Paielements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	741,906,000	586,208,000
Réadaptation professionnelle des invalides - Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la <i>Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides</i> et des accords conclus en vertu de cette Loi	168,000,000	155,000,000
Nouveau-Brunswick au travail - Paielements (couvrant une période de six années, de 1992-1993 à 1997-1998) à la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'entente de partage de certains éléments de ce projet-pilote visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	1,174,000	4,675,000
Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage davantage axé sur les résultats et plus accessible, pertinent et responsable	925,000	1,025,000
Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux administrations municipales, aux entreprises, aux organismes, aux établissements de santé publique et d'enseignement, aux organismes autochtones, y compris aux bandes indiennes et aux conseils tribaux, ainsi qu'aux particuliers pour appuyer les nouvelles orientations stratégiques découlant de la réforme de la sécurité sociale et pour faire l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers	88,592,000	103,180,000
(L) Paielements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	47,000,000	110,500,000
(L) Paielements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	222,000,000	256,200,000
(L) Paielements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	347,400,000	253,200,000

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Contributions à des organismes sans but lucratif, aux groupes communautaires, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles, aux gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi qu'aux organisations inuit et des Premières Nations sans but lucratif oeuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale à l'appui des initiatives de garde d'enfants	45,224,000	31,100,000
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie – Paiements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la <i>Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i> et approuvés par le gouverneur en conseil	15,500,000	15,500,000
Total des contributions	1,677,721,000	1,516,588,000
Postes non requis		
Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre du Développement des ressources humaines et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux du service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	.....	1,400,000
Contributions à des provinces, à des organismes de bien-être social, y compris à des écoles de service social et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant l'amélioration des services de bien-être social et les projets qui augmentent l'accès au marché du travail et les possibilités de formation qui favorisent la pleine intégration communautaire des personnes handicapées	.....	3,333,000
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	.....	177,000
Subventions à des particuliers dans le cadre de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique afin d'aider les particuliers touchés par l'effondrement de la pêche du poisson sur la côte Est à participer aux programmes d'adaptation au marché du travail	.....	197,872,000
Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, à des employés, à des organisations patronales ou syndicales, à des institutions financières ou à toute personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère du Travail</i> : Programme d'adaptation des travailleurs âgés	.....	27,500,000
Total des postes non requis	.....	230,282,000
Total	2,096,788,000	1,869,090,000

Développement des ressources humaines
Ministère
Programme du travail

Objectif

Promouvoir et maintenir des relations industrielles stables et un milieu de travail sûr, juste et productif à l'intérieur de la compétence du fédéral en matière de travail et, d'une façon plus générale, recueillir et diffuser de l'information sur la main-d'oeuvre et le milieu de travail et favoriser des relations patronales-syndicales constructives.

Description des activités

Travail

Cette activité comprend quatre fonctions :

- La fonction Relations industrielles aide à régler les conflits touchant les employeurs, les syndicats et les travailleurs relevant de la compétence fédérale, à appuyer et à financer les initiatives patronales-syndicales en matière de collaboration sur les questions touchant le milieu de travail et à effectuer des recherches sur les priorités actuelles et nouvelles des relations industrielles.
- La fonction Opérations du travail encourage le client à accepter les programmes fédéraux obligatoires et législatifs conçus pour instaurer un milieu de travail juste, sans danger, sain et équitable. En outre, elle réagit aux cas de non-conformité à de tels programmes.
- La fonction Indemnisation fédérale des accidentés assure aux personnes admissibles l'octroi des prestations prévues par la loi pour des blessures subies au travail et la passation d'ententes administratives conclues avec les autorités provinciales en matière d'indemnisation des accidents de travail.
- La fonction Législation, politique, recherche et gestion assure un leadership national par des accords de recherche et de collaboration conclus avec des partenaires du marché du travail, avec d'autres gouvernements et, à l'échelle internationale, par l'élaboration de mesures législatives, de règlements, de politiques et de programmes et aussi par la collecte et la diffusion de renseignements liés à la main-d'oeuvre et au milieu du travail.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Travail	139,064	4,699	36,700	107,063	.....
Relations industrielles	.....	.....	.....	.....	8,396
Opérations du travail	.....	.....	.....	.....	32,481
Indemnisation fédérale des accidentés	.....	.....	.....	.....	59,904
Législation, recherche et gestion	.....	.....	.....	.....	12,304
	139,064	4,699	36,700	107,063	113,085

Développement des ressources humaines
 Ministère
Programme du travail

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Travail</i>		
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7,000	7,000
Prévention des feux Canada	19,000	19,000
(L) Indemnisation des marins marchands – Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	7,000	7,000
Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15,000	15,000
Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	12,000	12,000
Total des subventions	60,000	60,000
Contributions		
<i>Travail</i>		
Programme de partenariat syndical-patronal	2,439,000	2,939,000
Commission du travail	2,200,000	3,000,000
Total des contributions	4,639,000	5,939,000
Total	4,699,000	5,999,000

Développement des ressources humaines
Ministère
Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Promouvoir et renforcer la sécurité du revenu de certains groupes de Canadiens ciblés par l'exécution du Régime de pensions du Canada (RPC) et des programmes de la sécurité de la vieillesse (SV) qui fournissent des prestations aux aînés, aux personnes handicapées, aux survivants et aux migrants.

Description des activités

Sécurité du revenu

Cette activité englobe deux principaux programmes de la sécurité du revenu. La gestion et l'exécution de ces programmes sont complètement intégrées.

Le Programme de la sécurité de la vieillesse (SV) se compose de trois prestations différentes. La pension de vieillesse de base constitue le fondement à partir duquel les personnes âgées de 65 ans et plus peuvent se constituer un revenu de retraite suffisant. Les prestations de pensions sont payées à toute personne qui répond aux exigences en matière de résidence. Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation subordonnée au revenu qui est versée aux bénéficiaires de la SV ayant des revenus faibles et modestes. L'allocation au conjoint est une prestation subordonnée au revenu qui vise à aider les couples pensionnés mariés ayant un faible revenu et vivant sur une seule pension de la SV/SRG, ainsi que les veufs et veuves à faible revenu de 60 à 64 ans qui répondent aux exigences de la SV en matière de résidence. Une nouvelle prestation aux aînés, subordonnée au revenu, remplacera la SV et le SRG en l'an 2001.

Le Régime de pensions du Canada (RPC) est un programme d'assurance sociale contributif obligatoire qui fournit une certaine protection de revenu aux travailleurs canadiens et à leurs familles contre la perte de revenu causée par le décès, l'invalidité ou la retraite. Les prestations sont de trois catégories : la pension de retraite, les prestations aux survivants et les prestations d'invalidité. Alors que DRHC est responsable de l'application des dispositions du régime, en vertu de la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, Revenu Canada perçoit les cotisations et le ministère des Finances gère le Fonds d'investissement.

Cette activité négocie et administre également les ententes internationales de sécurité sociale pour s'assurer que les migrants qui viennent au Canada et ceux qui en sortent puissent exercer les droits en matière de sécurité sociale qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine, dans toute la mesure du possible.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Sécurité du revenu	254,323	22,308,000	142,418	22,419,905	22,008,701
	254,323	22,308,000	142,418	22,419,905	22,008,701

Développement des ressources humaines
 Ministère
Programme de la sécurité du revenu

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Sécurité du revenu</i>		
(L) Versements de sécurité de la vieillesse	17,140,000,000	16,743,000,000
(L) Versements du supplément de revenu garanti	4,778,000,000	4,745,000,000
(L) Versements d'allocations au conjoint	390,000,000	419,000,000
Total	22,308,000,000	21,907,000,000

Développement des ressources humaines

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du *Code canadien du travail*; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction-		
	nement		
Conseil canadien des relations du travail	8,901	8,901	8,805
	8,901	8,901	8,805

Développement des ressources humaines

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Objectif

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

Description de l'activité

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Mise en oeuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants dans le milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,726	1,726	1,705
	1,726	1,726	1,705

Développement des ressources humaines

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire, et soutient l'éducation et la formation.

Description des activités

Conseil des gouverneurs

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs d'hygiène et de sécurité au travail, et les politiques, et il établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre.

Président et personnel du Centre

Mettre en oeuvre les politiques et programmes d'hygiène et de sécurité au travail établis par le Conseil des gouverneurs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	23	.....	23	23
Président et personnel du Centre	6,774	5,441	1,333	1,747
	6,797	5,441	1,356	1,770

11 Environnement

Ministère 11-3

Agence canadienne d'évaluation environnementale 11-7

Environnement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Environnement		
Ministère		
1	407,212	439,594
5	26,175	29,741
10	33,688	40,085
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40,387	36,887
Total du Ministère	507,511	546,356
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
15	9,143	7,394
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	699	598
Total de l'organisme	9,842	7,992

Environnement Ministère

Objectif

Le Programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les générations actuelles et futures de Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

Description des activités

Un environnement sain

Les Canadiens sont préoccupés par les risques que l'activité humaine représente pour l'environnement et par le danger qui en résulte pour leur propre santé et pour la durabilité de l'environnement des générations futures. Ils s'attendent à ce que les risques écologiques soient connus, surveillés et contrôlés ou anticipés. Environnement Canada, grâce à sa compétence scientifique, donne suite à ces préoccupations de nature environnementale en transmettant ses connaissances scientifiques et son expertise sur la santé de l'environnement et sur les agresseurs de l'environnement. À cette fin, il élabore des stratégies et des normes nationales, veille à ce que ces stratégies et ces normes soient rigoureusement appliquées et joue un rôle de chef de file dans la communauté internationale pour y représenter les intérêts du Canada et y faire valoir les questions nationales.

La sécurité face aux dangers de l'environnement

La vie et les biens des Canadiens sont mis en péril par les dangers d'origine naturelle et humaine que présente l'environnement: il peut s'agir de graves intempéries, de cendres volcaniques aéroportées, de déversements d'hydrocarbures ou d'incendies de pneus. Pour réduire au minimum ces risques, Environnement Canada fournit, par ses recherches et ses activités scientifiques, des services qui permettent aux Canadiens de se protéger contre les dangers. À cette fin, il transmet en temps opportun des prévisions et des avertissements météorologiques et il offre des services propres à réduire la fréquence et la gravité des urgences environnementales.

Une société plus verte

Le développement durable est devenu l'un des buts les plus importants de la gestion des affaires publiques, tant au Canada qu'à l'étranger. Le Ministère fournit aux Canadiens des renseignements utiles et accessibles, des technologies et des instruments facilement applicables, des politiques qui intègrent les considérations sociales, économiques et environnementales afin de donner à la population les moyens de préserver l'environnement.

Administration

Les Canadiens veulent que le gouvernement soit efficace, qu'il élimine les dépenses superflues et qu'il rende dûment compte de son action. Pour répondre à ce voeu, l'activité Administration fait en sorte que la gestion du Ministère soit rigoureuse et intégrée. Elle fournit aussi des instruments, des technologies et des conseils efficaces et efficaces pour soutenir les opérations et la haute direction.

Environnement
Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Un environnement sain	198,344	6,143	23,416	7,271	220,632	230,593
La sécurité face aux dangers de l'environnement	153,714	12,070	2,710	38,023	130,471	135,443
Une société plus verte	102,499	6,685	7,562	22,577	94,169	113,851
Administration	60,967	1,277	.....	5	62,239	66,469
	515,524	26,175	33,688	67,876	507,511	546,356

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Un environnement sain</i>		
Subventions pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1,671,200	1,849,000
Institut de la fourrure du Canada	17,000	17,000
Programme des conseils de la recherche universitaire	671,000	3,907,000
Subvention à la Fondation Habitat faunique Canada	2,800,000	.....
<i>La sécurité face aux dangers de l'environnement</i>		
Recherches en météorologie	850,000	875,000
Société canadienne de météorologie et d'océanographie	17,000	17,000
<i>Une société plus verte</i>		
Subvention à l'Institut international pour un développement durable afin d'assurer l'exploitation de l'Institut et pour entreprendre des initiatives de développement durable	200,000	1,700,000
Total des subventions	6,226,200	8,365,000
Contributions		
<i>Un environnement sain</i>		
Contribution à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques – Programme de contrôle des produits chimiques	125,000	125,000
Programme de développement et de démonstration technologique (PDDT) – Fleuve Saint-Laurent	1,000,000	1,100,000
Contribution à la province de Québec pour l'équipe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent	2,500,000	2,500,000
Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	265,000	870,000
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CCIEE)	144,000	144,000
Contribution à la convention relative aux zones humides d'importance internationale (RAMSAR)	29,000	29,000
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	13,000	13,000
Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	205,000	205,000
Contributions en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	2,932,300	2,982,300

Environnement
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Contribution au Fonds mondial de la nature – Fonds de rétablissement des espèces en péril	180,000	180,000
Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser	1,136,000	1,330,000
Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour établir un Centre canadien conjoint de pathologie faunique	200,000	200,000
Contribution à la province de la Colombie-Britannique et aux organismes environnementaux non gouvernementaux (OENG) – Stratégie nationale de la faune, Plan conjoint de la Côte du Pacifique	325,000	325,000
Contribution afin d'établir un réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique	260,000	335,000
Contribution à l'Université de Guelph pour le réseau canadien des centres de toxicologie	1,797,000	1,797,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme d'interactions communautaires	1,265,000	1,303,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme de mise en valeur des habitats	54,000	54,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme de protection des habitats	476,000	500,000
Contributions en vertu du Programme de compensation des habitats fauniques – Fleuve Fraser	2,250,000	2,250,000
Contribution à l'Université de Victoria pour diriger et exploiter le réseau canadien de recherche climatologique	2,900,000	2,900,000
Contributions – Construire des partenariats internationaux	200,000	.....
<i>La sécurité face aux dangers de l'environnement</i>		
Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	1,693,000	1,693,000
Contribution au Conseil canadien des accidents industriels majeurs (CCAIM)	150,000	200,000
<i>Une société plus verte</i>		
Contribution à la province de Québec – Accord sur les relevés hydrométriques	200,000	200,000
Contribution au Conseil canadien des ministres de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	752,000	752,000
Contributions au réseau d'organismes environnementaux – Initiative d'assistance à la collectivité	600,000	600,000
Contributions en vertu du Programme Action 21 pour aider les Canadiens à agir individuellement ou collectivement dans leurs communautés pour soutenir une société plus verte	5,194,000	5,194,000
Contribution à l'Université des Nations Unies en vue de l'établissement du Réseau international de l'eau, de l'environnement et de la santé	583,000	.....
Contribution au Centre de transport durable	33,000	.....
Total des contributions	27,461,300	27,781,300

Environnement
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Subvention à la Fondation des villes durables	534,000
Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	8,000
Contribution à la Société royale du Canada à l'appui du Secrétariat du Programme des changements à l'échelle du globe	763,000
Contribution au Centre de prévention de la pollution des Grands Lacs – Initiative de prévention de la pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent	850,000
Contribution à la Fondation Asie-Pacifique pour les conférences GLOBE	509,100
Contributions en vertu de l'initiative concernant les instruments économiques	30,000
Contribution à Terrachoice Environmental Services Inc., pour assurer la gestion et l'exploitation du Programme Choix environnemental	1,245,000
Total des postes non requis	3,939,100
Total	33,687,500	40,085,400

Environnement

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Objectif

Fournir des moyens efficaces d'intégrer les éléments environnementaux dans la planification et la prise de décision du fédéral grâce à la mise en oeuvre, à la gestion et à la promotion efficaces du processus fédéral d'évaluation environnementale, tout en tenant compte des valeurs du public et de l'objectif du développement durable.

Description de l'activité

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Assure un leadership national et international comme centre reconnu de connaissances en évaluation environnementale; appuie la constante amélioration du cadre réglementaire et élabore des règles claires et uniformément appliquées à tous les stades du processus d'évaluation environnementale; facilite l'harmonisation des activités d'évaluation environnementale à l'échelle du gouvernement fédéral et avec les autres instances; dispense des services professionnels de haute qualité qui aident les ministères et les promoteurs de projets à satisfaire aux exigences de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et de la directive du Cabinet en ce qui concerne l'évaluation des politiques et des programmes; gère des consultations publiques équitables, impartiales et dignes de foi qui mènent à une meilleure prise de décision et favorisent la réalisation de l'objectif de développement durable; donne des conseils opportuns au gouvernement fédéral sur l'application efficace tant de la Loi que des valeurs qui la sous-tendent; continue à accroître l'efficacité du processus fédéral d'évaluation environnementale par des mesures comme le recouvrement des coûts et, ce faisant, appuie les initiatives de réforme de la gestion à l'échelle de l'administration fédérale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Agence canadienne d'évaluation environnementale	9,162	1,058	378	9,842	7,992
	9,162	1,058	378	9,842	7,992

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Agence canadienne d'évaluation environnementale</i>		
Contributions afin d'aider la participation du public aux examens des évaluations environnementales	963,000	1,227,000
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	95,000	95,000
Total	1,058,000	1,322,000

12 Finances

Ministère 12-4

Vérificateur général 12-10

Tribunal canadien du commerce extérieur 12-11

Bureau du surintendant des institutions financières
12-12

Finances

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Finances		
Ministère		
<i>Programme des politiques financières et économiques</i>		
1	49,004	50,212
5	280,000	403,491
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Paiements à l'Association internationale de développement	191,000	201,880
(L) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	31,800	35,900
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,721	5,162
(L) Achat de la monnaie canadienne	38,000	58,000
Poste non requis		
–		
Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	.....	1,000
Total du budgétaire	595,574	755,694
L10 Délivrance de billets à vue à l'Association internationale de développement	.....	.....
(L) Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	5,500	11,000
(L) Émission de prêts à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	186,000	195,300
Crédit non requis		
–		
Paiements conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> à la Société financière internationale	.....	9,900
Total du non-budgétaire	191,500	216,200
<i>Total du Programme</i>	787,074	971,894
<i>Programme du service de la dette publique</i>		
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	46,000,000	47,800,000
<i>Total du Programme</i>	46,000,000	47,800,000

Finances

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>		
15 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,120,000	1,129,000
20 Subvention à la province de Terre-Neuve et du Labrador	40,000	.....
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> et autres autorisations législatives)	30,000	38,000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,292,000	8,796,000
(L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	12,500,000	15,047,000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(469,000)	(447,000)
(L) Paiements de remplacement au titre des Programmes permanents (Partie VI - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,131,000)	(2,031,000)
<i>Total du Programme</i>	19,382,000	22,532,000
<i>Programme spécial</i>		
L25 Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	58,000	67,000
<i>Total du Programme</i>	58,000	67,000
Total du Ministère	66,227,074	71,370,894
Vérificateur général		
30 Dépenses du Programme	45,154	44,288
(L) Traitement du vérificateur général	175	175
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,359	4,525
Total de l'organisme	50,688	48,988
Tribunal canadien du commerce extérieur		
35 Dépenses du Programme	6,962	7,108
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	987	849
Total de l'organisme	7,949	7,957
Bureau du surintendant des institutions financières		
40 Dépenses du Programme	1,687	2,538
Total de l'organisme	1,687	2,538

Finances
Ministère
Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les points suivants :

- la conjoncture et les perspectives économiques et financières nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- la loi régissant les institutions financières sous réglementation fédérale;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions économiques et financières des politiques et des programmes microéconomiques (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- les politiques sociales canadiennes et leurs programmes;
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales;
- les questions liées aux finances et aux emprunts qui s'appliquent aux sociétés d'État;
- la privatisation de sociétés d'État et d'autres sociétés en coparticipation de l'État ainsi que la commercialisation ou la privatisation des services gouvernementaux.

Monnaie canadienne

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadienne.

Organismes financiers internationaux

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration

Comprend la direction du Ministère, les services de consultation et de communications et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998					Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire		
Fonction- nement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit				Prêts, dotations en capital et avances	
Politiques financières et économiques	36,550	.....	.....	36,550	.....	36,550	35,196
Monnaie canadienne	38,000	.....	.....	38,000	.....	38,000	58,000
Organismes financiers internationaux	.....	502,800	.....	502,800	191,500	694,300	858,471
Administration	21,514	.....	3,290	18,224	.....	18,224	20,227
	96,064	502,800	3,290	595,574	191,500	787,074	971,894

Finances
Ministère
Programme des politiques financières et économiques

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette	108,000,000	229,000,000
Total des subventions	108,000,000	229,000,000
Contributions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette	172,000,000	174,491,000
Total des contributions	172,000,000	174,491,000
Autres paiements de transfert		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
(L) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	191,000,000	201,880,000
(L) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	31,800,000	35,900,000
Total des autres paiements de transfert	222,800,000	237,780,000
Postes non requis		
(L) Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	.....	1,000,000
Total des postes non requis	.....	1,000,000
Total	502,800,000	642,271,000

Finances
Ministère
Programme du service de la dette publique

Objectif

Fournir des fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Placements Épargne Canada

Cette activité pourvoit aux opérations et aux frais du service de la dette liés à l'émission de titres de créance, y compris aux commissions, de PEC, qui est chargé du programme de placement de titres sur le marché de détail du gouvernement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Frais d'intérêt	45,655,000	45,655,000	47,381,000
Frais de service et d'émission	221,000	221,000	295,000
Placements Épargne Canada	124,000	124,000	124,000
	46,000,000	46,000,000	47,800,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces

Objectif

Fournir des fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements fédéraux de transfert aux provinces

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu des lois constitutionnelles, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et autres autorisations législatives et accords.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
Paiements fédéraux de transfert aux provinces	19,382,000	19,382,000	22,532,000
	19,382,000	19,382,000	22,532,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Paiements fédéraux de transfert aux provinces</i>		
Subvention à la province de Terre-Neuve et du Labrador	40,000,000	.....
Total des subventions	40,000,000	.....
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements fédéraux de transfert aux provinces</i>		
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,120,000,000	1,129,000,000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> et autres autorisations législatives)	30,000,000	38,000,000
(L) Péréquation fiscale (<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,292,000,000	8,796,000,000
* (L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	12,500,000,000	15,047,000,000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(469,000,000)	(447,000,000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,131,000,000)	(2,031,000,000)
Total des autres paiements de transfert	19,342,000,000	22,532,000,000
Total	19,382,000,000	22,532,000,000

* Le Budget des dépenses principal montre la contribution en espèces autorisée en vertu de la Partie V de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Le tableau qui suit montre la contribution totale du gouvernement fédéral au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) autorisée par la loi, y compris le transfert fiscal prévu par la loi :

	(en milliers de dollars)
Total des paiements de transfert – Budget des dépenses principal	12,500,000
Plus transferts fiscaux	12,600,000
Total	25,100,000

Finances
Ministère
Programme spécial

Objectif

Fournir un paiement non budgétaire concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	<u>Non-budgétaire</u>	Total	
	Prêts, dotations en capital et avances		
Programme spécial	58,000	58,000	67,000
	58,000	58,000	67,000

Finances

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification et d'autres données pertinentes à la Chambre des communes aux fins de son examen minutieux des programmes, des activités financières et des questions environnementales et de développement durable du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative

Les activités du Bureau du vérificateur général consistent en la vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et en des examens et enquêtes portant sur l'environnement et le développement durable, de façon à faire rapport selon les exigences de la *Loi sur le vérificateur général*. Le vérificateur général émet des opinions de vérification sur les états financiers du gouvernement du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et signale à la Chambre des communes tout sujet qui, à son avis, doit être porté à la connaissance de la Chambre. Le commissaire à l'environnement et au développement durable établit, au nom du vérificateur général et à l'intention de la Chambre des communes, un rapport annuel sur toute question environnementale ou autre relative au développement durable qui est jugée importante.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Vérification législative	50,308	380	50,688	48,988
	50,308	380	50,688	48,988

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Vérification législative</i>		
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	380,000	380,000
Total	380,000	380,000

Finances

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectif

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des conclusions, faire des recommandations, tel qu'il est prescrit, sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

Description de l'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite :

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constatés par le ministère du Revenu national causent un dommage matériel à la branche de la production nationale;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* (Loi sur le TCCE), à la suite de plaintes déposées par des producteurs de biens canadiens au sujet d'un dommage grave causé par les importations;
- d'appels de décisions rendues par le ministre ou le sous-ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la LMSI, y compris les nouveaux appels interjetés aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;
- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux termes de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA), de l'*Accord sur le commerce intérieur* (ACI) et de l'*Accord sur les marchés publics* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- de saisines, aux termes de la Loi sur le TCCE, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de produits et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la LMSI.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Tribunal canadien du commerce extérieur	7,949	7,949	7,957
	7,949	7,949	7,957

Finances

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relativement aux programmes en cours ou en élaboration.

Description des activités

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Surveillance des institutions financières et services actuariels	46,304	44,617	1,687	2,538
	46,304	44,617	1,687	2,538

13 Gouverneur général

Ministère 13-2

Gouverneur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Gouverneur général		
1 Dépenses du Programme	9,234	8,721
(L) Traitement du gouverneur général	92	92
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	254	254
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	908	763
Total du Ministère	10,488	9,830

Gouverneur général

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses à l'égard du programme annuel du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger, de même que les dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences.

Distinctions honorifiques

Administrer le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du service méritoire, les médailles du service spécial, les médailles commémoratives et autres; assurer le financement des médailles académiques et le Prix du gouverneur général pour l'entraide. Administrer également l'Autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Gouverneur général	7,644	.....	7,644	6,987
Distinctions honorifiques	2,160	.....	2,160	2,158
Anciens gouverneurs généraux	419	265	684	685
	10,223	265	10,488	9,830

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Anciens gouverneurs généraux</i>		
Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	11,000	12,000
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	254,000	254,000
Total	265,000	266,000

14 Industrie

- Ministère 14-4
- Agence de promotion économique du Canada atlantique
14-8
- Banque de développement du Canada 14-10
- Agence spatiale canadienne 14-11
- Tribunal de la concurrence 14-14
- Commission du droit d'auteur 14-15
- Société d'expansion du Cap-Breton 14-16
- Bureau fédéral de développement régional (Québec)
14-17
- Conseil national de recherches du Canada 14-19
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
14-21
- Conseil de recherches en sciences humaines 14-22
- Conseil canadien des normes 14-23
- Statistique Canada 14-24
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 14-26

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Industrie			
*Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	430,141	440,559
5	Subventions et contributions	409,039	447,160
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000	10,000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(4,373)	(1,073)
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	47,000	44,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,811	26,214
	Total du budgétaire	922,667	966,909
L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300	300
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1) a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500	500
	Total du non-budgétaire	800	800
	Total du Ministère	923,467	967,709
Agence de promotion économique du Canada atlantique			
20	Dépenses de fonctionnement	41,021	39,947
25	Subventions et contributions	249,809	297,162
(L)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	4,500	5,000
(L)	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000	10,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,572	2,842
	Total du Ministère	308,902	354,951
Banque de développement du Canada			
Crédit non requis			
–	Paiements à la Banque de développement du Canada	.....	13,893
	Total de l'organisme	.....	13,893
Agence spatiale canadienne			
30	Dépenses de fonctionnement	47,614	48,772
35	Dépenses en capital	96,909	135,392
40	Subventions et contributions	36,327	39,590
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,687	3,169
	Total de l'organisme	184,537	226,923
Tribunal de la concurrence			
45	Dépenses du Programme	1,160	1,184
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98	83
	Total de l'organisme	1,258	1,267
Commission du droit d'auteur			
50	Dépenses du Programme	739	753
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102	87
	Total de l'organisme	841	840

* Les données du Budget des dépenses principal de 1996-1997 ont été rajustées pour tenir compte de la structure d'activité du programme de 1997-1998.

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Société d'expansion du Cap-Breton		
55 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8,654	11,200
Total de l'organisme	8,654	11,200
Bureau fédéral de développement régional (Québec)		
60 Dépenses de fonctionnement	24,870	25,272
65 Subventions et contributions	185,595	271,729
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	83,400	70,000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,542	2,233
Total de l'organisme	296,407	369,234
*Conseil national de recherches du Canada		
70 Dépenses de fonctionnement	224,521	226,975
75 Dépenses en capital	44,816	45,488
80 Subventions et contributions	127,709	112,848
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	40,137	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,257	22,440
Total de l'organisme	462,440	407,751
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
85 Dépenses de fonctionnement	15,205	15,603
90 Subventions	417,164	432,737
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,486	1,286
Total de l'organisme	433,855	449,626
Conseil de recherches en sciences humaines		
95 Dépenses de fonctionnement	6,512	7,143
100 Subventions	87,152	83,426
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	758	676
Total de l'organisme	94,422	91,245
Conseil canadien des normes		
105 Paiements au Conseil canadien des normes	5,111	5,184
Total de l'organisme	5,111	5,184
Statistique Canada		
110 Dépenses du Programme	225,028	388,542
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37,240	34,354
Total de l'organisme	262,268	422,896
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
115 Dépenses de fonctionnement	32,457	33,548
120 Subventions et contributions	203,411	308,538
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	16,700	17,000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,370	2,842
Total de l'organisme	255,938	361,928

* Le Budget des dépenses principal de 1996-1997 reflète des recettes nettes en vertu d'un crédit de \$37,834,000.

Industrie Ministère

Objectif

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, faciliter l'essor des entreprises autochtones, veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, et établir des règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

Description des activités

Politique microéconomique

Cette activité définit les priorités et l'orientation d'ensemble du programme microéconomique du Ministère dans les quatre « volets » – climat du marché, commerce, technologie et infrastructure.

Règlements et services axés sur le marché

Une vingtaine de lois délimitent le cadre décisionnel et législatif afférent au marché, notamment en ce qui touche aux faillites, aux corporations et à la régie d'entreprises, à la propriété intellectuelle, à l'inspection et à l'approbation des appareils de mesure, à la concurrence, à l'inspection des produits de consommation, aux codes de pratique volontaires ainsi qu'à la délivrance de licences pour l'utilisation des fréquences radioélectriques et à la surveillance du spectre. C'est par l'intermédiaire de cette activité qu'Industrie Canada élabore, évalue et révisé les règles, règlements et normes régissant le fonctionnement équitable, efficace et concurrentiel du marché canadien. Ces règles permettent de soutenir et d'interpréter les lois régissant le marché qui sont élaborées dans le cadre de la sous-activité rattachée à la promotion d'un climat du marché sain dans l'activité que constitue la politique microéconomique.

Est compris dans cette activité le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$25,000,000 au titre du fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à compter du 1^{er} avril 1994. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	(36,135)
Plus :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 (besoins nets de trésorerie)	(4,373)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	(40,508)

Développement de l'industrie

L'activité ministérielle du développement de l'industrie assure leadership et soutien à l'industrie canadienne pour l'aider à s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités de l'économie mondiale. À cette fin, le secteur élabore et met en oeuvre des stratégies, de concert avec les principaux partenaires et intervenants, pour la promotion du commerce, de l'investissement, de la technologie, des technologies de l'information, des télécommunications et du perfectionnement des ressources humaines. De plus, la création de produits et services d'information de calibre mondial sont destinés à répondre aux besoins de l'industrie canadienne. L'élaboration de politiques et de règlements et la réalisation de recherches favoriseront l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications et l'octroi d'une aide financière stimulera l'investissement, les technologies de pointe, etc.

Tourisme

La Commission canadienne du tourisme (CCT) est un partenariat de travail entre des entreprises et des associations de l'industrie touristique, les gouvernements provinciaux et territoriaux et le gouvernement du Canada. La CCT est habilitée à planifier, à diriger et à gérer et à mettre en oeuvre des programmes destinés à développer et à promouvoir le tourisme au Canada. À titre d'organisme de service spécial (OSS), la CCT est un exemple du nouveau modèle de partenariat du gouvernement fédéral. Elle est composée de représentants de l'industrie venus de tous les coins du Canada pour veiller à ce que le tourisme demeure un secteur dynamique et rentable de l'économie canadienne.

Industrie Ministère

Services généraux et de gestion

Cette activité est chargée de la prestation des services généraux, y compris les services consultatifs de gestion et les produits et services stratégiques de communication, les services de ressources humaines et de développement de l'organisation ainsi que les services financiers, administratifs et communs, par l'intermédiaire des organisations énumérées ci-dessous, et est responsable des fonctions du conseiller en éthique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		Prêts, dotations en capital et avances		
Politique microéconomique	58,158	18,914	.....	77,072	.....	77,072	75,964
*Règlements et services axés sur le marché	171,647	1,045	65,726	106,966	.....	106,966	123,420
Développement de l'industrie	152,523	446,080	8,169	590,434	800	591,234	610,419
Tourisme	52,487	.....	.....	52,487	.....	52,487	54,351
Services généraux et de gestion	95,708	.....	.....	95,708	.....	95,708	103,555
	530,523	466,039	73,895	922,667	800	923,467	967,709

Nota : Les ressources de 1996-1997 nécessaires à l'exécution de ces activités ont été rajustées pour tenir compte de la nouvelle structure d'activité du programme.

* L'activité des Règlements et services axés sur le marché comprend le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

	(en milliers de dollars)
Perte de fonctionnement prévue	(3,647)
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	10,580
Changement dans le fonds de roulement	(990)
Moins :	
Dépenses en espèces non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	(1,570)
Total des prévisions (besoins nets de trésorerie)	4,373

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Industrie
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Politique microéconomique</i>		
Subventions versées dans le cadre du programme Bourses Canada	3,500,000	7,440,000
<i>Règlements et services axés sur le marché</i>		
Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	150,000	286,000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	45,000	45,000
Total des subventions	3,695,000	7,771,000
Contributions		
<i>Politique microéconomique</i>		
Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers pour des projets visant à éduquer le grand public et le sensibiliser à la science et à la technologie	1,891,000	1,971,000
Contribution à l'Institut canadien des recherches avancées	3,500,000	3,500,000
Contributions au Secrétariat du commerce intérieur	500,000	500,000
Contributions en vertu du Programme national de démonstration des réseaux d'entreprises	615,000	1,050,000
Contribution à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	6,808,000	6,808,000
Contributions en vertu du Plan d'investissement communautaire du Canada	2,100,000	1,200,000
<i>Règlements et services axés sur le marché</i>		
Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	850,000	681,000
<i>Développement de l'industrie</i>		
Contribution à Bombardier/de Havilland	10,000,000	22,446,000
Contributions aux campagnes sectorielles	717,000	8,754,000
Contributions aux technologies stratégiques	6,586,000	13,222,000
Contribution au Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement	23,083,000	23,425,000
Contributions en vertu de la Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement	1,450,000	2,825,000
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	11,010,000	11,010,000
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000	10,000,000
Contributions en vertu du Programme de mise en valeur de la technologie	7,728,000	10,557,000
Contributions en vertu du Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario	3,800,000	3,200,000
Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	239,000	9,252,000
Contributions en vertu du Programme Entreprise Atlantique	1,500,000	1,500,000
Contributions en vertu du Programme d'Entreprise autochtone Canada	36,700,000	35,180,000
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	15,825,000	436,000
Contributions à la province d'Ontario aux termes de l'Entente Travaux d'infrastructure Canada	30,400,000	149,356,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	47,000,000	44,000,000
Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada	196,000,000	.....
Contribution à l'Ottawa Heart Institute Research Corporation	2,500,000	.....
Contributions en vertu de l'entente Canada-Québec sur le développement industriel	41,542,000	56,669,000
Total des contributions	462,344,000	417,542,000

Industrie
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Subventions en vertu du Programme de partenariats technologiques	4,350,000
Subventions en vertu du Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement des sciences, de la technologie et des mathématiques	540,000
Contribution aux systèmes intelligents de fabrication	605,000
Contributions en vertu de l'initiative des technologies porteuses de solutions environnementales	669,000
Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	65,700,000
Contribution à l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada	50,000
Contributions aux centres culturels et aux centres des congrès de l'Ontario	1,020,000
Contributions en vertu d'ententes auxiliaires avec les provinces de l'Ouest pour le développement des technologies de communications	1,546,000
Contribution au programme d'incitation à la R&D en technologie des communications	1,062,000
Contributions en vue de la réalisation d'une initiative collective de commercialisation du tourisme dans le nord de l'Ontario	305,000
Total des postes non requis	75,847,000
Total	466,039,000	501,160,000

Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Objectif

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'Atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets, et par la défense des intérêts de la région de l'Atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Description des activités

Développement

La présente activité vise les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Elle se divise en six sous-activités, soit Action/Développement des entreprises, COOPÉRATION, Défense des intérêts et Coordination, Programmes spéciaux, Développement panatlantique et Administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

Administration générale

Cette activité comprend le cabinet du Ministre et le bureau du Président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques; les activités de communications du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Développement	33,993	264,309	298,302	344,362
Administration générale	10,600	.....	10,600	10,589
	44,593	264,309	308,902	354,951

Industrie
Agence de promotion économique du Canada atlantique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Développement</i>		
Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques	2,000,000	2,000,000
Subvention au Fonds d'investissement de l'Atlantique	3,000,000	. . . . .
Total des subventions	5,000,000	2,000,000
Contributions		
<i>Développement</i>		
Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional	235,209,000	250,662,000
Contributions aux provinces de l'Atlantique aux termes des ententes Travaux d'infrastructure Canada	9,600,000	44,500,000
(L)Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	4,500,000	5,000,000
(L)Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000,000	10,000,000
Total des contributions	259,309,000	310,162,000
Total	264,309,000	312,162,000

Industrie
Banque de développement du Canada

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Services de gestion-conseil		
Dépenses	33,273
Moins :		
Recettes	19,380
Total des besoins budgétaires	13,893

Industrie

Agence spatiale canadienne

Objectif

Assurer le développement et la mise en application de la technologie et des sciences spatiales axées sur la satisfaction des besoins des Canadiens et l'établissement au Canada d'une industrie spatiale concurrentielle à l'échelle internationale.

Description des activités

Observation de la Terre

Affermir la prépondérance du Canada sur les nouveaux marchés internationaux d'observation de la Terre et répondre aux besoins des Canadiens en matière de surveillance de l'environnement et de gestion des ressources.

Télécommunications par satellites

Assurer aux Canadiens l'accès aux nouveaux services multimédias et aux communications personnelles et mobiles, tout en préservant ou en accroissant la part détenue par l'industrie canadienne sur le marché international de ces nouveaux services, qui connaît une croissance rapide.

Programme canadien de la Station spatiale

Renforcer la capacité du Canada à agir dans l'espace et à exploiter le potentiel des technologies spatiales, notamment de l'automatisation et de la robotique, et remplir nos engagements dans le cadre du Programme de la Station spatiale internationale.

Programme des astronautes canadiens

Entraîner les astronautes canadiens en vue de leur participation à des missions spatiales internationales habitées, participer aux expériences technologiques et scientifiques canadiennes qui sont réalisées dans l'espace et inciter les jeunes Canadiens à entreprendre une carrière en science et technologie.

Sciences spatiales

Préserver l'expertise et la réputation d'excellence du Canada dans le milieu scientifique international de l'exploration spatiale et obtenir de l'industrie canadienne l'instrumentation requise pour recueillir les données scientifiques pertinentes.

Technologie spatiale

Faire en sorte que le Canada demeure à la fine pointe du développement technologique dans le domaine spatial, en vue d'appuyer ses programmes spatiaux à venir, et améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne à l'échelle internationale grâce à une meilleure diffusion de la technologie et à la multiplication des transferts technologiques.

Direction et coordination horizontale

Fournir des services de soutien administratif et de direction à l'ensemble de l'Agence spatiale canadienne et assurer la cohésion nécessaire entre toutes les activités du Programme spatial canadien.

Industrie
Agence spatiale canadienne

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998				Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Observation de la Terre	1,013	18,781	11,190	7,403	23,581	42,725
Télécommunications par satellites	6,834	2,500	15,577	.....	24,911	14,889
Programme canadien de la Station spatiale	96	51,121	.....	.....	51,217	85,858
Programme des astronautes canadiens	6,775	.....	.....	.....	6,775	8,783
Sciences spatiales	3,279	26,429	150	.....	29,858	33,464
Technologie spatiale	13,504	6,124	9,034	.....	28,662	23,566
Direction et coordination horizontale	18,736	421	376	.....	19,533	17,638
	50,237	105,376	36,327	7,403	184,537	226,923

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Sciences spatiales</i>		
Subvention à l'Université polytechnique Ryerson	150,000	150,000
<i>Technologie spatiale</i>		
Subventions pour les partenariats en recherche spatiale	500,000	600,000
Subventions pour les bourses d'études en recherches spatiales	150,000	125,000
Subventions pour les bourses d'études postdoctorales	100,000	150,000
<i>Direction et coordination horizontale</i>		
Université internationale de l'espace	175,000	175,000
Subventions dans le cadre du Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	56,000	35,000
Total des subventions	1,131,000	1,235,000
Contributions		
<i>Observation de la Terre</i>		
Contribution au Programme préparatoire d'observation de la terre de l'ASE (EOPP)	1,279,000	1,181,000
Contribution au Programme préparatoire de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire de l'ASE (POEM/ENVISAT)	9,911,000	10,621,000
<i>Télécommunications par satellites</i>		
Contribution au Programme de mission de technologie et de relais de données de l'ASE (DRTM)	1,041,000	2,255,000
Contribution au Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications de l'ASE (ARTÉS)	14,536,000	7,274,000
<i>Technologie spatiale</i>		
Contribution au Programme général de technologie de soutien de l'ASE (GSTP)	419,000	440,000
Contribution au budget général de l'Agence spatiale européenne (ASE)	7,865,000	8,407,000
<i>Direction et coordination horizontale</i>		
Contribution au Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	145,000	25,000
Total des contributions	35,196,000	30,203,000

Industrie
Agence spatiale canadienne

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Subventions pour la promotion du Programme spatial canadien et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale	55,000
Programme d'activités de reconnaissance et attribution de prix	100,000
Contribution au Programme européen du satellite de télédétection I de l'ASE (ERS-01)	2,480,000
Contribution au Programme européen du satellite de télédétection II de l'ASE (ERS-02)	4,193,000
Contribution au Programme de systèmes et de technologies de pointe de l'ASE (ASTP)	869,000
Contribution au Programme pour les utilisateurs de données de l'ASE (DUP)	210,000
Contribution à la promotion du Programme spatial canadien et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale	245,000
Total des postes non requis	8,152,000
Total	36,327,000	39,590,000

Industrie

Tribunal de la concurrence

Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes qui lui sont présentées en vertu de la Partie VIII de la *Loi sur la concurrence* à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et de certaines sociétés.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la Partie VIII de la *Loi sur la concurrence*. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	<u>Budgétaire</u> Fonction- nement	Total	
Tribunal de la concurrence	1,258	1,258	1,267
	1,258	1,258	1,267

Industrie

Commission du droit d'auteur

Objectif

Fixer des droits qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que les utilisateurs des oeuvres protégées par le droit d'auteur; et permettre l'utilisation d'oeuvres pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Description de l'activité

Commission du droit d'auteur

Créée le 1^{er} février 1989, et succédant à la Commission d'appel du droit d'auteur, la Commission du droit d'auteur a cinq champs de compétence distincts. Ils sont énoncés dans la *Loi sur le droit d'auteur*. Le mandat de la Commission se résume ainsi :

- établir des tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio (articles 70.61 à 70.67);
- établir des tarifs pour l'exécution publique de la musique (articles 67 à 69);
- fixer, à défaut d'entente entre les intéressés, les droits et modalités afférentes payables par un utilisateur à une société de gestion collective du droit d'auteur administrant un système d'octroi de licences (articles 70.2 à 70.4);
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser des oeuvres publiées dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 70.7);
- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés suite à l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 70.8).

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente sur les droits d'auteur à verser à une société de gestion peut la déposer auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la *Loi sur la concurrence* (article 70.5).

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Commission du droit d'auteur	841	841	840
	841	841	840

Industrie

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectif

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Description du financement par voie de crédits

Société d'expansion du Cap-Breton

Les paiements serviront aux activités de la Société d'expansion du Cap-Breton afin notamment d'accorder de l'aide aux entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion dans l'île du Cap-Breton, pour entreprendre des études et des programmes visant à favoriser le développement; pour aider à la formation et à l'emploi des étudiants; pour aider les municipalités et d'autres organismes relativement à des services qui faciliteront l'expansion économique de l'île du Cap-Breton; et pour aider à appuyer les secteurs de l'économie qui démontrent du potentiel pour la croissance économique.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Société d'expansion du Cap-Breton	8,654	11,200
Total des besoins budgétaires	8,654	11,200

Industrie

Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Objectif

Promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs, en mettant l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables, tout en concentrant les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneurship.

Description de l'activité

Promotion du développement économique des régions du Québec

Coordonner, appuyer et promouvoir le développement économique dans les régions du Québec, surtout par le biais d'ententes fédérales-provinciales avec la province de Québec pour les régions centrales et les régions-ressources, mais aussi par des programmes fédéraux conçus pour répondre à des besoins spécifiques.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promotion du développement économique des régions du Québec	27,412	268,995	296,407	369,234
	27,412	268,995	296,407	369,234

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Subventions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	1,055,975	300,000
Total des subventions	1,055,975	300,000

Industrie
Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente Travaux d'infrastructure Canada	74,000,000	160,945,000
Contributions au Programme de renforcement de la productivité manufacturière	2,036,900	5,030,267
Contributions au Programme de développement des entreprises	1,928,700	6,057,335
Contributions au Programme d'aide aux établissements de recherche	11,953,600	21,788,927
Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique	1,759,289	3,365,000
Contributions au Programme d'aide à l'innovation	969,225	3,215,310
Contributions au Programme de développement économique du saumon	1,154,800	2,517,229
Contributions au Programme d'aide aux zones défavorisées	1,230,000	2,761,467
Contributions au Programme d'appui à des activités soutenant le développement régional	104,438	309,782
Contributions au Programme d'aide aux projets d'infrastructures et d'attractions touristiques	91,096	1,658,421
Contributions aux Centres d'aide au développement technologique	120,000	392,896
Contributions au Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal	2,942,600	3,466,977
Contributions au Fonds de développement de Montréal	5,133,800	6,972,269
Contributions au Programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal	1,126,600	1,588,230
Contributions au Programme Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	50,000	306,285
Contributions à l'appui des équipements régionaux majeurs	237,709	1,000,560
Programme de développement régional pour le Québec	411,700	4,354,042
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	83,400,000	70,000,000
Entente Canada/Québec portant sur le désenclavement du territoire du sud-ouest de Montréal	500,000	2,000,000
Contributions à l'élaboration de l'infrastructure culturelle	200,000	4,130,558
Contributions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	60,092,506	21,905,944
Contributions au Programme de développement des collectivités	12,669,511	12,669,511
Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec	5,826,600	2,970,000
Total des contributions	267,939,074	339,406,010
Postes non requis		
Subventions à la Société de développement économique de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	.....	250,000
Subventions au Fonds de développement de Montréal	.....	18,805
Subventions au Fonds de développement régional (Québec)	.....	1,150,000
Contributions en vertu de la <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	.....	484,892
Contributions visant à inciter la participation des entreprises québécoises aux marchés publics fédéraux	.....	26,307
Contributions en vertu du Programme spécial de la région Laprade	.....	92,500
Total des postes non requis	.....	2,022,504
Total	268,995,049	341,728,514

Industrie

Conseil national de recherches du Canada

Objectif

Accentuer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada, par :

- le soutien de l'infrastructure scientifique et technologique canadienne;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises dans l'intérêt national;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises en collaboration avec l'industrie;
- une alimentation soutenue de la réserve nationale de main-d'oeuvre hautement qualifiée.

Description des activités

Recherche et développement dans l'intérêt national

Entreprendre et promouvoir la recherche et le développement en vue d'accroître la capacité et les investissements scientifiques et techniques nationaux.

Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale

Appuyer et promouvoir l'utilisation de la technologie et des connaissances par l'industrie et par la communauté scientifique canadienne pour favoriser la compétitivité industrielle et l'application des connaissances scientifiques.

Administration du programme

Assurer la gestion efficace du programme et des ressources du Conseil national de recherches.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		
Recherche et développement dans l'intérêt national	201,242	39,438	38,560	279,240	241,001
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	43,510	.....	83,953	127,463	115,066
Administration du programme	45,163	5,378	5,196	55,737	51,684
	289,915	44,816	127,709	462,440	407,751

*Le Budget des dépenses principal de 1996–1997 reflète des recettes nettes en vertu d'un crédit de \$37,834,000.

Industrie
Conseil national de recherches du Canada

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Administration du programme</i>		
Affiliations internationales	956,000	956,000
Subventions aux municipalités prévues par la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	4,240,000	4,240,000
Total des subventions	5,196,000	5,196,000
Contributions		
<i>Recherche et développement dans l'intérêt national</i>		
Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	15,000	615,000
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaii	3,253,000	3,253,000
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	32,954,000	19,277,000
Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	1,138,000	2,644,000
National Science Foundation des É.-U. dans le cadre du projet de construction des télescopes Gemini	1,200,000	.....
<i>Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	64,068,000	61,978,000
Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie	19,885,000	19,885,000
Total des contributions	122,513,000	107,652,000
Total	127,709,000	112,848,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié et des activités connexes.

Administration

Administration des programmes de subventions et bourses.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	417,164	417,164	432,737
Administration	16,691	.....	16,691	16,889
	16,691	417,164	433,855	449,626

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses	417,164,000	432,737,000
Total	417,164,000	432,737,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses octroyées à des personnes, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche, ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration

Activités à l'appui des programmes de subventions.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	87,152	87,152	83,426
Administration	7,270	.....	7,270	7,819
	7,270	87,152	94,422	91,245

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses	87,152,000	83,426,000
Total	87,152,000	83,426,000

Industrie

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager une normalisation efficiente et efficace au Canada lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative en vue de faire progresser l'économie nationale, de contribuer au développement durable, d'améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public, d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur, et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Description du financement par voie de crédits

Conseil canadien des normes

Paiements versés au Conseil canadien des normes pour les dépenses engagées dans le but d'atteindre ses objectifs : Coordonner les activités des organismes canadiens s'occupant de l'élaboration de normes et de l'évaluation de la conformité; accréditer les organismes s'occupant de l'élaboration de normes et de l'évaluation de la conformité; entériner les Normes nationales du Canada; participer aux activités des organismes internationaux de normalisation à titre de représentant du Canada.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Conseil canadien des normes	5,111	5,184
Total des besoins budgétaires	5,111	5,184

Industrie Statistique Canada

Objectif

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes nationales et internationales de la performance économique du Canada et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, de produire les données du recensement de la population et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, d'élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et d'en promouvoir l'utilisation, et de coordonner les activités de collecte et de données relatives aux questions sociales avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du Programme du Bureau.

Industrie
Statistique Canada

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Statistique économique internationale et nationale	80,463	.....	80,463	87,610
Statistique socio-économique	34,885	.....	34,885	38,660
Recensement et statistique sociale	40,198	13,630	26,568	180,119
Statistique des institutions	27,408	.....	27,408	27,841
Infrastructure technique	125,336	60,370	64,966	59,932
Services de gestion centrale	27,978	.....	27,978	28,734
	336,268	74,000	262,268	422,896

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Postes non requis		
Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique	8,280
Conférence des statisticiens du Commonwealth	5,500
Total	13,780

Industrie

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Objectif

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description de l'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest

Orienter plus efficacement, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Diversification de l'économie de l'Ouest	35,827	220,111	255,938	361,928
	35,827	220,111	255,938	361,928

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Subventions pour le programme de la Diversification de l'Ouest	5,000,000	5,000,000
Total des subventions	5,000,000	5,000,000

Industrie
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	130,952,000	160,973,000
Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest oeuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	5,000,000	16,000,000
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada aux termes des ententes Travaux d'infrastructure Canada	62,459,000	126,565,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	16,700,000	17,000,000
Total des contributions	215,111,000	320,538,000
Total	220,111,000	325,538,000

15 Justice

Ministère	15-3
Commission canadienne des droits de la personne	15-5
Commissaire à la magistrature fédérale	15-6
Cour fédérale du Canada	15-7
Comité du tribunal des droits de la personne	15-8
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	15-9
Cour suprême du Canada	15-10
Cour canadienne de l'impôt	15-11

Justice

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Justice			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	159,051	172,261
5	Subventions et contributions	256,283	261,170
(L)	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,543	18,153
Total du Ministère		433,926	451,633
Commission canadienne des droits de la personne			
10	Dépenses du Programme	12,598	14,279
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,577	1,438
Total de l'organisme		14,175	15,717
Commissaire à la magistrature fédérale			
15	Dépenses de fonctionnement	4,174	3,938
20	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	499	507
(L)	Paiements conformément à la <i>Loi sur les juges</i>	219,283	211,117
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	387	296
Total de l'organisme		224,343	215,858
Cour fédérale du Canada			
25	Dépenses du Programme	26,930	27,105
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,144	2,666
Total de l'organisme		30,074	29,771
*Comité du tribunal des droits de la personne			
30	Dépenses du Programme	1,852	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75	.....
Total de l'organisme		1,927	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
35	Dépenses du Programme	5,311	5,569
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	809	693
Total de l'organisme		6,120	6,262
Cour suprême du Canada			
40	Dépenses du Programme	10,038	10,172
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	3,349	3,421
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,048	903
Total de l'organisme		14,435	14,496
Cour canadienne de l'impôt			
45	Dépenses du Programme	10,031	10,245
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	885	747
Total de l'organisme		10,916	10,992

*Cette fonction se trouvait dans la section de la Commission canadienne des droits de la personne du Budget des dépenses principal de 1996-1997.

Justice Ministère

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la loi dotée d'un système de justice accessible, efficace et équitable.

Description des activités

Services gouvernementaux au client

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la loi et la politique gouvernementale.

Droit et orientation

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficace et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en oeuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

Administration

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée qui permettent la gestion interne optimale du Ministère et de ses ressources.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Services gouvernementaux au client	128,148	.....	128,148	142,915
Droit et orientation	16,113	256,283	272,396	279,108
Administration	33,382	.....	33,382	29,610
	177,643	256,283	433,926	451,633

Justice
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Droit et orientation</i>		
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada – Subvention d'administration	18,170	18,170
Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,140	1,500
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones	210,631	225,676
Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	12,274	12,320
British Institute of International and Comparative Law	7,220	13,000
Académie de droit international de La Haye	8,620	8,620
Fondation canadienne des droits de la personne	26,600	26,600
Institut national de la magistrature	133,000	140,000
Société canadienne des sciences judiciaires	40,000	40,000
Association canadienne des juges des cours provinciales	50,540	50,540
Subventions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre de politiques ou de programmes	300,000	300,000
Total des subventions	808,195	836,426
Contributions		
<i>Droit et orientation</i>		
Contribution aux provinces et aux territoires afin de contribuer aux services d'aide juridique	85,000,000	85,000,000
Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques offerts en vertu de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	150,000,000	152,000,000
Fonds pour le programme des conseillers parajudiciaires autochtones et autres projets connexes	4,500,000	4,500,000
Contributions aux provinces et aux territoires pour le programme du contrôle des armes à feu	11,382,000	13,990,330
Contributions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre de politiques ou de programmes	4,092,667	4,843,302
Contributions en vertu du Fonds pour la stratégie relative à la justice applicable aux autochtones	500,000	.....
Total des contributions	255,474,667	260,333,632
Total	256,282,862	261,170,058

Justice

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne

Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne* qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Commission canadienne des droits de la personne	14,175	14,175	15,717
	14,175	14,175	15,717

Justice

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et des juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la *Loi sur les juges*.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Paiement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Administration	4,795	.....	275	4,520	4,199
Conseil canadien de la magistrature	540	.....	.....	540	542
Traitements, indemnités et pensions des juges; montants forfaitaires versés aux conjoints; et pensions aux conjoints et enfants des juges	176,563	42,720	.....	219,283	211,117
	181,898	42,720	275	224,343	215,858

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges</i>		
(L) Montants forfaitaires versés au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès	146,000	146,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (S. R., c. J-1)	42,574,000	40,894,000
Total	42,720,000	41,040,000

Justice

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour fédérale du Canada

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonction- nement		
Le greffe de la Cour fédérale du Canada	30,074	30,074	29,771
	30,074	30,074	29,771

Justice

Comité du tribunal des droits de la personne

Objectif

Pour protéger et maintenir les droits de la personne pour tous les Canadiens, selon la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Description de l'activité

Comité du tribunal des droits de la personne

Pour garantir l'exécution et l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* grâce à la conduite d'audiences justes et efficaces et pour garantir le soutien administratif nécessaire afin que la conduite des audiences et des opérations des tribunaux à travers le Canada soit convenablement assurée.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Comité du tribunal des droits de la personne	1,927	1,927	.....
	1,927	1,927	.....

Justice

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur l'accès à l'information* accorde aux plaignants soient respectés; et que les plaignants, les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers touchés par les plaintes aient des possibilités raisonnables de faire valoir leurs points de vue auprès du Commissaire à l'information et que les enquêtes soient menées en profondeur et avec diligence;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*;
- soumettre à la Cour fédérale les problèmes d'interprétation de la *Loi sur l'accès à l'information* qui demandent son attention.

Commissaire à la protection de la vie privée:

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur la protection des renseignements personnels* confère aux plaignants soient respectés et que les renseignements sur les particuliers que détiennent les institutions fédérales soient bien protégés;
- inciter les institutions fédérales à pratiquer de plus en plus les méthodes de traitement équitable de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales, sur la foi de plaintes déposées par des particuliers qui soutiennent que des infractions à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été commises. Le Commissaire peut aussi prendre l'initiative d'une plainte. Le Commissaire peut comparaître au nom des plaignants, avec leur consentement ou en tant que partie, lors des recours en révision déposés devant la Cour fédérale à propos des institutions fédérales qui refusent la communication de certains renseignements en vertu de la Loi. Il rend compte de ses activités au Parlement chaque année et peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions aux plaignants. Le Commissaire examine les renseignements personnels conservés dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Il peut comparaître devant la Cour fédérale au nom d'un plaignant, moyennant consentement de celui-ci, pour faire réviser une décision de refuser l'accès prise par une institution fédérale. Le Commissaire fait rapport au Parlement tous les ans et il peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Il peut également effectuer des enquêtes spéciales à la demande du ministre de la Justice.

Administration

Fournir des services de soutien administratif au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
Commissaire à l'information	2,520	2,520	2,524
Commissaire à la protection de la vie privée	2,701	2,701	2,834
Administration	899	899	904
	6,120	6,120	6,262

Justice

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Paielement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada; paielement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Administration

Comprend le bureau du registraire, le bureau du registraire adjoint, la Bibliothèque, le Recueil des arrêts et les Services administratifs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	2,114	1,235	3,349	3,421
Administration	11,086	.....	11,086	11,075
	13,200	1,235	14,435	14,496

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges</i>		
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (L.R., 1985 ch. J-1)	1,235,000	1,349,000
Total	1,235,000	1,349,000

Justice

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les justiciables et le gouvernement du Canada sur des questions soulevées par la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* ou toute autre disposition législative en vertu de laquelle la Cour a compétence exclusive.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	10,916	10,916	10,992
	10,916	10,916	10,992

16 Parlement

Sénat 16-3

Chambre des communes 16-5

Bibliothèque du Parlement 16-7

Parlement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Parlement			
Sénat			
1	Dépenses du Programme	25,745	25,961
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires; et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	12,101	12,425
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,829	2,327
Total de l'organisme		40,675	40,713
Chambre des communes			
5	Dépenses du Programme	145,325	150,598
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	50,982	50,978
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,293	14,972
Total de l'organisme		213,600	216,548
Bibliothèque du Parlement			
10	Dépenses du Programme	15,494	15,107
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,105	1,847
Total de l'organisme		17,599	16,954

Parlement

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

Description des activités

Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs

Prestation de services législatifs aux sénateurs, notamment l'administration de leurs traitements et indemnités, les cotisations du Sénat à leur pension de retraite, des frais relatifs à leurs déplacements, déménagements, et télécommunications et de leur pension de retraite, comme l'autorise la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*.

Hauts fonctionnaires au service du Sénat

Traitements et autres dépenses relatifs aux bureaux du greffier du Sénat, et du conseiller parlementaire, à la direction des services d'information, au Gentilhomme huissier de la Verge noire, et au personnel de soutien.

Administration

Les secteurs suivants assurent les fonctions administratives nécessaires au rendement efficace et efficient du Sénat :

- Finances – L'administration des fonctions de gestion financière et de gestion du matériel du Sénat, y compris la rémunération et les avantages sociaux des sénateurs, les services professionnels, l'aide aux sénateurs en matière de recherche, la vérification interne ainsi que les services financiers, les rapports et le contrôle financiers; l'achat du matériel.
- Ressources humaines – L'administration des fonctions du personnel du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, la classification et les langues officielles.
- Services – L'administration des services de télécommunications et d'informatique; la prestation des services de messagers et des services postaux; la prestation de services d'imprimerie internes, l'entretien des locaux; la réparation de meubles, les métiers, le transport, et la prestation des services auxiliaires; ainsi que les services de pages dans la Chambre du Sénat.

Services législatifs et comités

Compte rendu, transcription, révision, mise en page et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et fourniture de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat. Examen, entrepris par les comités, de textes législatifs et d'études spéciales; conseil et recherche sur des questions législatives et de procédure ainsi que la participation du Sénat aux activités des associations parlementaires et aux échanges interparlementaires officiels.

Services de sécurité

Prestation de services de protection et de sécurité pour les sénateurs, le personnel, les visiteurs et les locaux; contrôle de la circulation et du stationnement; service de protection contre les incendies.

Parlement
Sénat

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	11,876	225	12,101	12,425
Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,909	.....	1,909	1,794
Administration	18,875	.....	18,875	19,371
Services législatifs et comités	4,445	290	4,735	3,965
Services de sécurité	3,055	.....	3,055	3,158
	40,160	515	40,675	40,713

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs</i>		
(L) Pensions aux sénateurs à la retraite (L.R., 1985 ch. M-5)	225,000	257,000
Total des subventions	225,000	257,000
Contributions		
<i>Administration</i>		
Contributions aux associations parlementaires	289,600	289,574
Total des contributions	289,600	289,574
Total	514,600	546,574

Parlement

Chambre des communes

Objectif

L'administration de la Chambre offre des services de soutien aux députés, individuellement et collectivement, pour les aider à remplir leurs fonctions de législateurs, de représentants des intérêts de leurs commettants, ainsi que d'autres fonctions diverses.

Description des activités

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Sont incluses dans cette activité les sommes versées annuellement aux députés à titre de traitements et d'indemnités, la contribution de la Chambre à leur régime de pensions et les dépenses de fonctionnement des députés. Il y a six sous-activités :

- traitements et indemnités des députés;
- budgets de bureau des députés;
- communications avec les commettants;
- déménagement et réorientation;
- biens et services fournis par la Chambre;
- budgets des agents supérieurs de la Chambre.

Services de la procédure

Sous la direction du greffier et du greffier adjoint, assurer la prestation d'information, de conseils, de services, de recherches, et de soutien en matière de procédure et de législation au président et aux députés, aux greffiers du Bureau, aux membres de comités et d'autres assemblées législatives. Préparer l'ordre du jour officiel et les procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; assurer le maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la révision et la publication des *Journaux*. Offrir un service de secrétariat aux comités et organiser la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires internationales et aux échanges officiels. S'ajoutent à ces services : la préparation des comptes rendus officiels et des index des délibérations de la Chambre des communes et des comités; la préparation technique et la production informatisée de toutes les publications parlementaires, des documents de procédure et d'autres documents et publications de la Chambre des communes.

Services de l'administration

Sous la direction du sous-greffier, Services de l'administration, assurer la prestation des services suivants :

- gestion financière et du matériel;
- gestion des ressources humaines;
- services de l'information;
- services de restauration;
- imprimerie;
- services juridiques;
- évaluation et revue des programmes.

Services de la Cité parlementaire

Sous la direction du sergent d'armes, veiller à l'aspect cérémonial qui vise à protéger la Chambre et la masse. Il incombe également aux Services de la Cité Parlementaire de protéger la vie et les biens et maintenir la paix et l'ordre à la Chambre. Le sergent d'armes doit veiller à fournir des locaux fonctionnels aux députés. En outre, il doit assurer un soutien logistique, des services d'entretien et de nettoyage, des services de télécommunications et de planification architecturale, ainsi qu'un service de soutien à la Tribune de la presse canadienne.

Restructuration

Cette activité comprend les fonds nécessaires pour assurer le financement des programmes de départ et de retraite anticipés qui visent à réduire le nombre total d'employés de la Chambre. Elle couvre également les salaires des employés dont les postes sont devenus excédentaires, ainsi que les coûts de recyclage des employés redéployés dans le cadre du processus de restructuration. Elle comprend également un fonds pour la formation et dotations en capital mineures aux fins d'initiatives touchant l'infrastructure.

Parlement
Chambre des communes

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Députés et agents supérieurs de la Chambre	123,875	.....	.....	123,875	123,892
Services de la procédure	22,685	656	14	23,327	25,664
Services de l'administration	34,594	.....	1,046	33,548	33,718
Services de la Cité parlementaire	29,484	.....	47	29,437	28,866
Restructuration	3,413	.....	.....	3,413	4,408
	214,051	656	1,107	213,600	216,548

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Contributions		
<i>Services de la procédure</i>		
Contributions aux associations parlementaires et de procédure	656,100	656,100
Total	656,100	656,100

Parlement

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir aux parlementaires des services de recherche, d'information, de documentation ainsi que d'autres services de bibliothèque et rendre accessible au grand public des renseignements sur le Parlement du Canada et ce, dans les deux langues officielles.

Description des activités

Services de bibliothèque et d'information

Fournir aux parlementaires et à leur personnel, de même qu'aux autres clients autorisés, un service de référence et d'information. Choisir, acquérir, conserver, maintenir, accroître et rendre accessible les collections de la bibliothèque principale ainsi que de ses succursales et salles de lecture. Prévoir les besoins d'information des clients et leur signaler les ouvrages nouveaux ou récemment acquis (livres, périodiques, banques de données, coupures de journaux, microformes, bandes magnétoscopiques et audio, etc.). Fournir au grand public des renseignements sur le Parlement; gérer les visites guidées, et la boutique de souvenirs, et coordonner les services aux visiteurs et les services d'éducation.

Service de recherche, d'analyse et de consultation

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services de bibliothèque et d'information	9,346	.....	9,346	9,330
Service de recherche, d'analyse et de consultation	5,484	.....	5,484	5,337
Administration	2,972	203	2,769	2,287
	17,802	203	17,599	16,954

17 Patrimoine canadien

- Ministère 17-5
- Conseil des Arts du Canada 17-12
- Bureau d'information du Canada 17-13
- Société Radio-Canada 17-14
- Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne 17-16
- Musée canadien des civilisations 17-17
- Musée canadien de la nature 17-18
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes 17-19
- Archives nationales du Canada 17-20
- Société du Centre national des Arts 17-22
- Commission des champs de bataille nationaux 17-23
- Commission de la capitale nationale 17-24
- Office national du film 17-25
- Musée des beaux-arts du Canada 17-27
- Bibliothèque nationale 17-28
- Musée national des sciences et de la technologie 17-29
- Commission de la fonction publique 17-30
- Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice 17-33

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Patrimoine canadien		
Ministère		
<i>Programme des services de gestion ministériels</i>		
1	76,361	74,097
(L) 1	49	49
(L) 1	8,708	7,674
<i>Total du Programme</i>	85,118	81,820
<i>Programme de l'identité canadienne</i>		
5	55,819	56,266
10	497,059	404,461
15	57,900	58,000
(L) 15	930	930
(L) 15	408	390
(L) 15	152	137
(L) 15	5,982	5,078
Total du budgétaire	618,250	525,262
L20	10	10
<i>Total du Programme</i>	618,260	525,272
<i>Programme Parcs Canada</i>		
25	150,111	168,187
30	116,401	121,898
(L) 30	556	956
(L) 30	2,497	.....
(L) 30	22,112	19,907
<i>Total du Programme</i>	291,677	310,948
Total du Ministère		
995,055		
918,040		
Conseil des Arts du Canada		
35	88,668	90,801
Total de l'organisme		
88,668		
90,801		
Bureau d'information du Canada		
40	19,440	.....
(L) 40	476	.....
Total de l'organisme		
19,916		
Société Radio-Canada		
45	748,390	818,329
50	4,000	4,000
55	105,504	140,829
Total de l'organisme		
857,894		
963,158		

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
60 Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	81,063	91,315
Total de l'organisme	81,063	91,315
Musée canadien des civilisations		
65 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	45,568	44,100
Total de l'organisme	45,568	44,100
Musée canadien de la nature		
70 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	20,558	24,145
Total de l'organisme	20,558	24,145
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
75 Dépenses du Programme	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,769	3,271
Total de l'organisme	3,769	3,271
Archives nationales du Canada		
80 Dépenses du Programme	41,689	45,697
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,474	4,130
Total de l'organisme	46,163	49,827
Société du Centre national des Arts		
85 Paiements à la Société du Centre national des Arts	19,573	17,421
Total de l'organisme	19,573	17,421
Commission des champs de bataille nationaux		
90 Dépenses du Programme	5,510	1,878
(L) Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	700	300
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183	155
Total de l'organisme	6,393	2,333
Commission de la capitale nationale		
95 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	37,356	45,761
100 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	20,493	16,995
105 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13,260	13,438
Total de l'organisme	71,109	76,194
Office national du film		
110 Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement	57,315	64,809
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film	375	375
Total de l'organisme	57,690	65,184

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Musée des beaux-arts du Canada		
115 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	29,483	28,823
120 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000	3,000
Total de l'organisme	32,483	31,823
Bibliothèque nationale		
125 Dépenses du Programme	26,759	28,913
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,902	2,635
Total de l'organisme	29,661	31,548
Musée national des sciences et de la technologie		
130 Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	19,187	19,636
Total de l'organisme	19,187	19,636
Commission de la fonction publique		
135 Dépenses du Programme	100,024	102,179
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,182	10,941
– Poste non requis		
– Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	.....	189
Total de l'organisme	112,206	113,309
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice		
140 Dépenses de fonctionnement	8,045	7,716
145 Subventions	8,165	8,165
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	901	682
Total de l'organisme	17,111	16,563

Patrimoine canadien
Ministère
Programme des services de gestion ministériels

Objectif

Assurer le leadership et un appui aux activités ministérielles dans la mise en oeuvre des programmes pour permettre au Ministère de réaliser son mandat et de rendre compte de ses activités.

Description des activités

Coordination

Orientation stratégique, coordination des politiques, recherche et communication, services dans le domaine des ressources humaines, de l'administration, des finances, de la gestion de l'information, des services juridiques, de l'évaluation de programmes et de la vérification interne offerts au siège social.

Soutien dans les régions

Prestation de services dans les domaines des ressources humaines, de l'administration, des finances, des communications, de la gestion de l'information, des services juridiques, de l'évaluation de programmes et de la vérification interne, au niveau régional, nécessaires à la mise en oeuvre des programmes.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Coordination	54,623	54,623	50,612
Soutien dans les régions	30,495	30,495	31,208
	85,118	85,118	81,820

Patrimoine canadien
Ministère
Programme de l'identité canadienne

Objectif

Favoriser l'épanouissement d'un sens profond de l'identité canadienne, axé sur des valeurs et des buts communs, en vue de renforcer les fondations sur lesquelles le Canada peut grandir et prospérer.

Description des activités

Développement culturel et patrimoine

L'activité comprend la conception de politiques et de programmes liés à la radiodiffusion, au film, à la vidéo et à l'enregistrement sonore, à l'édition et au droit d'auteur, au patrimoine culturel, aux arts de la scène, aux arts visuels et à la littérature. Les programmes ministériels regroupés sous cette activité appuient les industries culturelles et les organismes du patrimoine ayant un rayonnement international, national et interprovincial. Font également partie de cette activité les responsabilités en matière de politique pour les organismes culturels inclus dans le portefeuille du Ministre.

Langues officielles

Cette activité consiste en l'exécution du programme des langues officielles dans l'enseignement et du programme de promotion des langues officielles en trois volets d'activités : collaboration intergouvernementale, appui aux communautés linguistiques, et promotion et dialogue.

Participation

L'activité est responsable de la mise en oeuvre des programmes liés au multiculturalisme, au sport, et à l'identité canadienne.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998						Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire		
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		Prêts, dotations en capital et avances	Total	
Développement culturel et patrimoine	85,301	152,995	1,788	236,508	10	236,518	142,538
Langues officielles	5,877	226,832	.....	232,709	.....	232,709	242,130
Participation	31,241	117,792	.....	149,033	.....	149,033	140,604
	122,419	497,619	1,788	618,250	10	618,260	525,272

Patrimoine canadien
Ministère
Programme de l'identité canadienne

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :		
Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	663,680	663,680
Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	5,662,250	5,662,250
Subvention au Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î.-P.-É.)	1,125,000	1,200,000
<i>Langues officielles</i>		
Subventions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	32,279,080	29,779,080
<i>Participation</i>		
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres niveaux de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la Fête du Canada	11,598,800	4,682,800
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	19,144,820	18,507,820
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale :		
Terre-Neuve	22,800	22,800
Île-du-Prince-Édouard	13,680	13,680
Nouvelle-Écosse	15,200	15,200
Nouveau-Brunswick	15,200	15,200
Québec	22,800	22,800
Ontario	22,800	22,800
Manitoba	19,000	19,000
Saskatchewan	19,000	19,000
Alberta	19,000	19,000
Colombie-Britannique	22,800	22,800
Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones oeuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones	5,486,560	20,548,840
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	408,000	390,000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	152,000	137,000
Total des subventions	76,712,470	81,763,750

Patrimoine canadien
Ministère
Programme de l'identité canadienne

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :		
Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	2,259,750	2,259,750
Contribution à l'Association des musées canadiens	314,250	314,250
Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	200,000	200,000
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :		
Contributions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	6,648,280	6,742,250
Contribution à la salle de concert d'Edmonton	2,000,000	4,020,000
Contributions à des organismes de publication et d'enregistrement sonore pour améliorer leur développement et leur distribution :		
Contributions au Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	16,830,000	13,158,000
Contributions au Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4,200,000	4,200,000
Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	5,100,000	5,600,000
Contributions au Fonds de télévision et de câblodistribution pour la production d'émissions canadiennes	100,000,000	.....
Contributions aux termes d'ententes fédérales-provinciales pour appuyer le développement culturel régional	650,000	769,290
Contributions aux organismes de service nationaux dans les domaines des arts, de la culture, du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore en vue d'appuyer leurs services et des projets spéciaux	390,000	390,000
Contribution à la Fondation canadienne des arts autochtones	475,000	475,000
Contributions à l'École nationale de ballet, à l'École nationale de théâtre et à l'École nationale de cirque	6,477,000	6,477,000
<i>Langues officielles</i>		
Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	187,988,080	199,936,480
Contributions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, à des administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	6,565,000	6,566,000

Patrimoine canadien
Ministère
Programme de l'identité canadienne

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Participation</i>		
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs privé et public et aux autres niveaux de gouvernement dans le but de favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la Fête du Canada	5,782,100	4,177,500
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	186,740	186,740
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones oeuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones	26,405,686	12,762,406
Contributions à des organismes nationaux de sport amateur	28,235,114	28,674,114
Contributions au Centre canadien du sport et de la condition physique	750,000	1,500,000
Contributions à des athlètes amateurs d'élite	7,250,000	7,250,000
Contributions aux organismes commanditaires de jeux omnisports régionaux, nationaux et internationaux	12,200,000	11,400,000
Total des contributions	420,907,000	317,058,780
Postes non requis		
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et appuyer le développement culturel :		
Contributions à des projets d'infrastructure culturelle	.....	800,000
Contributions à des organismes de publication et d'enregistrement sonore pour améliorer leur développement et leur distribution :		
Contributions au Programme d'aide à la distribution des publications (livres)	.....	4,366,000
Contributions à l'appui d'initiatives de formation dans le domaine du film et de la vidéo	.....	1,000,000
Total des postes non requis	.....	6,166,000
Total	497,619,470	404,988,530

Patrimoine canadien
Ministère
Programme Parcs Canada

Objectif

Commémorer, protéger et présenter les hauts lieux du patrimoine naturel et culturel du Canada, afin de permettre aux Canadiens de les comprendre, d'en jouir et d'en profiter, de façon à assurer l'intégrité écologique et à préserver la valeur commémorative de ce patrimoine pour les générations actuelles et à venir.

Description des activités

Exploitation

Protection et gestion des ressources naturelles et culturelles à l'intérieur des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et autres aires du patrimoine; présentation au public de programmes d'éducation et d'interprétation pour lui donner la chance de comprendre et d'apprécier ces ressources; fourniture d'information aux visiteurs et de services permettant au public d'apprécier les ressources; exploitation et entretien des installations qui soutiennent ces activités.

Aménagement

Établissement et aménagement de nouveaux lieux et ressources du patrimoine protégés, parachèvement ou mise en valeur des lieux et ressources du patrimoine existants; élaboration et mise en oeuvre de la législation, des politiques, de la recherche et des plans qui permettent l'exécution de ces activités.

Gestion du Programme et services techniques

Orientation et administration du Programme Parcs Canada et prestation de divers services spécialisés et techniques en matière d'architecture et de génie, d'immobilisations, de mise en marché et d'analyses socio-économiques et de gestion.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998				Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Exploitation	209,467	100,331	282	70,165	239,915	251,012
Aménagement	17,395	16,140	4,068	.....	37,603	42,650
Gestion du Programme et services techniques	6,235	7,924	.....	.....	14,159	17,286
	233,097	124,395	4,350	70,165	291,677	310,948

Patrimoine canadien
 Ministère
Programme Parcs Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Aménagement</i>		
Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	37,845	37,845
Total des subventions	37,845	37,845
Contributions		
<i>Exploitation</i>		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	282,000	282,272
<i>Aménagement</i>		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	2,030,155	2,439,613
Héritage patrimonial marin du Pacifique	2,000,000	.....
Total des contributions	4,312,155	2,721,885
Total	4,350,000	2,759,730

Patrimoine canadien

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'Unesco au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'Unesco à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Description du financement par voie de crédits

Arts

Aide à certains artistes, sous forme de bourses de travail libre et de perfectionnement et de bourses de projet et de voyage, accordées à la suite de concours; subventions annuelles aux organismes artistiques qui permettent à l'artiste de rejoindre le public intéressé; aide à des initiatives particulières conçues pour rejoindre un nouveau public; aide aux institutions ou entreprises nationales qui fournissent, au besoin, des services spéciaux dans le domaine des arts. Administration du programme de versements de droit de prêt public aux auteurs.

Commission canadienne pour l'Unesco

Coordination de l'élaboration des activités de l'Unesco au Canada et de la participation du Canada aux activités de l'Unesco à l'étranger; aide au ministère des Affaires étrangères et Commerce international dans l'élaboration future des programmes de l'Unesco.

Administration

Services ordinaires et spéciaux, et services de soutien nécessaires, y compris la gestion du portefeuille d'investissement et des comptes du Conseil.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Arts	89,905	90,957
Commission canadienne pour l'Unesco	815	1,000
Administration	5,848	6,744
Total partiel	96,568	98,701
Moins :		
Intérêts et dividendes sur placements	7,500	7,500
Annulation de subventions autorisées au cours d'années antérieures et remboursements	400	400
Total partiel	7,900	7,900
Total des besoins budgétaires	88,668	90,801

Patrimoine canadien

Bureau d'information du Canada

Objectif

Le Bureau d'information du Canada renforcera chez les Canadiennes et les Canadiens le sentiment d'appartenance à un pays moderne et dynamique, et il mettra en lumière le rôle que joue le gouvernement du Canada ainsi que le renouvellement de la fédération.

Description de l'activité

Bureau d'information du Canada

Met à la disposition des Canadiennes et des Canadiens une information exacte au sujet du Canada, de ses citoyens et de ses réalisations, et fait en sorte que les Canadiennes et Canadiens soient conscients du rôle que joue le gouvernement du Canada, par ses activités, ses programmes et ses services, dans la réalisation des objectifs nationaux et la satisfaction des besoins de la population.

Appuie les Canadiens et les Canadiennes qui souhaitent contribuer à la promotion de l'identité canadienne et à l'édification d'un Canada meilleur en établissant des liens et des initiatives de partenariats avec des groupes et des particuliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Bureau d'information du Canada	19,916	19,916	.....
	19,916	19,916	.....

Patrimoine canadien

Société Radio-Canada

Objectif

Exploiter un service national de radio et de télévision dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens et l'offrir, dans les deux langues officielles, à tous les Canadiens.

Description du financement par voie de crédits

Les principales activités de la Société pour la réalisation de ses objectifs sont décrites ci-dessous.

Activités de programmation de la télévision et de la radio

Cette activité englobe tous les principaux services de diffusion, radio ou télévision, en français ou en anglais, à l'échelon national, régional ou local. Cela comprend :

- la planification de chaque émission et des grilles de diffusion;
- l'acquisition d'émissions auprès d'autres organismes ou entreprises de production;
- la production d'émissions à l'interne;
- la gestion opérationnelle et les services offerts aux divers centres de production et de transmission, comme la supervision des émissions, la recherche en programmation, l'ingénierie, les ressources humaines, les services financiers et administratifs, et la gestion locale.

Distribution des services de télévision et de radio

Distribution, dans la mesure du possible, du service national de radiodiffusion dans toutes les parties du pays au moyen des installations de la Société ou d'installations privées. La distribution peut s'effectuer par satellite, par voie d'ondes ultracourtes et par ligne terrestre. Cette activité comprend également la distribution du signal à chaque récepteur de radio et de télévision au moyen des émetteurs de la Société, par l'entremise d'affiliées du secteur privé payées pour diffuser les émissions de Radio-Canada, ou par le biais d'installations qui permettent de différer ou de devancer la diffusion des émissions, selon les fuseaux horaires qui découpent le pays.

Administration nationale

Fonctions dont la Société doit s'acquitter sur une base nationale, notamment la haute direction, la formulation des politiques et des normes, la planification stratégique et les relations externes.

Recettes nettes

Comprend les recettes publicitaires, les ventes d'émissions, les recettes diverses et les recettes des services spécialisés (CBC Newsworld, le Réseau de l'information et Radio Canada International), déduction faite des dépenses.

Activités d'immobilisations

Représente les dépenses en immobilisations pour le remplacement de l'équipement désuet ou usé, pour les améliorations essentielles au maintien de l'équipement existant afin d'assurer l'efficacité des opérations et pour les autres projets qui permettront de réduire les coûts d'exploitation.

Patrimoine canadien
Société Radio-Canada

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Activités de programmation de la télévision et de la radio	1,002,469	1,067,805
Distribution des services de télévision et de radio	134,534	146,927
Administration nationale	19,915	21,692
Total partiel	1,156,918	1,236,424
Moins :		
Postes ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants	135,493	129,436
Total partiel	1,021,425	1,106,988
Moins :		
Recettes nettes	273,035	288,659
Total Dépenses d'exploitation	748,390	818,329
Fonds de roulement	4,000	4,000
Activités d'immobilisations	105,504	140,829
Total des besoins budgétaires	857,894	963,158

Nota : Les chiffres de 1996-1997 ont été rajustés afin de tenir compte de la structure d'activité de 1997-1998.

Patrimoine canadien

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

Description du financement par voie de crédits

Administration

Dépenses et traitements des membres, de la direction, du personnel, des conseillers techniques et professionnels; coût des services de soutien nécessaires à l'évaluation, au choix et à la gestion des projets à encourager.

Placements, prêts, promotion et distribution

Mises de fonds de la Société, y compris l'aide à la production, la distribution et la promotion de longs métrages canadiens qui paraissent rentables et l'aide au doublage et au sous-titrage dans l'une ou l'autre langue officielle.

Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes

Aide financière pour la production d'émissions télévisées en vertu de la politique nationale de la radio-télédiffusion.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Administration	12,700	13,500
Placements, prêts, promotion et distribution	51,648	55,024
Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes	50,000	50,791
Total partiel	114,348	119,315
Moins :		
Recettes prévues	33,285	28,000
Total des besoins budgétaires	81,063	91,315

Patrimoine canadien

Musée canadien des civilisations

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Description du financement par voie de crédits

Collections et accès à l'information

La prestation des services de conservation et de bibliothèque et la gestion de l'information relative aux artefacts.

Recherche

Les recherches et les publications sur la collection afin d'améliorer l'exécution des programmes et des recherches et d'accroître les connaissances scientifiques.

Expositions et programmes

Les expositions et les programmes éducatifs et culturels pour appuyer les objectifs du Musée canadien des civilisations.

Affaires publiques et développement

Les relations publiques et les relations avec les médias, la publicité, le marketing, les événements spéciaux, la collecte de fonds et le développement.

Musée canadien de la guerre

Un musée affilié au Musée canadien des civilisations qui est voué à l'histoire militaire du Canada et à son engagement permanent à l'égard du maintien de la paix.

Installations matérielles

Les services d'accueil et de protection et la gestion des installations.

Services au Musée

La gestion supérieure, la vérification et l'évaluation, les activités commerciales, les finances et l'administration, la gestion des ressources humaines et les systèmes d'information.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Collections et accès à l'information	4,774	5,648
Recherche	4,125	4,429
Expositions et programmes	10,667	9,968
Affaires publiques et développement	2,471	2,686
Musée canadien de la guerre	2,848	3,490
Installations matérielles	20,018	16,202
Services au Musée	11,950	11,718
Total partiel	56,853	54,141
Moins :		
Recettes de la Société	11,285	10,041
Total des besoins budgétaires	45,568	44,100

Patrimoine canadien

Musée canadien de la nature

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Description du financement par voie de crédits

Recherche

S'engage à faire de la recherche pour accroître la connaissance et aider à l'élaboration des activités du Musée et appuyer le Canada et la communauté scientifique internationale.

Collections

Établit, conserve et développe une collection d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de renseignements pour la recherche et la postérité.

Programmes publics

Élabore et maintient des expositions, des programmes et des activités pour accroître la connaissance, l'appréciation et le respect du monde naturel en démontrant le monde naturel à l'aide principalement de la recherche et de la collection du Musée.

Services intégrés

Fournit l'orientation générale et assure le contrôle de la gestion des processus et des systèmes et services administratifs, y compris les plans intégrés et les plans d'affaires, ainsi que les services financiers, des ressources humaines et d'administration.

Installations

Planifie, élabore et coordonne les projets d'investissements, la gestion des installations et les services de protection pour les opérations du Musée.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Recherche	2,840	3,365
Collections	3,161	2,294
Programmes publics	5,187	4,588
Services intégrés	2,794	7,728
Installations	8,816	10,495
Total partiel	22,798	28,470
Moins :		
Recettes de la Société	2,240	4,325
Total des besoins budgétaires	20,558	24,145

Patrimoine canadien

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Réglementer et surveiller tous les aspects du système canadien de radiodiffusion en vue de mettre en oeuvre la politique de radiodiffusion énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion*; et réglementer les télécommunications au Canada en vue de mettre en oeuvre la politique énoncée dans la *Loi sur les télécommunications*.

Description des activités

Radiodiffusion

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les exigences futures, et d'assurer le respect des lois, des conditions de licences et des règlements.

Télécommunications

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la *Loi sur les télécommunications* et d'autres lois, et ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée socio-économique, politique et technologique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Haute direction

Comprend les membres du Conseil, les bureaux de la direction, le contentieux, les services d'information et d'administration pour soutenir le Conseil et les activités de quatre bureaux régionaux.

Services intégrés

Offrir des services consultatifs et de soutien, y compris les finances, les ressources humaines, la vérification et l'évaluation, l'informatique, la planification, l'administration et la bibliothèque.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Radiodiffusion	10,036	8,867	1,169	1,046
Télécommunications	8,903	7,819	1,084	921
Haute direction	7,963	6,979	984	823
Services intégrés	5,934	5,402	532	481
	32,836	29,067	3,769	3,271

Patrimoine canadien

Archives nationales du Canada

Objectif

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadiens et contribuer à la protection des droits et à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale :

- en acquérant et en conservant les documents privés et publics d'importance nationale, en favorisant l'accès à ceux-ci et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en appuyant les activités et la communauté archivistiques et les milieux des archives.

Description des activités

Développement et gestion des fonds d'archives

Englobe l'acquisition, le contrôle et la conservation des documents fédéraux et des documents ministériels ayant une valeur historique à long terme, et des documents privés qui illustrent le développement du Canada et ont une valeur nationale durable.

Gestion de l'information gouvernementale

Englobe les sous-activités liées au contrôle de l'élimination des documents des institutions fédérales et des documents ministériels, aux services relatifs à la gestion de l'information consignée offerts à ces institutions et aux opérations des centres fédéraux de documents.

Services, sensibilisation et appui

Comprend les services de références offerts aux utilisateurs des fonds des Archives nationales, l'appui apporté à la communauté archivistique et à celle de la gestion des documents et la sensibilisation du public aux services et aux fonds des Archives nationales.

Administration

Appuie la gestion et l'administration efficaces des ressources matérielles, financières et humaines des Archives nationales ainsi que la gestion de l'information. Cette activité appuie aussi la Bibliothèque nationale du Canada au niveau de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et des locaux.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		
Développement et gestion des fonds d'archives	15,865	.....	.....	15,865	16,357
Gestion de l'information gouvernementale	6,207	.....	.....	6,207	7,579
Services, sensibilisation et appui	7,679	.....	1,878	9,557	9,782
Administration	13,122	1,412	.....	14,534	16,109
	42,873	1,412	1,878	46,163	49,827

Patrimoine canadien
Archives nationales du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
Conseil canadien des archives	600,000	600,000
Alliance pour le patrimoine audiovisuel canadien	75,000	.....
Total des subventions	675,000	600,000
Contributions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	675,000	734,000
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	528,000	575,000
Total des contributions	1,203,000	1,309,000
Total	1,878,000	1,909,000

Patrimoine canadien

Société du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Description du financement par voie de crédits

Programmes des arts d'interprétation

L'organisation de représentations par l'Orchestre du Centre national des Arts; la présentation d'artistes et de compagnies de musique, de théâtre, de danse et de variétés au Centre; la production et la coproduction de spectacles avec d'autres compagnies d'arts d'interprétation canadiennes, et la commande d'oeuvres dans le domaine des arts d'interprétation; l'organisation ou la commandite d'émissions de radio et de télévision émanant du Centre; la présentation de films au Centre; et, à la demande du gouvernement canadien ou du Conseil des Arts du Canada, l'organisation de représentations ailleurs au Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes ou étrangères, et de représentations à l'extérieur du Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes.

Services de soutien à la programmation

Le soutien des programmes d'arts d'interprétation au moyen des services à la billetterie, aux salles, à la production et au marketing.

Services commerciaux

L'exploitation du garage, du restaurant, des bars d'entracte, du service des banquets et de la location des salles.

Exploitation des édifices

La gestion et l'entretien des édifices ainsi que la prestation de services de sécurité.

Services administratifs

La prestation des services de la haute direction, du conseil d'administration, des communications de la Société, des services financiers, de la planification financière, des ressources humaines, des systèmes d'information de gestion de même que des approvisionnements et services.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Programmes des arts d'interprétation	11,465	12,697
Services de soutien à la programmation	2,581	2,578
Services commerciaux	5,964	5,559
Exploitation des édifices	10,930	7,368
Services administratifs	3,484	3,622
Total partiel	34,424	31,824
Moins :		
Recettes de la Société	14,851	14,403
Total des besoins budgétaires	19,573	17,421

Patrimoine canadien

Commission des champs de bataille nationaux

Objectif

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

Description des activités

Conservation et mise en valeur

Les actions de la Commission sont regroupées en une seule activité désignée «Conservation et mise en valeur» qui se subdivise en trois sous-activités :

- l'administration;
- la conservation : préservation, entretien et surveillance pour assurer un environnement sûr et stable, atténuer l'usure et la détérioration et retarder ou prévenir les dommages;
- la mise en valeur (des ressources historiques, culturelles, récréatives et naturelles du territoire) : l'accueil des visiteurs, les installations et services, l'interprétation, la sensibilisation du public, la diffusion d'information, les expositions, l'offre d'activités et moyens de participation du public et l'aménagement paysager.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital		
Conservation et mise en valeur	6,188	205	6,393	2,333
	6,188	205	6,393	2,333

Patrimoine canadien

Commission de la capitale nationale

Objectif

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par le biais de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

Description du financement par voie de crédits

Aménagement de la région de la capitale nationale

Orienter l'aménagement physique et l'utilisation des terrains fédéraux, et coordonner les travaux de design et d'aménagement de manière à en assurer l'excellence, en tenant compte du rôle et de l'importance de la capitale du Canada.

Gestion et développement des biens immobiliers

Gérer et protéger les biens d'intérêt national de la capitale du Canada afin de les préserver pour les générations futures.

Promotion et animation de la région de la capitale nationale

Accroître la sensibilisation des Canadiens qui vivent à l'extérieur de la région de la capitale nationale au rôle de la région de la capitale au moyen de campagnes de promotion nationales, de contacts en matière de communications (radiodiffusion) et d'activités de rayonnement et présenter la capitale aux visiteurs comme un lieu permettant de faire l'expérience du patrimoine canadien, de la culture et des réalisations de notre pays au moyen de divers services, activités et programmes.

Services corporatifs

Encourager une utilisation efficace et productive des ressources et fournir des services corporatifs à tous les autres secteurs d'activités.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Aménagement de la région de la capitale nationale	1,989	2,364
Gestion et développement des biens immobiliers	63,717	63,909
Promotion et animation de la région de la capitale nationale	12,153	12,570
Services corporatifs	20,853	22,541
Total partiel	98,712	101,384
Moins :		
Recettes	27,603	25,190
Total des besoins budgétaires	71,109	76,194

Patrimoine canadien

Office national du film

Objectif

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

Description de l'activité

Opérations de l'Office national du film

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base :

- La programmation qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.
- La distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères du gouvernement. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La recherche technique qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.
- La formation qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma.
- L'administration, dont la haute direction et les services liés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998			Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
* Opérations de l'Office national du film	66,271	319	8,900	57,690	65,184
	66,271	319	8,900	57,690	65,184

*Cette activité est financée par un fonds renouvelable. Les prévisions figurant dans le présent tableau représentent les besoins de trésorerie pour l'exercice financier. Ces besoins ne tiennent normalement pas compte du déficit de fonctionnement de l'Office étant donné qu'ils sont calculés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Patrimoine canadien
Office national du film

**Autre ventilation des opérations de l'Office national du film
(Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Dépenses	Recettes	Dépenses (recettes) excédentaires	
Programmation	52,366	8,000	44,366	48,610
Distribution	5,888	900	4,988	5,412
Recherche technique	813	.....	813	837
Formation	250	.....	250	1,850
Administration	6,898	.....	6,898	8,100
Total partiel	66,215	8,900	57,315	64,809
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	.....	.....	.....	.....
Augmentation de l'imputation nette accumulée déduite du fonds renouvelable	375	.....	375	375
Budget des dépenses principal (besoins de trésorerie nets)	66,590	.....	57,690	65,184

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Opérations de l'Office national du film</i>		
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	12,000	15,000
Total des subventions	12,000	15,000
Contributions		
<i>Opérations de l'Office national du film</i>		
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne	307,000	304,000
Total des contributions	307,000	304,000
Total	319,000	319,000

Patrimoine canadien

Musée des beaux-arts du Canada

Objectif

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Description du financement par voie de crédits

Collectionner

Acquérir, préserver et étudier des oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines, canadiennes et étrangères, et constituer une documentation sur ces oeuvres pour bien illustrer le patrimoine canadien en arts visuels et s'en servir dans ses programmes.

Éduquer et communiquer

Favoriser la connaissance, la compréhension et l'appréciation des arts visuels chez les Canadiens, et faire connaître les collections tant au Canada qu'à l'étranger.

Fournir des installations

Offrir, pour la préservation et l'exposition des collections nationales d'oeuvres d'art, un lieu sûr et adéquat qui soit ouvert et accessible au public.

Administrer

Assurer la direction et la surveillance; administrer les ressources et les mettre en valeur efficacement.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Collectionner	7,956	7,651
Éduquer et communiquer	11,995	12,188
Fournir des installations	15,212	13,115
Administrer	3,520	3,520
Total partiel	38,683	36,474
Moins :		
Recettes de la Société	6,200	4,651
Total des besoins budgétaires	32,483	31,823

Patrimoine canadien

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale

La Bibliothèque est divisée en quatre secteurs fonctionnels pour faciliter la réalisation de son objectif :

- Acquisitions et services bibliographiques comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ses collections, à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques, ainsi qu'à la création et la mise à jour d'une base de données nationale.
- Services de recherche et d'information sont chargés de gérer les collections de la Bibliothèque, de les sauvegarder et d'y donner accès, ainsi que de fournir des services complets de recherche et de référence aux Canadiens et aux bibliothèques canadiennes.
- Services de technologie de l'information ont la responsabilité d'élaborer, d'entretenir et d'exploiter les systèmes informatiques qui sont fournis à la Bibliothèque nationale et aux bibliothèques canadiennes et à la communauté de l'information.
- Le secteur Politique, planification et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, l'élaboration des politiques et la planification pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination de la gestion des ressources d'information ministérielles, les activités nationales et internationales liées aux principales activités de programme de la Bibliothèque, et la gestion de la fonction des communications, y compris les programmes publics, le marketing et l'édition. Ces activités sont la responsabilité du personnel des secteurs de la Politique et la planification, la gestion des ressources en information, les programmes nationaux et internationaux, les communications et le bureau de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bibliothèque nationale	29,589	72	29,661	31,548
	29,589	72	29,661	31,548

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Bibliothèque nationale</i>		
Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11,000	11,000
Système international de données sur les publications en série	61,000	61,000
Total	72,000	72,000

Patrimoine canadien

Musée national des sciences et de la technologie

Objectif

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technique du Canada.

Description du financement par voie de crédits

La Société comprend deux établissements : le Musée national des sciences et de la technologie et le Musée national de l'aviation. Les deux établissements partagent les activités conjointes de soutien telles le personnel, les finances, le développement et la gestion des installations.

Les musées ont comme mission de préserver et de faire connaître le patrimoine scientifique et technologique du Canada. La préservation du patrimoine s'accomplit par le développement et la gestion de la collection; la diffusion des connaissances consiste à transmettre l'information obtenue par le développement de la collection, de même que les principes scientifiques et technologiques connexes, et se fait par le biais de programmes publics. Les objectifs généraux suivants orientent les activités afférentes aux fonctions principales de préservation du patrimoine et de diffusion des connaissances :

Préservation du patrimoine

- Développer et gérer une collection représentative d'objets et de documents d'importance historique et technique pouvant servir aux Canadiens à comprendre comment les sciences et la technologie ont transformé leur existence, le font à l'heure actuelle et continueront de le faire.
- Rendre la collection physiquement et intellectuellement accessible à un vaste public.

Diffusion des connaissances

- Présenter aux Canadiens leur patrimoine scientifique et technologique pour qu'ils apprécient davantage le rôle joué par les sciences et la technologie dans la construction de leur pays.
- Illustrer les lois et les théories fondamentales des sciences et les principes sous-jacents de la technologie, dans le but d'encourager une attitude positive envers les sciences.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Musée national des sciences et de la technologie	13,058	13,304
Musée national de l'aviation	5,949	5,555
Activités conjointes de soutien	4,014	4,444
Total partiel	23,021	23,303
Moins :		
Recettes de la Société	3,834	3,667
Total des besoins budgétaires	19,187	19,636

Patrimoine canadien

Commission de la fonction publique

Objectif

Aider au maintien d'une fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des fonctionnaires qualifiés sont déployés pour satisfaire aux nécessités du service et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

Description des activités

Programmes de dotation

L'activité, Programmes de dotation, englobe les activités de soutien à la dotation par délégation et sans délégation, y compris l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance, la prestation de conseils et les consultations, l'administration de la délégation des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, la prestation de services de soutien au recrutement et aux promotions et la coordination de certaines parties du Programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP. Cette activité comprend aussi l'exécution du Programme des initiatives de mesures spéciales, ainsi que l'élaboration de politiques, de programmes spéciaux et de techniques d'évaluation pour appuyer les Programmes des cadres de direction.

Programmes des cadres de direction

L'activité, Programmes des cadres de direction, comprend le recrutement, la sélection, l'évaluation et l'orientation de carrière des membres du Groupe de la direction; l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, plans et programmes de perfectionnement professionnel pour les cadres de direction et les employés des groupes de relève; l'administration de programmes de perfectionnement des cadres au nom du Conseil du Trésor; la gestion d'affectations et d'échanges nationaux et internationaux; ainsi que la mise en oeuvre d'initiatives visant à accroître la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi dans le Groupe de la direction. Elle administre aussi un programme qui vise au placement de Canadiens et Canadiennes dans des organisations internationales.

Vérification et revue

L'activité, Vérification et revue, comprend l'évaluation des pratiques et des procédures de dotation dans les ministères et à la CFP de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la *Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique* ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique. Elle comprend aussi les fonctions de la vérification interne et de l'évaluation des programmes, servant à la fois à répondre aux besoins opérationnels ministériels envers le Cabinet et le Parlement et à satisfaire aux obligations.

Appels et enquêtes

L'activité, Appels et enquêtes, par l'entremise de comités et d'enquêteurs indépendants, veille à ce que les appels qui sont interjetés au sujet de nominations internes et les plaintes formulées par les fonctionnaires relativement aux mutations soient entendus au regard des présumées infractions à la *Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique*. Cette activité assure également la tenue d'enquêtes suite à des plaintes d'irrégularités en matière de dotation et de certaines autres mesures de personnel, et il en va de même pour les plaintes de présumé harcèlement personnel en milieu de travail. En outre l'activité, Appels et enquêtes, offre une formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux fonctionnaires, aux syndicats et aux autres organisations et aux personnes intéressées.

Patrimoine canadien

Commission de la fonction publique

Programmes de formation

L'activité, Programmes de formation, comprend deux sous-activités :

- Formation linguistique : Cette sous-activité évalue les possibilités de réussite des employés admissibles à la formation linguistique; assure la formation linguistique obligatoire et facultative dans les deux langues officielles ainsi que des services connexes de formation linguistique et d'orientation, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et organismes fédéraux. Elle assure la prestation de cours de langue seconde qui sont conçus en fonction des besoins linguistiques liés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.
- Formation et perfectionnement du personnel : Cette sous-activité assure la formation professionnelle et technique, la formation en matière de politiques, la formation en gestion intermédiaire et en supervision, la formation connexe spécialisée ainsi que des services de formation dans les deux langues officielles à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux du pays et ce, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours adaptés aux besoins professionnels et de perfectionnement des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination. Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,500,000 au titre du fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	5,822
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997-1998 – besoins de trésorerie nets	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	5,822

Administration

L'activité, Administration, englobe les activités du président et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, les systèmes et politiques de gestion, ainsi que les services financiers, la gestion des ressources humaines, les communications et les autres services administratifs et services de soutien de la Commission.

Patrimoine canadien
Commission de la fonction publique

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Programmes de dotation	57,248	.....	57,248	52,950
Programmes des cadres de direction	5,691	.....	5,691	5,904
Vérification et revue	4,158	.....	4,158	4,076
Appels et enquêtes	4,721	.....	4,721	4,749
*Programmes de formation	29,917	8,998	20,919	26,620
Administration	19,469	.....	19,469	19,010
	121,204	8,998	112,206	113,309

*L'activité, Programmes de formation, comprend deux grandes sous-activités : Formation linguistique et Perfectionnement et formation du personnel. La sous-activité, Perfectionnement et formation du personnel, est financée principalement au moyen d'un fonds renouvelable et, partiellement, grâce à une subvention provenant des crédits de la Commission. Pour un rapprochement entre les besoins de trésorerie et le déficit de fonctionnement du fonds, calculé selon la méthode de comptabilité d'exercice, voir le tableau ci-dessous :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	.....
Moins :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	405
Plus :	
Modifications du fonds de roulement	(95)
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	500
Total des prévisions (besoins nets de trésorerie)	.....

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Patrimoine canadien

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice

Veiller à ce que l'objectif que constitue l'égalité des femmes soit intégré à l'ensemble des lois, des politiques, des programmes et des initiatives du gouvernement fédéral; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des projets et les principales activités des organisations de femmes et d'autres organisations bénévoles qui oeuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; et financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bureau de la coordonnatrice	8,946	8,165	17,111	16,563
	8,946	8,165	17,111	16,563

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Bureau de la coordonnatrice</i>		
Programme de promotion de la femme - Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes dans la société canadienne	8,165,000	8,165,000
Total	8,165,000	8,165,000

18 Pêches et Océans

Ministère 18-2

Pêches et Océans

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Pêches et Océans		
1 Dépenses de fonctionnement	845,510	970,345
5 Dépenses en capital	113,254	117,484
10 Subventions et contributions	41,103	162,614
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200	200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76,633	72,777
Total du Ministère	1,076,749	1,323,469

Pêches et Océans

Objectif

L'objectif du Programme est de mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et les eaux intérieures; de veiller à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

Description des activités

Services à la navigation maritime

Les Services à la navigation maritime assurent la prestation, l'exploitation et l'entretien des aides à la navigation, l'aménagement et l'entretien des voies navigables, la protection du droit public à la navigation et la sauvegarde de l'environnement.

Services de communications et de trafic maritimes

Les Services de communications et de trafic maritimes assurent les communications et la coordination concernant les urgences et la sécurité, le filtrage des navires pour empêcher l'entrée de bâtiments non sécuritaires en eaux canadiennes, la réglementation du trafic maritime et la gestion d'un système intégré d'information maritime et de services de correspondance publique.

En plus d'assurer la sécurité de la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes appuient les activités économiques par une gestion optimale du trafic et de l'efficacité portuaire et par la facilitation de la liaison navire-terre au profit de l'industrie. Toutes ces fonctions sont régies par un cadre réglementaire qui est inspiré essentiellement de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Opérations de déglacage

Les Opérations de déglacage sont des services d'escorte de brise-glaces, d'entretien des chenaux, de lutte contre les inondations, d'ouverture des ports et de conseils et d'information à l'intention du grand public et des navigateurs traversant ou contournant des eaux envahies par les glaces. Elles coordonnent également le transport des marchandises pour le réapprovisionnement annuel des localités et des camps militaires du Nord au moyen de contrats avec des transporteurs commerciaux.

Sauvetage, sécurité et intervention environnementale

L'activité Sauvetage, sécurité et intervention environnementale se compose des grands domaines de programme suivants : opérations de recherche et de sauvetage en mer; intervention environnementale et protection civile nationale ministérielle; promotion de la sécurité de la navigation auprès du public maritime par la prévention et la réglementation.

Hydrographie

Les relevés hydrographiques mesurent les paramètres qui sont nécessaires à la description de la nature exacte et de la configuration du fond marin et du lit des voies navigables intérieures, de leurs relations avec la masse continentale ainsi que des caractéristiques et de la dynamique de ces eaux. Les paramètres mesurés sont notamment la profondeur d'eau, le type de fond, les courants près de la surface, les marées et les niveaux d'eau. Les données réunies servent à la production de cartes de navigation et d'autres publications telles que les *Annuaire des courants et marées*, les *Instructions nautiques*, les guides pour petits bateaux et les bulletins sur les niveaux d'eau. L'information hydrographique sert également à la détermination des limites des eaux nationales et des frontières maritimes.

Pêches et Océans

Sciences halieutiques et océaniques

Les écosystèmes marins sont surveillés et évalués au moyen de navires de recherche océanographique, de programmes de contrôle des pêches et de programmes en collaboration avec les pêcheurs. La mesure des paramètres océanographiques, tels que la température, la salinité, les niveaux d'eau et l'amplitude des vagues, se fait par divers intervenants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Les scientifiques travaillent en équipes interdisciplinaires de concert avec des pêcheurs et des chercheurs universitaires pour évaluer les populations de poisson dans un contexte écosystémique et environnemental plus vaste. Les études climatiques sont surtout axées sur les effets des changements climatiques dans l'océan sur des espèces de poissons comme la morue et le saumon et sur le rôle des océans dans le système climatique planétaire.

La science aquacole vise à rendre viables les nouvelles espèces de poissons d'élevage au Canada et à améliorer l'efficacité de l'élevage des espèces existantes. Les maladies qui frappent les poissons et qui se répandent dans les populations sont combattues par des règlements sur la protection de la santé des poissons, obligeant les installations de production de poissons à obtenir un certificat pour importer des poissons au Canada ou les transporter d'une province à l'autre.

Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement

Élaboration et mise en oeuvre de politiques, de plans et de programmes et administration des lois et règlements de protection et de conservation des habitats aquatiques et de l'environnement. Cette activité englobe également l'étude et la surveillance des conditions chimiques et physiques qui ont un effet sur la qualité de l'environnement aquatique, de même que la collecte, l'analyse et l'interprétation des données à l'appui d'une exploitation économique durable des ressources aquatiques renouvelables du Canada et à l'appui de l'évaluation, de l'approbation et du contrôle des activités qui influent qualitativement et quantitativement sur l'habitat du poisson.

Gestion des pêches

L'activité de la Gestion des pêches est chargée des fonctions de gestion des ressources halieutiques dans toutes les provinces et dans les territoires du Canada, de même qu'à l'intérieur et à proximité des zones de pêche de 200 milles du Canada. Ces zones comprennent les réseaux fluviaux intérieurs et les lacs de toutes les provinces, sauf aux endroits où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués à la province ou au territoire. Il s'agit notamment de la gestion des parties canadiennes des cours d'eau transfrontaliers, de la gestion commune des pêches d'interception dans les eaux internationales et de la gestion des pêches autochtones, récréatives et commerciales dans les eaux côtières canadiennes. Il s'agit également de la négociation des ententes internationales pour promouvoir la conservation des ressources halieutiques du Canada, de concert avec d'autres ministères, ainsi que de la négociation et de l'administration des traités et accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales dans le domaine des pêches. La réalisation des objectifs de la Gestion des pêches est appuyée par des programmes de réduction de la capacité tels que la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique et le Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (PARPMN). Ces programmes spéciaux répondent à des besoins particuliers et sont limités dans le temps.

Inspection des produits du poisson

Les Services d'inspection sont chargés de l'élaboration, de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques, règlements et programmes nationaux pour assurer que le poisson et les produits du poisson du Canada respectent des normes appropriées de classement, de manutention, d'identification, de transformation, de qualité et de sécurité et que le poisson et les produits du poisson importés respectent des normes acceptables d'identification, de qualité et de sécurité.

Ports

L'exploitation et l'entretien d'un réseau national de ports de pêche et de plaisance supposent la construction et l'entretien de brise-lames et d'installations d'amarrage et de mise à l'eau, ainsi que le dragage, aux profondeurs requises, des chenaux et des bassins. Les activités additionnelles comprennent la fourniture et l'entretien d'aires et de matériel de service pour la manutention du poisson et des engins de pêche, de même que divers services à terre. La gestion du programme, y compris les services de génie et techniques, est assurée au niveau régional dans le cadre de politiques nationales, tandis que les services courants de gestion et d'administration, s'il y a lieu, sont locaux.

Pêches et Océans

Gestion de la flotte

La Gestion de la flotte comprend l'acquisition, l'entretien et l'ordonnement des flottes navales et aériennes du Ministère à l'appui des secteurs de programme suivants : les Services à la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes, les Opérations de déglacage, le secteur Sauvetage, sécurité et intervention environnementale, la Gestion des pêches, les Sciences halieutiques et océaniques, et l'Hydrographie. Les fonds nécessaires pour payer les équipages et l'administration des flottes sont fournis par ces secteurs de programme. La Gestion de la flotte prend aussi en charge les besoins d'augmentation de capacité en concluant des ententes avec les autres ministères et le secteur privé pour qu'ils apportent un soutien maritime et aérien supplémentaire aux programmes.

Politiques et services internes

Les responsabilités de l'activité Politiques et services internes comprennent l'orientation administrative du Programme, les services de gestion intégrés et régionaux, la prestation des services administratifs, la coordination des politiques et des programmes ministériels, l'élaboration et la promulgation des règlements du Ministère qui sont appliqués à l'échelle nationale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services à la navigation maritime	115,396	22,576	.....	28,224	109,748	135,161
Services de communications et de trafic maritimes	47,009	11,785	.....	727	58,067	60,080
Opérations de déglacage	65,910	.....	26	23,650	42,286	67,707
Sauvetage, sécurité et intervention environnementale	129,080	.....	1,666	70	130,676	133,238
Hydrographie	25,036	.....	46	.....	25,082	29,870
Sciences halieutiques et océaniques	113,281	.....	21	.....	113,302	135,601
Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement	39,353	.....	.....	.....	39,353	45,148
Gestion des pêches	172,120	.....	39,164	.....	211,284	338,247
Inspection des produits du poisson	27,176	.....	.....	.....	27,176	30,392
Ports	40,226	11,767	.....	.....	51,993	55,369
Gestion de la flotte	58,836	58,844	.....	.....	117,680	136,346
Politiques et services internes	142,213	8,282	380	773	150,102	156,310
	975,636	113,254	41,303	53,444	1,076,749	1,323,469

Pêches et Océans

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Hydrographie</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	46,000	46,000
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	16,000	146,600
<i>Politiques et services internes</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	152,000	152,000
Total des subventions	214,000	344,600
Contributions		
<i>Opérations de déglacage</i>		
Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	26,000	26,000
<i>Sauvetage, sécurité et intervention environnementale</i>		
* Paiement aux associations régionales de la Garde côtière canadienne auxiliaire pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation.	1,500,000	1,500,000
Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	166,000	166,000
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	5,700	5,700
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions pour le versement de prestations de retraite anticipée aux pêcheurs, travailleurs d'usine et chalutiers âgés dont le gagne-pain a été largement supprimé par le moratoire sur la pêche à la morue du Nord	9,050,000	10,200,000
Contribution en vertu de l'entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour le développement de l'industrie de la pêche	1,028,000	1,028,000
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	962,000	612,000
Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuit pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social	423,400	415,100
Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du Programme de retraite anticipée de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	3,125,000	3,155,000
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en oeuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	175,000	171,600
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	24,200,000	27,856,700
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200,000	200,000

* Anciennement – Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire canadien de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation.

Pêches et Océans

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Politiques et services internes</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	228,000	228,000
Total des contributions	41,089,100	45,564,100
Postes non requis		
Contributions à des organismes qui réalisent des projets, des programmes ou des activités visant à soutenir la durabilité des pêches	.....	570,000
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquaculture	.....	146,300
Contributions en vertu de l'entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés	.....	1,092,500
Contributions aux détenteurs de permis de pêche du poisson de fond actifs, admissibles selon les modalités du Programme de retrait de permis de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	.....	115,096,000
Total des postes non requis	.....	116,904,800
Total	41,303,100	162,813,500

19 Ressources naturelles

Ministère 19-3
Commission de contrôle de l'énergie atomique 19-9
Énergie atomique du Canada, Limitée 19-11
Société de développement du Cap-Breton 19-12
Office national de l'énergie 19-13

Ressources naturelles

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Ressources naturelles			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	369,686	400,570
5	Dépenses en capital	13,448	19,992
10	Subventions et contributions	39,185	51,537
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33,022	30,968
(L)	Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse	3,924	6,000
(L)	Fonds de développement Canada-Terre-Neuve	7,000	6,500
(L)	Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,443	1,657
(L)	Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680	680
(L)	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	1,400	2,500
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers	52	5
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1,093	512
(L)	Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse	1,190	.....
	Poste non requis		
–	Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal	.....	2,000
	Total du budgétaire	472,172	522,970
L15	Prêt à Nordion International Inc. pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux	17,200	.....
	Crédit non requis		
–	Prêts conformément au Projet de développement Hibernia	.....	66,000
	Total du non-budgétaire	17,200	66,000
	Total du Ministère	489,372	588,970
Commission de contrôle de l'énergie atomique			
20	Dépenses du Programme	38,136	40,233
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,107	3,690
	Total de l'organisme	42,243	43,923
Énergie atomique du Canada, Limitée			
25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	132,215	174,054
	Total de l'organisme	132,215	174,054
Société de développement du Cap-Breton			
30	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	22,105	.....
	Total de l'organisme	22,105	.....
Office national de l'énergie			
35	Dépenses du Programme	24,713	27,237
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,301	2,880
	Total de l'organisme	28,014	30,117

Ressources naturelles

Ministère

Programme des ressources naturelles

Objectif

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'expert, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des minéraux et métaux et de la géomatique.

Description des activités

Science et technologie

RNCAN, en partenariat avec ses clients et les intervenants, cherche à augmenter le recours aux énergies de remplacement. Le Ministère participe à la mise au point et à la mise en oeuvre de technologies qui augmentent notre base de ressources en hydrocarbures et utilisent notre énergie de façon judicieuse. Le Ministère fait également de la R-D à l'appui des sciences de la Terre et de la géomatique et transfère à l'industrie la technologie qui en découle. Il en fait autant dans le domaine des sciences forestières, et ces transferts de technologies contribuent à la santé et à la durabilité de nos forêts; il prévoit et surveille les effets des interventions humaines et des phénomènes naturels sur les écosystèmes forestiers; il effectue des recherches sur la production forestière pour assurer la viabilité des espèces à croissance difficile ou des arbres en danger de disparition.

RNCAN met également au point et transfère des technologies qui améliorent l'efficacité des procédés industriels, mènent à la production de produits à base de minéraux et de métaux à meilleur rendement et rehaussent la productivité de l'exploitation minière et du traitement du minerai; le Ministère effectue des recherches qui atténuent les effets des effluents et du drainage sur les activités minières et minéralurgiques; il offre du soutien technique aux mines du Canada dans les domaines suivants : contrôle du toit, évaluation de l'environnement souterrain, ventilation et prévention des coups de toit; il améliore les méthodes de fabrication, améliore la fiabilité des oléoducs, gazoducs et structures de béton et met au point des technologies liées à la fabrication, à l'utilisation, à l'entreposage et au transport des explosifs et des pièces pyrotechniques.

RNCAN favorise l'expansion des exportations de biens et services fondés sur les ressources naturelles du Canada et encourage le transfert de technologies et l'échange de connaissances appuyant le développement durable des ressources naturelles.

Infrastructure de connaissances

RNCAN développe et tient à jour l'infrastructure nationale de connaissances géoscientifiques et de connaissances touchant les aspects économiques des minéraux et des métaux, qui est nécessaire pour apporter aux Canadiens et aux Canadiennes une solide expertise économique et scientifique, ainsi que des conseils concernant le développement durable des ressources minérales canadiennes, la santé et la sécurité du public. Le Ministère offre en outre accès à un système fiable de levés, de cartes et de données de télédétection et à référence géographique couvrant le territoire canadien pour appuyer la souveraineté nationale, la défense, l'environnement, le développement socio-économique et le gouvernement du Canada. Le Ministère offre des conseils et des services coordonnés de logistique au gouvernement canadien, à des groupes universitaires, à des groupes du secteur privé et à des groupes étrangers pour appuyer les programmes de recherche scientifique qui sont réalisés dans l'Arctique.

Le Ministère recueille et analyse des données nationales sur les minéraux et les métaux et sur la consommation d'énergie, dont il se sert pour prévoir et faire état de la demande commerciale de minéraux et de métaux et pour accroître l'efficacité énergétique au Canada. Il met cette information à la disposition du public et le sensibilise aux possibilités et aux techniques éprouvées permettant d'améliorer l'efficacité énergétique. RNCAN forme des partenariats pour regrouper, partager et diffuser l'information relative à l'exploration minérale, à la production, aux réserves de minerai et aux ouvertures et aux fermetures de mines. Il analyse les données reçues et prépare des statistiques sur la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne des minéraux et des métaux. Le Ministère gère également une base nationale de données sur les forêts à l'intention des clients, des intervenants et du public. Il s'occupe au premier chef de l'élaboration des critères et des indicateurs nationaux en matière de gestion durable des forêts.

Ressources naturelles

Ministère

Programme des ressources naturelles

Élaboration de politiques et de règlements fédéraux

RNCan dirige des activités ou participe à des activités visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et élabore des stratégies et des politiques qui sont axées sur le développement durable des ressources constituées par l'énergie, les minéraux et les métaux. Il met au point de nouvelles technologies prometteuses pour les ressources renouvelables et les autres sources d'énergie et il encourage leur utilisation, et il élabore et met en oeuvre des programmes visant à promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments, dans l'industrie et dans les habitations. Le Ministère met également en oeuvre des politiques en matière d'énergie nucléaire et de gestion des déchets radioactifs. RNCan, conjointement avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord, gère le programme de foresterie des Premières Nations, destiné à créer des emplois pour les Autochtones, à financer des opérations viables de gestion forestière, à améliorer la qualité des forêts classées et à améliorer les compétences des Autochtones pour ce qui est de la gestion des forêts. Le Ministère élabore également des stratégies, des politiques, des règlements et des instruments nationaux visant à expliquer et à promouvoir l'adoption des pratiques de gestion durable des forêts au Canada.

RNCan élabore et met en oeuvre une politique fédérale des minéraux et des métaux visant à orienter les décisions du gouvernement afin d'appuyer le développement durable des ressources en minéraux et en métaux du Canada. Le Ministère cherche également, en collaboration avec d'autres organismes, à alléger la réglementation en matière d'environnement, d'utilisation des terres et en ce qui a trait aux processus décisionnels touchant l'industrie des minéraux et des métaux. Dans le cadre de ces travaux, le Ministère évalue les ressources minérales et énergétiques des terres fédérales conformément aux exigences relatives à l'utilisation des terres et à d'autres décisions politiques. Il prend également certaines initiatives dans le domaine du recyclage des métaux.

RNCan participe à l'examen de l'affectation des ressources, de l'imposition des entreprises commerciales et du régime des redevances minières des T.N.-O. Enfin, le Ministère travaille conjointement avec Justice Canada à améliorer la sécurité de l'industrie des explosifs, par la rédaction en termes clairs de la réglementation sur les explosifs.

Promotion des intérêts internationaux du Canada

RNCan appuie de diverses façons les industries canadiennes de la géomatique et des sciences de la Terre. Il participe à de grands projets d'envergure internationale, il élabore des normes, encourage l'échange d'information, réalise des activités de recherche et de développement, facilite les échanges de personnel à des fins de formation et met sur pied des politiques et programmes gouvernementaux. Il organise des ateliers en vue d'attirer les investissements au Canada, et s'intéresse aux questions d'environnement et de commerce de portée internationale qui touchent les minéraux et les métaux. Enfin, il favorise la transparence dans le commerce des métaux et des minéraux pour accroître la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux.

En outre, RNCan représente, favorise et défend les intérêts du Canada sur la scène internationale dans les secteurs des forêts, des minéraux et de l'énergie, en particulier en ce qui a trait au changement climatique, à l'efficacité énergétique et aux ressources énergétiques et minérales. Grâce à ses activités internationales, le Ministère veille surtout à ce que le Canada demeure concurrentiel et respecte ses obligations commerciales. Par exemple, RNCan veille à l'harmonisation des codes et des normes internationales, il participe à des tribunes multilatérales, il fournit des conseils lors de la négociation de cadres commerciaux et de questions réglementaires, commerciales et de politique étrangère. Dans le cadre de relations bilatérales, il peut aussi échanger de l'information afin de promouvoir la cohérence entre la réglementation et les politiques et transmettre des idées et des explications sur la mise en oeuvre de mesures d'efficacité énergétique et sylvicole, dans l'immédiat et pour l'avenir. En plus de profiter des découvertes qui se font à l'étranger, le Ministère peut, grâce aux bonnes relations qu'il entretient avec ses partenaires étrangers, faciliter la percée sur les marchés internationaux des produits forestiers et éconergétiques ainsi que des pratiques et services de gestion de la forêt et de l'énergie. Le Ministère gère le Programme des partenariats internationaux en foresterie, donne des conseils pour la création de forêts modèles internationales et appuie l'élaboration de critères et d'indicateurs internationaux pour les forêts tempérées et boréales.

Ressources naturelles

Ministère

Programme des ressources naturelles

Programmes temporisés/spéciaux

Le Ministère fournit actuellement les fonds de développement des régions extracôtières qui sont destinés à financer l'infrastructure nécessaire à l'exploration et à l'exploitation gazière et pétrolière au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Le Ministère exécute actuellement les dernières dispositions relatives aux versements prévus dans le cadre des ententes sur la mise en valeur des ressources forestières (EMVRF) qui subsistent avec la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec. Ces opérations se termineront le 31 mars 1997. RNCan incorpore aussi actuellement certains aspects de l'ancien Plan vert dans les services fournis par le Service canadien des forêts (SCF), tout en éliminant graduellement les engagements à l'égard du programme "Mon milieu, mon arbre" du SCF. Enfin, le Ministère met fin aux ententes sur l'exploitation minière (EEM).

RNCan effectue de plus des levés de délimitation qui sont destinés à être utilisés pour les revendications territoriales des Autochtones et administre le mandat fédéral de la Société de développement du Cap-Breton.

Gestion et administration ministérielles

Ce domaine d'activité concerne le fonctionnement interne du Ministère. Il crée une orientation stratégique permettant d'aligner les objectifs ministériels sur les priorités ministérielles et gouvernementales, de fixer des objectifs et de surveiller les résultats, ainsi que de gérer efficacement les ressources attribuées, grâce aux moyens suivants : planification stratégique ministérielle, coordination de la politique à l'échelle du Ministère et gestion au cas par cas; liaison avec le Cabinet et le Parlement; direction et services dans les domaines des finances, de l'administration, des ressources humaines, de la gestion de l'information et de la technologie de l'information; stratégie de communication (recommandations et services), administration de la politique environnementale et évaluations; appui au conseiller scientifique en chef; vérifications internes et évaluations des programmes.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Ce fonds a été établi en vertu de la *Loi de crédits n°3* pour 1993-1994. Le fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts pour offrir des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de génération de recettes donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer les coûts intégraux de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	4,145
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997-1998 (besoins nets de trésorerie)	1,093
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	3,052

Ressources naturelles
Ministère
Programme des ressources naturelles

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998					Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire			Non-budgétaire			
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Prêts, dotations en capital et avances		
Science et technologie	206,862	8,938	25,987	13,042	.....	228,745	243,844
Infrastructure de connaissances	107,445	3,232	1,498	1,296	.....	110,879	126,708
Élaboration de politiques et de règlements fédéraux	48,816	669	7,026	1,222	.....	55,289	61,528
Promotion des intérêts internationaux du Canada	8,514	187	7	71	.....	8,637	9,093
Programmes temporarisés/spéciaux	3,357	422	20,306	.....	17,200	41,285	105,868
Gestion et administration ministérielles	43,394	.....	50	.....	.....	43,444	41,417
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	18,287	.....	.....	17,194	.....	1,093	512
	436,675	13,448	54,874	32,825	17,200	489,372	588,970

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Science et technologie</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	125,591	195,000
Subventions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	10,850	12,506
Subventions aux universités pour des travaux de recherche particuliers sur les forêts	39,006	39,006
Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	25,000	25,000
<i>Infrastructure de connaissances</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	239,137	231,500
<i>Élaboration de politiques et règlements fédéraux</i>		
Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique	130,000	130,000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	78,171	31,000
<i>Promotion des intérêts internationaux du Canada</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	4,152	.....

Ressources naturelles
Ministère
Programme des ressources naturelles

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Gestion et administration ministérielles</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	50,000	.....
Total des subventions	701,907	664,012
Contributions		
<i>Science et technologie</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	112,794	443,000
Contributions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	2,546,360	20,800
Association forestière du Canada	40,000	40,000
Institut canadien de recherches en génie forestier	1,675,400	1,820,598
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	110,295	110,295
Contribution à la société Forintek du Canada	3,053,200	4,606,280
Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	100,233	47,025
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	3,271,000	1,642,000
Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	4,166,000	4,665,000
Contributions au programme des forêts modèles	10,000,000	.....
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	659,000	659,000
Programme de sondage des fonds marins	52,000	.....
<i>Infrastructure de connaissances</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	174,182	200,600
Programme de sondage des fonds marins	635,000	700,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	450,000	.....
<i>Élaboration de politiques et règlements fédéraux</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	203,764	131,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	4,480,000	1,708,000
Programme de sondage des fonds marins	11,000	.....
(L) Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,443,000	1,657,000
(L) Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680,000	680,000
<i>Promotion des intérêts internationaux du Canada</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	860	6,000
Programme de sondage des fonds marins	2,000	.....

Ressources naturelles
Ministère
Programme des ressources naturelles

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Programmes temporarisés/spéciaux</i>		
Contributions en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins du rajustement économique et socio-économique	123,000	4,726,282
Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	1,900,000	3,500,000
Contribution à l'industrie aux termes des ententes sur le développement minéral : - Québec	4,717,000	6,376,000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de la Nouvelle-Écosse	3,924,000	6,000,000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de Terre-Neuve	7,000,000	6,500,000
(L) Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	1,400,000	2,500,000
*(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtières	52,000	5,000
(L) Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse	1,190,000	.....
Total des contributions	54,172,088	48,743,880
Postes non requis		
Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	.....	75,000
Contribution globale pour les partenaires du développement durable des forêts	.....	12,007,516
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement dans le cadre des initiatives du Plan vert	.....	6,754,000
Queen's University pour le Centre des études sur les ressources	.....	196,000
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études de l'Université Laval	.....	205,000
Contribution à l'appui des investissements économiques en vue de réduire les coûts énergétiques dans le cadre du Programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux	.....	234,000
(L) Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de Pipeline Interprovincial	.....	2,000,000
Total des postes non requis	.....	21,471,516
Total	54,873,995	70,879,408

*En 1996-1997, ce poste relevait de l'activité Énergie, activité qui n'existe plus.

Ressources naturelles

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

S'assurer que l'énergie nucléaire au Canada est toujours utilisée en tenant compte de la santé et de la sécurité des personnes, de la sécurité matérielle et de l'environnement, et appuyer la participation du Canada aux activités internationales de non-prolifération des armes nucléaires.

Description des activités

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie nucléaire; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'élaboration des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés afin de garantir l'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
<i>Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique</i>	41,585	658	42,243	43,923
	41,585	658	42,243	43,923

Ressources naturelles
Commission de contrôle de l'énergie atomique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique</i>		
Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	15,000	15,000
Total des subventions	15,000	15,000
Contributions		
<i>Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique</i>		
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	550,000	550,000
Contribution destinée au Centre international pour la recherche sur le cancer, à l'appui de l'Étude internationale concertée sur le risque de cancer chez les travailleurs de l'industrie nucléaire	40,000	40,000
Contribution à l'Institut nucléaire de Suède à l'appui du projet DECOVALEX II	37,000	.....
Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle (ISOE)	16,000	.....
Total des contributions	643,000	590,000
Total	658,000	605,000

Ressources naturelles Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Description du financement par voie de crédits

Recherche et développement en matière nucléaire

Assurer le fonctionnement des laboratoires nucléaires à Chalk River et à Whiteshell afin d'avoir une base technologique pluridisciplinaire pour le programme d'énergie nucléaire canadien. Les Laboratoires de Whiteshell sont actuellement en période de transition qui mènera à l'exploitation commerciale et privée du site.

Entreprendre des travaux de recherche et de développement appliqués pour les réacteurs nucléaires actuels et futurs, pour les cycles et systèmes de combustible, pour la protection de l'environnement, pour la gestion des déchets radioactifs et pour les systèmes de garantie nucléaire, afin :

- i) d'assurer au Canada un approvisionnement en énergie sûr et fiable à long terme;
- ii) d'accroître l'application de l'énergie nucléaire pour surmonter les pénuries d'énergie futures;
- iii) de renforcer l'option CANDU en améliorant le rendement, l'intégrité et la sûreté des réacteurs;
- iv) de démontrer que les déchets radioactifs et leurs sous-produits peuvent être gérés en toute sécurité.

Entreprendre des recherches de soutien dans des domaines tels que les propriétés des matériaux, la chimie dont celle qui est essentielle à la mise au point du combustible et à la gestion des déchets radioactifs, et les effets des rayonnements sur les êtres humains.

Les programmes précités nécessitent d'importantes installations telles que des réacteurs, des boucles d'essais, des accélérateurs, des cellules chaudes, des usines de traitement de déchets ainsi que des services de soutien, notamment des services financiers et administratifs, et des services d'ingénierie et d'entretien.

Installations déclassées

Des dispositions ont été prises auparavant pour assurer le déclassement, l'entretien et la surveillance des centrales nucléaires de Gentilly 1 et de Douglas Point, du réacteur nucléaire de démonstration, ainsi que des installations de recherche en Ontario et au Manitoba. À compter de 1996-1997, cette activité sera payée à l'aide du produit de la vente des stocks d'eau lourde financés par le gouvernement. Auparavant, la Société devait remettre au gouvernement le produit de ces ventes.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Recherche et développement en matière nucléaire		
Dépenses de fonctionnement	216,215	254,783
Capital	.....	10,000
Moins :		
Recettes et contributions externes	84,000	100,900
Total partiel	132,215	163,883
Installations déclassées		
Déclassement et entretien	.....	10,171
Total partiel	.....	10,171
Total des besoins budgétaires	132,215	174,054

Nota : La Société mène également des activités autofinancées dans les domaines suivants : l'ingénierie et la conception de centrales nucléaires, la gestion de projets, les services de soutien nucléaires et les investissements. Les dépenses de fonctionnement de 1997-1998 ne tiennent pas compte de la part des coûts financés à même les activités commerciales.

Ressources naturelles

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

Description du financement par voie de crédits

Rationalisation de l'industrie houillère

Les paiements serviront aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital nécessaires pour l'exploitation des mines de charbon et des voies ferrées qui les desservent.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Rationalisation de l'industrie houillère		
Total des revenus tirés de l'exploitation minière	181,972	.....
Moins:		
Total des dépenses pour l'exploitation minière	182,635	.....
Contributions provenant des opérations minières	(663)	.....
Moins:		
Dépenses en capital de l'industrie houillère	21,442	.....
Total des besoins budgétaires	22,105	.....

Ressources naturelles

Office national de l'énergie

Objectif

Réglementer, conformément à l'intérêt public, les domaines des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité liés :

- i) à la construction et à l'exploitation de pipelines et de lignes internationales de transport d'électricité,
- ii) aux activités de transport, aux droits et aux tarifs des pipelines,
- iii) aux exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi qu'aux importations de gaz et de pétrole,
- iv) assurer la réglementation des activités liées au gaz et au pétrole des terres domaniales non autrement régies par des commissions mixtes, et conseiller le ministre des Ressources naturelles Canada sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie

- Consultation et enquête : Mettre à profit le savoir-faire et les bases de données de l'ONÉ pour fournir des renseignements et des analyses sur le contrôle, l'économie, l'utilisation, le transport, la commercialisation et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, y compris des ressources en hydrocarbures des régions pionnières, et mener des enquêtes sur les aspects de la situation énergétique nord-américaine qui sont pour le maintien de la sécurité énergétique et du bien-être économique du Canada.
- Réglementation des installations : Veiller à ce que la construction et l'exploitation des gazoducs, des oléoducs et des lignes de transport d'électricité relevant de la compétence fédérale se déroulent de façon rapide, sûre, efficace et saine du point de vue environnemental.
- Réglementation du transport, des droits et des tarifs : Veiller à ce que les droits exigibles par les sociétés pipelinières relevant de la compétence fédérale soient justes et raisonnables et que les services pipeliniers soient fournis sur une base continue, sans distinction injuste et d'une manière économique.
- Commerce de l'énergie : Veiller à ce que les intérêts canadiens soient protégés sur le marché nord-américain de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Réglementation du pétrole et du gaz dans les régions pionnières : Établir et maintenir un régime de réglementation pour les régions pionnières.
- Gestion du programme et des services : Fournir un appui efficace et des avis aux membres de l'Office, aux cadres, aux employés et aux parties de l'extérieur de sorte que les objectifs du programme soient atteints.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Réglementation et consultation en matière d'énergie	28,014	28,014	30,117
	28,014	28,014	30,117

20 Revenu national

Ministère 20-2

Revenu national

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Revenu national		
1 Dépenses de fonctionnement	1,850,902	1,834,363
5 Dépenses en capital	15,678	12,277
10 Contributions	92,750	92,750
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	266,482	222,783
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	43,000	42,000
Total du Ministère	2,268,861	2,204,222

Revenu national

Objectif

Faire en sorte que toutes les taxes, tous les droits et tous les autres frais et prélèvements connexes soient, de façon équitable et en temps voulu, imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; accroître la compétitivité des entreprises canadiennes en appliquant des instruments très divers de la politique commerciale du gouvernement ainsi qu'en facilitant le tourisme, le commerce et les échanges internationaux; faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et protéger la société canadienne en général, notamment les entreprises et les particuliers, contre l'entrée des personnes et des marchandises dangereuses ou non admissibles; appuyer les programmes et les objectifs sociaux et économiques du gouvernement, tels que la compétitivité, en appliquant de façon juste et équitable la législation pertinente, notamment les accords et traités internationaux ainsi que les lois et règlements fédéraux et provinciaux.

Description des activités

Aide aux clients et établissement des cotisations

Sensibiliser les clients à leurs droits et obligations; établir et maintenir à jour une liste d'enregistrement des clients; leur fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour la production de déclarations exactes dans les délais prescrits; répondre aux demandes de renseignements des clients; traiter leur déclaration et établir leur cotisation dès la réception; faire part des résultats aux clients par l'envoi d'avis de cotisation; acheminer les versements; reporter aux comptes des clients toutes les cotisations et tous les versements; et faire une vérification limitée d'éléments qui ont été acceptés au stade de la cotisation. L'activité comprend aussi un rôle consultatif auprès des autres ministères de l'État à l'égard de la faisabilité administrative de nouvelles mesures législatives et de nouvelles conventions fiscales en voie de négociation; des activités relatives à l'enregistrement des organismes de bienfaisance et à l'agrément des régimes de pension et de revenu différé et à la prise de décisions anticipées sur les conséquences fiscales de transactions éventuelles.

Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales

Faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières et assurer la prestation des services des douanes à la frontière et au secteur commercial conçus pour faire valoir et appuyer les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère et socio-économique du pays, et de ce fait, protéger l'industrie et la société canadiennes en contrôlant la circulation des gens, des marchandises et des biens qui entrent au Canada ou qui en sortent et en dépistant la contrebande; favoriser la compétitivité de l'industrie canadienne en assurant que lui soient accordés tous les avantages prévus dans les divers accords internationaux et autres instruments des politiques commerciales du gouvernement; et appuyer la politique économique intérieure, tel que le développement industriel, en appliquant les mesures concernant le dégrèvement tarifaire sur l'importation de certaines marchandises exonérées de l'application des politiques commerciales du gouvernement.

Vérification et exécution

Réaliser un ensemble de programmes liés à la vérification et à l'exécution de l'observation des lois fiscales. Ces programmes comprennent divers examens, vérifications et enquêtes destinés à améliorer l'observation et à assurer l'équité du régime d'autocotisation.

Recouvrements des recettes

Percevoir les taxes, les prélèvements, les droits et les autres montants, y compris le recouvrement des sommes retenues à la source par les employeurs pour le compte des employés, et les soldes impayés résultant de la cotisation ou de la nouvelle cotisation de revenus, de la TPS, ainsi que les prélèvements et les droits impayés. Cette activité comprend également l'émission de décisions à savoir si les particuliers ont droit à des prestations en vertu du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*, et d'autres déterminations à la demande du ministère du Développement des ressources humaines.

Appels

Procurer aux clients une voie de recours, y compris la résolution des avis d'opposition et les appels en effectuant un examen impartial des cotisations ou des nouvelles cotisations contestées par un client; y compris aussi le traitement des demandes de détermination de l'admissibilité présentées par les employeurs ou les employés en vertu des dispositions du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Revenu national

Administration et technologie de l'information

Assurer une direction administrative et une gamme de services d'appui et de services centralisés aux autres activités. Ceux-ci comprennent les services de traitement électronique des données et la technologie de l'information, la vérification interne et l'évaluation des programmes, la gestion financière, la gestion des ressources, les services de bureau, la sécurité, les ressources humaines, la formation, les laboratoires et les services juridiques.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Aide aux clients et établissement des cotisations	479,209	.....	135,750	.....	614,959	619,614
Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales	364,250	15,678	.....	.....	379,928	378,429
Vérification et exécution	513,161	.....	.....	.....	513,161	462,631
Recouvrements des recettes	246,039	.....	.....	.....	246,039	213,635
Appels	65,640	.....	.....	.....	65,640	58,292
Administration et technologie de l'information	587,222	.....	.....	.....	587,222	591,938
Recettes à valoir sur le crédit	.....	.....	.....	138,088	(138,088)	(120,317)
	2,255,521	15,678	135,750	138,088	2,268,861	2,204,222

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Aide aux clients et établissement des cotisations</i>		
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	43,000,000	42,000,000
Total des subventions	43,000,000	42,000,000
Contributions		
<i>Aide aux clients et établissement des cotisations</i>		
Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	92,750,000	92,750,000
Total des contributions	92,750,000	92,750,000
Total	135,750,000	134,750,000

21 Santé

Ministère 21-3

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux
matières dangereuses 21-8

Conseil de recherches médicales 21-9

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
21-10

Santé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997	
Santé			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	912,450	914,763
5	Dépenses en capital	11,417	31,024
10	Subventions et contributions	562,041	585,030
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48,101	45,983
Total du Ministère		1,534,058	1,576,849
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			
15	Dépenses du Programme	1,030	1,091
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133	127
Total de l'organisme		1,163	1,218
Conseil de recherches médicales			
20	Dépenses de fonctionnement	8,330	6,318
25	Subventions	228,620	235,468
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	616	538
Total de l'organisme		237,566	242,324
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
30	Dépenses du Programme	2,478	2,680
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	339	289
Total de l'organisme		2,817	2,969

Santé Ministère

Objectif du Programme

Le Programme de santé vise à protéger, à préserver et à améliorer tous les aspects de la santé des Canadiens.

Description des activités

Innocuité, qualité des aliments et nutrition

Définit, évalue et gère les risques et les avantages que les aliments présentent pour la santé humaine afin de s'assurer que les aliments au Canada sont sains, nutritifs et de haute qualité; donne son avis à ces égards.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé humaine associés à la fabrication, à la vente et à l'utilisation des médicaments et des cosmétiques; donne son avis à ces égards.

Qualité et risques environnementaux

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé et la sécurité que présentent les milieux naturels et technologiques, les matériels médicaux et les dispositifs émettant des radiations, ainsi que les produits chimiques et autres produits de consommation; donne son avis à ces égards.

Surveillance de la santé nationale

Assure la direction et la coordination nationales des activités de définition, de surveillance, d'enraiment et de prévention des maladies humaines, et d'enquêtes sur ces maladies, dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de lutte contre la maladie, y compris la surveillance de l'apparition et de la cause de maladies transmissibles et non transmissibles.

Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire

Protège la santé humaine, la sécurité et l'environnement en réduisant au minimum les risques associés aux pesticides tout en favorisant l'accès à des outils de lutte antiparasitaire tels que les produits de contrôle ainsi que toute autre méthode de lutte antiparasitaire.

Programmes et services

Met en oeuvre des programmes et joue un rôle d'orientation nationale en matière de promotion de la santé, de prévention de maladies et de condition physique, contribue à la recherche et au développement de compétences spécialisées dans les domaines de la santé physique et mentale, des services sociaux et de la condition physique, donne une orientation nationale et des services professionnels et consultatifs pour favoriser la mise au point, l'application et la révision de programmes de santé, et de programmes sociaux, et mène des activités liées au SIDA, à l'abus des drogues, à la violence familiale, aux femmes, aux aînés et aux enfants, particulièrement ceux qui sont vulnérables.

Services de santé des Indiens et des populations du Nord

Aide les Inuit, les Indiens inscrits et les habitants du Yukon à atteindre un niveau de santé comparable à celui des autres Canadiens qui vivent dans des endroits similaires en dispensant ou en faisant dispenser à cette population des biens et des services de santé qui ne sont prévus ni dans les programmes ou régimes d'assurance-maladie provinciaux ou territoriaux, ni dans d'autres régimes d'assurance de tiers.

Santé des fonctionnaires fédéraux

Protège et préserve la santé des fonctionnaires fédéraux en milieu de travail en mettant en oeuvre un programme de services de santé au travail et d'hygiène du milieu en vertu des pouvoirs délégués par le Conseil du Trésor.

Services de consultation et d'évaluation en matière de santé

Aide les Canadiens et les voyageurs à protéger et à préserver leur santé ou détermine si, du point de vue médical, ils ont droit à certains avantages ou types de permis, en donnant des avis professionnels et de l'aide en matière de médecine aéronautique civile, de services d'urgence, de services consultatifs médicaux et de services de quarantaine et de réglementation.

Santé Ministère

Politique et consultation

Favorise la mise sur pied et l'application de programmes de santé, fait des recherches et des analyses axées sur la politique de la santé; met au point et coordonne le processus de planification stratégique au sein du Ministère; gère les stratégies de consultation et coordonne les consultations fédérales-provinciales-territoriales; gère le Bureau sur la santé des femmes; coordonne l'application des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels au Ministère; définit la position du Canada sur les questions de santé internationales; donne son avis sur les relations bilatérales avec les gouvernements étrangers; se tient au courant des questions de santé internationales; gère l'évaluation des programmes; coordonne les activités de communication du Ministère; et fournit des services techniques pour aider le Ministère à s'acquitter de ses responsabilités de communication.

Assurance-santé

Applique la *Loi canadienne sur la santé*, surveille et évalue la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-maladie à la *Loi canadienne sur la santé*, approfondit les connaissances sur les régimes et les programmes d'assurance-maladie, assiste ces régimes et programmes, et fournit des conseils en matière de politiques au sujet de la *Loi canadienne sur la santé*.

Gestion du Programme

Conseille et appuie le ministre, le sous-ministre et le sous-ministre délégué; donne aux associations et organismes professionnels connexes, aux groupes d'intérêt et au public de l'aide et des renseignements dans les domaines visés; est le point central de liaison et de coordination avec les ministres provinciaux et territoriaux de la santé, et de suivi des travaux des groupes de travail et des comités consultatifs fédéraux-provinciaux; fournit au Ministère des services de planification et d'administration financière, de ressources humaines, de gestion de l'information, de vérification interne et de gestion des biens.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Innocuité, qualité des aliments et nutrition	43,845	2,062	15	2,306	43,616	57,897
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	47,386	1,580	.....	35,935	13,031	19,973
Qualité et risques environnementaux	37,984	1,848	105	4,303	35,634	43,880
Surveillance de la santé nationale	42,703	1,310	.....	.....	44,013	42,438
Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire	12,315	.....	.....	185	12,130	24,911
Programmes et services	62,075	.....	130,095	.....	192,170	218,976
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	644,119	560	394,984	11,364	1,028,299	1,046,535
Santé des fonctionnaires fédéraux	26,574	.....	.....	4,472	22,102	24,936
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	5,666	.....	.....	1,799	3,867	5,132
Politique et consultation	15,138	.....	16,828	.....	31,966	18,998
Assurance-santé	1,731	.....	.....	.....	1,731	1,702
Gestion du Programme	82,766	4,057	20,014	1,338	105,499	71,471
	1,022,302	11,417	562,041	61,702	1,534,058	1,576,849

Santé
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Innocuité, qualité des aliments et nutrition</i>		
Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	15,000
<i>Qualité et risques environnementaux</i>		
Organisation mondiale de la santé	100,000	100,000
Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	5,000
<i>Programmes et services</i>		
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	9,450,000	8,929,000
Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer ses activités de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réadaptation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues	500,000	500,000
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada afin de permettre l'octroi de subventions de recherche dans le cadre du Défi à la recherche sur le cancer du sein	2,000,000	2,000,000
Subventions aux organisations et institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue de mener des évaluations communautaires ou d'élaborer des propositions sur l'exécution d'un programme d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	400,000	1,840,000
<i>Services de santé des Indiens et des populations du Nord</i>		
Subventions, sous forme de bourses, à des particuliers d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	500,000	300,000
<i>Politique et consultation</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles, pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	97,000	922,000
Subvention à la Fondation canadienne de recherche sur les services de santé, afin d'aider à l'établissement et à la gestion du Fonds de recherche sur les services de santé	11,000,000	.....
Total des subventions	24,067,000	14,611,000
Contributions		
<i>Programmes et services</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour mener des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	21,209,000	28,462,000
Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	14,215,000	13,432,000
Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du Programme national sur le SIDA	12,038,000	12,238,000

Santé
Ministère

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions aux groupes d'âinés, aux organisations sans but lucratif, aux associations professionnelles, aux institutions d'enseignement, aux organismes de services de la santé ou sociaux, aux autres organismes parapublics, au monde des affaires, au monde du travail, aux gouvernements provinciaux et territoriaux et aux administrations locales pour améliorer la santé, le bien-être et l'autonomie des âinés vivant des situations de risque et prévenir les situations de risque; appuyer des projets innovateurs qui intègrent un plan d'évaluation et de partage des résultats; favoriser la création de nouveaux partenariats entre les âinés, les entreprises, les gouvernements et les organismes non gouvernementaux	7,016,000	18,000,000
Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	42,185,000	57,960,000
Contributions pour les frais administratifs et les coûts des projets que différents organismes nationaux engagent pour offrir des programmes et des services visant à encourager la pratique d'activités physiques	1,737,000	3,965,000
Contributions pour les frais administratifs et les coûts des projets se rattachant à la campagne publicitaire d'intérêt public de ParticipACTION dont le but est de mieux faire connaître et comprendre aux Canadiens les bienfaits de l'activité physique	700,000	900,000
Contributions aux organisations et institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'exécuter un programme d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	18,645,000	14,435,000
<i>Services de santé des Indiens et des populations du Nord</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux communautés indiennes et inuit	200,873,000	203,666,800
Paievement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	93,000,000	75,415,000
Paievement à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé non assurés	10,000,000	10,000,000
Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour la prestation de services de santé non assurés	70,125,000	70,125,000
Contributions pour des initiatives nationales spéciales de durée limitée pour les Indiens et les Inuit	12,500,000	9,466,000
Contributions à des universités, à des collèges et à d'autres organismes afin d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2,226,000	2,426,000
Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	907,000	907,000
Contributions à des associations ou à des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	1,053,000	1,053,000
Contribution au gouvernement du Yukon pour la construction de l'Hôpital général de Whitehorse	2,700,000	18,587,000
*Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	1,100,000	1,200,000

* Les données de 1996-1997 ont été rajustées de façon à tenir compte des changements d'autorisation en matière de contributions pour 1997-1998.

Santé
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Politique et consultation</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de santé	3,058,600	1,458,600
Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2,672,400	2,672,400
<i>Gestion du Programme</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux communautés indiennes et inuit	4,073,200	4,073,200
*Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	15,940,400	16,128,000
Total des contributions	537,973,600	566,570,000
Postes non requis		
Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	.....	1,100,000
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux	.....	2,749,000
Total des postes non requis	.....	3,849,000
Total	562,040,600	585,030,000

* Les données de 1996-1997 ont été rajustées de façon à tenir compte des changements d'autorisation en matière de contributions pour 1997-1998.

Santé

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectif

Permettre aux fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou aux employeurs qui les utilisent de protéger les renseignements commerciaux confidentiels relatifs à leurs produits, tout en assurant aux travailleurs des renseignements exacts sur ces produits en ce qui concerne la sécurité et la santé.

Description de l'activité

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Le Conseil est un organisme indépendant chargé de prendre une décision au sujet des demandes de dérogation aux exigences de divulgation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), demandes formulées par les fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou par les employeurs qui les utilisent, et fondées sur le fait que la divulgation révélerait des renseignements commerciaux confidentiels. S'appuyant sur les avis des toxicologues de Santé Canada, le personnel du Conseil établit également si les fiches signalétiques et les étiquettes des matières dangereuses sont conformes aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*, du Code canadien du travail, et des diverses lois provinciales et territoriales s'appliquant à la santé et la sécurité au travail. La durée de l'exemption accordée est de trois ans, après quoi le demandeur peut présenter à nouveau une demande. Les parties touchées ont le droit d'en appeler de la décision ou de l'ordre d'un agent de contrôle auprès d'une instance tripartite d'appel créée dans la province d'appel et administrée par le Conseil. En outre, le Conseil est responsable de la protection des renseignements commerciaux confidentiels, et ne peut les divulguer qu'à des fins d'exécution et d'application de la Loi ou en cas d'urgence médicale, à des personnes tenues au secret.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,163	1,163	1,218
	1,163	1,163	1,218

Santé

Conseil de recherches médicales

Objectif

Améliorer la santé des Canadiens par la promotion et l'appui de l'excellence en recherche fondamentale, clinique et appliquée dans le domaine des sciences de la santé.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions pour permettre la mise en oeuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; soutien de la collaboration entre les universités et le secteur privé en matière de recherche; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration

Soutien administratif, scientifique et technique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	228,620	228,620	235,468
Administration	8,946	.....	8,946	6,856
	8,946	228,620	237,566	242,324

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses pour appuyer la recherche	228,620,000	235,468,000
Total	228,620,000	235,468,000

Santé

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectif

Contribuer aux soins de santé de la population canadienne en s'assurant que les prix des médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

Description de l'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil fait également rapport annuellement au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,817	2,817	2,969
	2,817	2,817	2,969

22 Solliciteur général

Ministère 22-3

Service canadien du renseignement de sécurité 22-5

Service correctionnel 22-6

Commission nationale des libérations conditionnelles
22-9

Bureau de l'enquêteur correctionnel 22-10

Gendarmerie royale du Canada 22-11

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du
Canada 22-13

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie
royale du Canada 22-14

Solliciteur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Solliciteur général			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	18,088	19,617
5	Subventions et contributions	52,371	52,247
(L)	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,026	1,829
Total du Ministère		72,534	73,742
Service canadien du renseignement de sécurité			
10	Dépenses du Programme	161,380	165,554
Total de l'organisme		161,380	165,554
Service correctionnel			
15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement	876,791	843,646
20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	185,422	170,447
(L)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	201	201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90,217	75,157
(L)	Fonds renouvelable CORCAN	387	2,827
Total de l'organisme		1,153,018	1,092,278
Commission nationale des libérations conditionnelles			
25	Dépenses du Programme	20,677	21,295
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,979	2,560
Total de l'organisme		23,656	23,855
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
30	Dépenses du Programme	1,122	1,132
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162	138
Total de l'organisme		1,284	1,270
Gendarmerie royale du Canada			
35	Dépenses de fonctionnement	771,277	839,295
40	Dépenses en capital	120,931	129,035
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	208,928	217,490
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,275	15,220
Total de l'organisme		1,118,411	1,201,040
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
45	Dépenses du Programme	738	745
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50	43
Total de l'organisme		788	788
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
50	Dépenses du Programme	3,245	3,275
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300	256
Total de l'organisme		3,545	3,531

Solliciteur général Ministère

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du Portefeuille et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du Portefeuille.

Description de l'activité

Ministère du Solliciteur général

Le Ministère conseille le Solliciteur général et le Sous-solliciteur général en matière de stratégies et de planification centrale; il élabore une politique et prépare des conseils en ce qui concerne la police et la sécurité; il met au point la politique d'antiterrorisme, ce qui comprend notamment l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre le terrorisme, et il élabore une politique visant le secteur correctionnel et donne des conseils à ce sujet; il fournit des services à la haute direction, des services de communications, de planification et de gestion des ressources ainsi que des services juridiques, financiers et administratifs.

Bureau de l'Inspecteur général du SCRS

Le Bureau de l'Inspecteur général du SCRS s'assure que le SCRS respecte les politiques opérationnelles du Service; examine les activités opérationnelles, présente au Solliciteur général un certificat annuel sur les opérations du Service et entreprend sur demande des révisions d'activités spécifiques requises.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Ministère du Solliciteur général	19,188	52,371	71,559	72,749
Bureau de l'Inspecteur général du SCRS	975	.....	975	993
	20,163	52,371	72,534	73,742

Solliciteur général
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Ministère du Solliciteur général</i>		
Société John Howard	509,795	509,795
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451,807	451,807
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	834,542	834,542
Total des subventions	1,796,144	1,796,144
Contributions		
<i>Ministère du Solliciteur général</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuit conformément au Programme de services de police des Premières nations	49,540,000	49,540,000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	1,035,056	911,056
Total des contributions	50,575,056	50,451,056
Total	52,371,200	52,247,200

Solliciteur général

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Service canadien du renseignement de sécurité	161,380	161,380	165,554
	161,380	161,380	165,554

Solliciteur général

Service correctionnel

Objectif

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

Description des activités

Opérations correctionnelles

Prestation de services essentiels liés à chaque étape de la peine du délinquant, y compris toute période de liberté sous condition. Parmi ces services, on retrouve la prestation de soins de santé physique aux détenus ainsi que des soins de santé mentale tant aux détenus qu'aux délinquants en liberté sous condition; la surveillance et le contrôle des détenus de pair avec la sécurité physique et périmétrique; les opérations de gestion des cas; la surveillance dans la collectivité et l'assistance postpénale.

Programmes correctionnels

Prestation d'une gamme de programmes conçus pour promouvoir la réintégration des délinquants, y compris la formation scolaire et professionnelle; l'emploi et le perfectionnement professionnel; des services et des programmes d'aumônerie; ainsi que d'autres programmes conçus pour répondre à divers besoins culturels, sociaux, spirituels et de perfectionnement personnel.

Services techniques et services aux détenus

Prestation de fonctions liées directement aux services d'alimentation, de vêtements et de logement des détenus ainsi qu'à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des établissements correctionnels. Parmi ceux-ci on retrouve les biens et services qui contribuent au soutien des activités pénitentiaires; l'ingénierie et le maintien des usines, des installations de programmes et du transport; services de gestion des programmes d'immobilisation. De plus, cette activité inclut les services de gestion des Systèmes.

Gestion et administration

Prestation de services intégrés tels la planification stratégique, les politiques intégrées, la recherche, les communications, l'évaluation des programmes, la vérification, les services juridiques et les services à la haute direction. De plus, cette activité renferme les services de gestion tels le Personnel, les Finances, l'Administration et la coordination de la planification des opérations et des ressources.

CORCAN

Prestation d'activités de formation de main-d'oeuvre, d'expérience du travail et de services d'emploi conformes aux besoins des délinquants pour faciliter la réinsertion socioprofessionnelle du délinquant.

Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$45,000,000 au titre du fonds renouvelable CORCAN. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	13,980
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997-1998 – besoins de trésorerie nets	<u>387</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1998	13,593

Solliciteur général
Service correctionnel

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998				Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Opérations correctionnelles	534,872	.....	477	.....	535,349	536,559
Programmes correctionnels	118,583	.....	296	.....	118,879	105,904
Services techniques et services aux détenus	201,174	185,422	.....	.....	386,596	313,733
Gestion et administration	111,506	.....	301	.....	111,807	133,255
*CORCAN	59,855	1,240	.....	60,708	387	2,827
	1,025,990	186,662	1,074	60,708	1,153,018	1,092,278

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines dépenses en argent inscrites dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en argent. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	82
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	2,935
Changements dans le fonds de roulement	.....
Moins :	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Changements dans le fonds de roulement	2,000
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	1,240
Total des prévisions (besoins de trésorerie nets)	387

NOTA : Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable CORCAN, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Solliciteur général
Service correctionnel

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Opérations correctionnelles</i>		
Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	57,000	54,000
<i>Gestion et administration</i>		
Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	100,000	100,000
(L) Pensions et autres avantages sociaux des employés	201,000	201,000
Total des subventions	358,000	355,000
Contributions		
<i>Opérations correctionnelles/Programmes correctionnels</i>		
Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	716,000	716,000
Total des contributions	716,000	716,000
Total	1,074,000	1,071,000

Solliciteur général

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission

Conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Opérations de la Commission	23,656	23,656	23,855
	23,656	23,656	23,855

Solliciteur général

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Objectif

L'objectif du programme est d'agir en tant qu'ombudsman pour toute question correctionnelle de compétence fédérale en révisant de façon indépendante les plaintes des délinquants liées aux décisions, recommandations, actes ou omissions du Commissaire du Service correctionnel, ses préposés ou agents par rapport à l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et en menant des enquêtes à leur sujet, afin de contribuer à la gestion efficace, juste et humaine des peines des délinquants pour lesquels le Solliciteur général est responsable.

Description de l'activité

Le Bureau maintient un processus d'enquête indépendant, objectif, approfondi et opportun afin de répondre aux problèmes soulevés par les délinquants qui relèvent de la juridiction fédérale et le personnel des Services correctionnels afin de faciliter le règlement des préoccupations individuelles et collectives des délinquants; formule des recommandations au Commissaire du Service correctionnel et au Solliciteur général sur les résultats des enquêtes, y compris les mesures de redressement; par l'entremise du Solliciteur général, présente un rapport annuel aux deux Chambres du Parlement et comparaît, le cas échéant, devant le Sénat et les Comités permanents de la Chambre sur la justice et le Solliciteur général.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998		Budget principal 1996–1997
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,284	1,284	1,270
	1,284	1,284	1,270

Solliciteur général Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Faire respecter les lois, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Police opérationnelle

Englobe divers programmes d'application de la loi offerts aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Elle collabore avec les services de police accrédités et fournit des services au public.

Police de protection

Assure les services de protection et de sécurité aux dignitaires canadiens et étrangers, aux biens de l'État, aux événements d'envergure ainsi qu'aux aéroports désignés et s'occupe de la recherche, de la conception et de l'évaluation de méthodes et d'équipement de sécurité.

Services judiciaires

Appuient tous les services de police canadiens en leur fournissant des cours de techniques policières spécialisés ainsi que des services de laboratoire judiciaire, d'identité judiciaire et d'information.

Gestion générale

Assure l'interaction de la planification stratégique et générale, l'élaboration des politiques, de la planification financière et de l'évaluation des programmes. Elle assume le contrôle des activités en coordonnant les secteurs des communications, des affaires publiques, de l'accès à l'information, des liaisons ministérielles, des examens externes et des appels.

Administration

Chargée de l'organisation et de la gestion des ressources humaines du Ministère, des programmes de formation, de la dotation en personnel, des services de santé et des services linguistiques, de l'administration de la gestion du matériel et des programmes et des services de biens immobiliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire			Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert			
Police opérationnelle	1,080,245	54,833	.....	715,278	419,800	475,054
Police de protection	132,002	2,445	.....	.....	134,447	139,510
Services judiciaires	247,345	37,202	386	3,461	281,472	281,667
Gestion générale	38,982	748	.....	.....	39,730	40,380
Administration	177,155	25,703	40,104	.....	242,962	264,429
	1,675,729	120,931	40,490	718,739	1,118,411	1,201,040

Solliciteur général
Gendarmerie royale du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
<i>Administration</i>		
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1,900	1,900
Association internationale des chefs de police	1,900	1,900
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	1,000,000	1,000,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1985 ch. R-10)	30,000,000	31,000,000
(L) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	9,000,000	8,000,000
(L) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	100,000	100,000
Total des subventions	40,103,800	40,103,800
Contributions		
<i>Services judiciaires</i>		
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police	386,080	386,080
Total des contributions	386,080	386,080
Total	40,489,880	40,489,880

Solliciteur général

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, des cas de discipline graves, de renvoi et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.

Description des activités

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuellement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révisé équitablement les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à comparaître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptables. Les conclusions et recommandations du président, ou du Comité, sont envoyées aux parties et au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	788	788	788
	788	788	788

Solliciteur général

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

Description des activités

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et examine les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à comparaître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au Commissaire de la GRC et au Solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque année au Solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recommandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	Budgétaire	Total	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,545	3,545	3,531
	3,545	3,545	3,531

23 Transports

Ministère 23-3

Office des transports du Canada 23-12

Tribunal de l'aviation civile 23-14

Transports Ministère

Objectif

Établir et administrer des politiques, règlements et services pour le meilleur réseau de transports qui soit.

Description des activités

Politiques

L'activité Politiques englobe l'élaboration de politiques de transport et de changements législatifs qui contribuent à l'efficacité et à l'efficience du réseau de transport du Canada. Elle comprend aussi la surveillance et l'analyse de ce réseau de transport, la préparation de rapports annuels (*Loi sur les transports au Canada*), les études économiques et l'évaluation des programmes. Le financement et l'analyse liés aux sociétés d'État sont également fournis.

Sécurité et sûreté

L'activité Sécurité et sûreté élabore des lois, des normes et des règlements nationaux et met en oeuvre des programmes de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'éducation, de recherche et développement et de subventions afin de promouvoir la sécurité et la sûreté dans les modes de transport aérien, maritime, ferroviaire et routier, et fournit des services d'aéronefs au gouvernement et à d'autres organismes de transport.

Programmes et cessions

L'activité Programmes et cessions est chargée de négocier la cession des havres, des ports et des aéroports à des intérêts locaux; d'exploiter les aéroports, les havres et les ports jusqu'à leur cession; d'exploiter les aéroports, les havres et ports éloignés appartenant au gouvernement fédéral; d'administrer les programmes de subvention pour les aéroports, les ports, les routes et les ponts; de remplir des fonctions de propriétaire et de surveillance pour le Ministère, y compris pour les havres, les ports et les aéroports et les sites du système de navigation aérienne; d'administrer un programme de gérance de l'environnement visant les avoirs du fédéral liés au transport.

Administration du Ministère

L'activité Administration du Ministère fournit au Ministère des services financiers, administratifs, informatiques, juridiques et exécutifs, ainsi que de ressources humaines et de communications internes et externes.

Transports Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997–1998				Total	Budget principal 1996–1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Politiques	362,498	2,626	59,898	.....	425,022	.....
Sécurité et sûreté	251,842	16,094	12,059	58,701	221,294	.....
Programmes et cessions	180,748	80,859	1,058,254	299,785	1,020,076	.....
Administration du Ministère	64,887	6,614	2,500	9,310	64,691	82,650
Politiques et coordination	.....	.....	.....	.....	.....	766,229
Marine	.....	.....	.....	.....	.....	60,019
Aviation	.....	.....	.....	.....	.....	125,180
Aéroports	.....	.....	.....	.....	.....	79,506
Surface	.....	.....	.....	.....	.....	45,324
Système de navigation aérienne	.....	.....	.....	.....	.....	582,048
	859,975	106,193	1,132,711	367,796	1,731,083	1,740,956

Notas :

L'activité Politiques comprend des paiements aux sociétés d'État suivantes : Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (\$29,887,000 – crédit 15); Marine Atlantique S.C.C. (\$91,290,000 – crédit 20); VIA Rail Canada Inc. (\$216,204,000 – crédit 25); l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (\$2,000,000 – crédit 30). Les pages suivant le tableau des paiements de transfert contiennent de plus amples renseignements sur les activités de ces sociétés d'État.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
Subventions		
<i>Politiques</i>		
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	22,620,700	22,004,700
Total des subventions	22,620,700	22,004,700
Contributions		
<i>Politiques</i>		
Contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA :		
Chemin de fer Québec North Shore & Labrador	2,250,000	.....
Algoma Central Railway Inc.	1,789,000	.....
Commission de transport Ontario Northland	2,550,000	.....
Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	10,000,700	10,885,000
Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	19,000,200	19,000,200
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,500,200	1,500,200
Association du transport du Canada	188,000	.....

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
<i>Sécurité et sûreté</i>		
Code canadien de sécurité :		
Terre-Neuve	172,000	.....
Île-du-Prince-Édouard	147,000	.....
Nouvelle-Écosse	284,000	.....
Nouveau-Brunswick	207,000	.....
Québec	625,000	.....
Ontario	968,000	.....
Manitoba	254,000	.....
Saskatchewan	265,000	.....
Alberta	452,000	.....
Colombie-Britannique	347,000	.....
Territoires du Nord-Ouest	129,000	.....
Yukon	129,000	.....
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	7,495,000	7,545,000
Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain	200,000	150,000
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	384,700	384,700
<i>Programmes et cessions</i>		
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :		
Programme initial	3,588,100	8,225,100
Aéroports qui ne font pas partie du Réseau national d'aéroports aux termes de la Politique nationale des aéroports	11,286,000	4,036,000
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	35,000,000	25,000,000
Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports et des installations connexes – Principales contributions –		
Terre-Neuve – Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	713,700	404,700
Contribution à la ville de Montréal pour des travaux de construction sur le boulevard Henri-Bourassa	9,300,000	19,735,500
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :		
Nouveau-Brunswick	9,600,000	17,000,000
Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	2,000,000	.....
Terre-Neuve – Routes régionales	20,000,000	21,000,000
Accord sur l'autoroute transcanadienne – Terre-Neuve	34,000,000	35,000,000

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, <i>Loi des subsides n°5 de 1963</i>)	6,664,000	6,664,000
Aide de transition suite à l'élimination des subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique :		
Terre-Neuve	7,000,000	4,000,000
Nouvelle-Écosse	17,000,000	17,000,000
Nouveau-Brunswick	37,750,000	40,000,000
Île-du-Prince-Édouard	5,960,000	5,000,000
Québec	16,000,000	12,000,000
Initiative stratégique d'investissement en capital – Routes	84,869,600	100,403,000
Initiative stratégique d'investissement en capital – Havres et quais	878,000	1,807,000
Entente d'amélioration routière associée au lien routier permanent		
Nouveau-Brunswick	9,600,000	10,000,000
Île-du-Prince-Édouard	2,433,000	7,545,000
Contribution au district de Campbell River envers les coûts associés aux améliorations côté piste à l'aéroport Campbell River	2,263,000	.....
Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports, et des installations connexes	62,000	222,000
Fonds de cession des ports	26,000,000	.....
Initiative stratégique d'investissement en capital – Aéroports	286,000	2,765,000
(L) Paiements à NAV CANADA durant la période de transition selon la <i>Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne</i> (L.C., 1996, ch. 20)	716,000,000	.....
<i>Administration du Ministère</i>		
Contributions tirées du Fonds de réserve d'amélioration du réseau	2,500,000	3,068,000
Total des contributions	1,110,090,200	380,340,400
Postes non requis		
Subvention à la province de Terre-Neuve et du Labrador pour les services de traversier le long de la côte sud de Terre-Neuve et de la péninsule Great Northern	.....	5,000,000
Contribution au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé afin de maintenir et d'améliorer le Système interprovincial d'échange de registre	.....	17,800
Code canadien de sécurité	.....	4,077,000
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :		
Nouvelle-Écosse	.....	1,743,000
Total des postes non requis	.....	10,837,800
Total	1,132,710,900	413,182,900

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Objectif

Fournir au public des voies sûres et efficaces sur les ponts Jacques-Cartier et Champlain et sur une section de l'autoroute Bonaventure à Montréal (Québec).

Description du financement par voie de crédits

Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

La Société administre, contrôle, exploite et entretient le pont Jacques-Cartier et le pont Champlain qui inclut une partie de l'autoroute Bonaventure, à Montréal (Québec). Aucun péage n'est imposé sur le pont Jacques-Cartier depuis 1962 et sur le pont Champlain, depuis le mois de mai 1990.

Les paiements budgétaires sont requis pour couvrir l'excédent des déboursés sur les recettes de la Société provenant de l'exploitation des ponts, des chaussées et de la section de l'autoroute relevant de sa compétence.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	29,887	31,918
Total des besoins budgétaires	29,887	31,918

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – La Société canadienne des ports

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
La Société canadienne des ports		
Dépenses en capital :		
Agrandissement du quai – Port de Belledune	1,500
Total des besoins	1,500

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Marine Atlantique S.C.C.

Objectif

Exploiter des services sûrs, fiables et efficaces de transport maritime et des services connexes dans la région atlantique du Canada pour contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux.

Description du financement par voie de crédits

Marine Atlantique S.C.C.

Assurer une aide financière à Marine Atlantique S.C.C. à partir des coûts budgétés moins les recettes des usagers pour certains services côtiers et de traversier pour lesquels le Canada a accepté la responsabilité, notamment les services prévus par l'Acte de l'Union et la Confédération. La société d'État assure les services suivants :

- a) respecter les engagements constitutionnels (services entre North Sydney et Port-aux-Basques, et services entre Borden et Cap-Tourmentin) et services côtiers de Terre-Neuve (le Labrador);
- b) assurer d'autres services que ceux prévus par la Constitution (entre North Sydney et Argentinia).

De plus, la société mène d'autres activités liées aux transports.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Marine Atlantique S.C.C.	91,290	87,200
Total des besoins budgétaires	91,290	87,200

Transports
Ministère
Renseignements additionnels – VIA Rail Canada Inc.

Objectif

Gérer les services ferroviaires pour le transport des voyageurs de façon à en améliorer l'efficience, l'efficacité et la rentabilité.

Description du financement par voie de crédits

VIA Rail Canada Inc.

VIA Rail est responsable de la gestion de la plupart des services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada en vertu de l'entente conclue avec le ministre des Transports. VIA Rail doit assurer les services prescrits par le Ministre dans des ententes fondées sur les coûts budgétés moins les recettes. VIA Rail à son tour gère et fait la mise en marché de services, entretient son équipement et passe des marchés avec le CN et le CP pour obtenir le droit de faire circuler des trains de voyageurs sur leurs réseaux respectifs et leur faire assurer l'exploitation de ces trains ainsi que la prestation d'autres services de soutien.

VIA Rail reçoit également des fonds pour l'acquisition et la rénovation d'installations et de matériel et d'autres immobilisations.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998	Budget principal 1996–1997
VIA Rail Canada Inc.	216,204	248,504
Total des besoins budgétaires	216,204	248,504

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Objectif

Construire et exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés, telles que les ponts, qui font partie d'une voie navigable en eau profonde.

Description du financement par voie de crédits

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Paievements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield, y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires qui sont prévues dans des budgets annuels d'immobilisations approuvés par le Conseil du Trésor.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent		
Réfection du pont de Valleyfield	2,000	2,000
Total des besoins budgétaires	2,000	2,000

Transports

Office des transports du Canada

Objectif

L'Office a pour but de contribuer, par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport de compétence fédérale, à la mise en place d'un réseau de transport national efficient et efficace qui sert les besoins des expéditeurs, des transporteurs et des voyageurs.

Description de l'activité

Office des transports du Canada

C'est en examinant ses sous-activités qu'on peut le mieux décrire l'activité de l'Office des transports du Canada.

- **Membres et soutien de la réglementation** : Cette sous-activité comprend le bureau du président, les services de soutien juridiques et de la réglementation. Elle a pour objectif d'assurer un recours grâce à des services d'adjudication et de réglementation quasi-judiciaires à la fois solides, opportuns et efficaces, conformément à la législation ainsi qu'aux politiques et aux priorités gouvernementales.
- **Transport ferroviaire et maritime** : Cette sous-activité comprend toutes les fonctions de réglementation ferroviaire et maritime prévues par le mandat de l'Office, précisées dans la *Loi sur les transports au Canada* et la législation connexe. Son objectif principal consiste à favoriser la qualité et la rentabilité des services de transport ferroviaire et maritime répondant aux besoins des entreprises canadiennes, grâce à la réglementation économique; à assurer la gestion du programme d'infrastructure ferroviaire; à encourager et à maintenir une concurrence loyale tout en protégeant les intérêts des usagers des transports; à s'assurer que les tarifs ou les conditions ne nuisent pas injustement ou indûment aux envois de marchandises, au développement industriel et au commerce, en réglant les différends entre les expéditeurs, les transporteurs ferroviaires et maritimes et autres intéressés et en faisant en sorte que les méthodes d'établissement des coûts des activités ferroviaires soient fondées sur des données fiables et exactes visant à appuyer le cadre permettant l'élaboration d'une politique fédérale en matière de transport ferroviaire.
- **Transport aérien et transports accessibles** : Cette sous-activité comprend toutes les fonctions de réglementation du transport aérien prévues par le mandat de l'Office énoncé dans la *Loi sur les transports au Canada* et la législation connexe. Ses principaux objectifs consistent à faciliter la prestation de services de transport aérien satisfaisants et rentables, au Canada même ainsi qu'à destination et en provenance de ce dernier, grâce à l'application d'un système d'octroi de licences de transporteur aérien, à l'exécution d'accords de transport aérien internationaux et au suivi des tarifs internationaux, ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des personnes ayant une déficience au réseau de transport du Canada, pour que celui-ci soit juste et équitable. Cette sous-activité sera également responsable du traitement des appels logés auprès de l'Office à l'égard des frais facturés en vertu du nouveau système de navigation aérienne et ce, deux ans après l'entrée en vigueur de la législation pertinente.
- **Services de gestion** : Cette sous-activité fournit un éventail complet de processus de gestion et de services administratifs à l'appui du programme de l'Office. Son objectif principal consiste à appuyer toutes les activités de ce dernier.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Office des transports du Canada	21,740	4	21,744	.....
Transport ferroviaire	.....	.....	.....	13,886
Transport aérien et transports accessibles	.....	.....	.....	6,238
Transport maritime et routier	.....	.....	.....	1,037
Membres et soutien de la réglementation	.....	.....	.....	5,642
Administration	.....	.....	.....	5,204
	21,740	4	21,744	32,007

Transports
Office des transports du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Contributions		
<i>Office des transports du Canada</i>		
Paiements au Groupe de recherche sur les transports au Canada	4,000	4,000
Total des contributions	4,000	4,000
Postes non requis		
(L) Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport de montants établis selon les dispositions de l'article 270 de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	.....	7,309,000
Total des postes non requis	.....	7,309,000
Total	4,000	7,313,000

Transports

Tribunal de l'aviation civile

Objectif

Pourvoir au milieu de l'aviation un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités

Révisions et appels

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonction- nement		
Révisions et appels	901	901	902
	901	901	902

24 Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère 24-3

Société canadienne d'hypothèques et de logement 24-13

Société canadienne des postes 24-14

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère		
<i>Programme des services immobiliers</i>		
1	917,648	888,883
5	271,793	278,647
10		
	2,589	2,589
(L)	2,221	1,889
(L)	(2,589)	(19,737)
(L)	(19,599)	.....
-	.....	425,557
<i>Total du Programme</i>	1,172,063	1,577,828
<i>Programme des approvisionnements et des services</i>		
15	455,976	428,319
(L)		
	49	49
(L)	32,066	35,978
(L)	335	22
(L)	20,933	19
(L)	(900)	(740)
(L)		

(L)	21,012	7,463
<i>Total du Programme</i>	529,471	471,110
<i>Programme des sociétés d'État</i>		
20	3,000	3,000
25	4,100	6,500
<i>Total du Programme</i>	7,100	9,500
Total du Ministère		
	1,708,634	2,058,438
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
30	1,863,667	1,972,803
(L)	(230,600)	(270,900)
Total de l'organisme	1,633,067	1,701,903
Société canadienne des postes		
35	14,000	14,000
Total de l'organisme	14,000	14,000

*Le financement des subventions aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices sera dorénavant la responsabilité du ministère compétent ayant la garde de biens immobiliers. Les subventions versées aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront récupérées par Travaux publics et Services gouvernementaux auprès des ministères ayant la garde de biens immobiliers et portées au crédit des paiements législatifs.

Nota : La Corporation commerciale canadienne se trouve maintenant dans la section du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des services immobiliers

Objectif

Gérer un portefeuille diversifié comprenant les propriétés immobilières d'usage commun et général et d'autres actifs afin de fournir des locaux et des services connexes aux locataires fédéraux, aux clients et aux autres usagers, et d'optimiser les investissements du gouvernement dans ces biens. Fournir aux clients des services communs dans les domaines de l'immobilier, de l'architecture et du génie, aux taux du marché.

Description des activités

Logement fédéral

Gérer un portefeuille diversifié d'immeubles de bureaux et d'installations d'usage commun afin d'assurer des milieux de travail sécuritaires et productifs aux fonctionnaires fédéraux et d'optimiser les investissements faits par le gouvernement dans ces biens.

Propriétés fédérales

Gérer les investissements gouvernementaux dans les biens immobiliers sous la garde du Ministre et le dessaisissement de ceux-ci, et voir au paiement des subventions en remplacement de l'impôt municipal ou provincial.

Services

Fournir, aux taux du marché, les services relatifs aux biens immobiliers qui répondent aux besoins des clients.

Coordination du programme

Assurer l'orientation et le cadre stratégiques pour la gestion du programme et donner des conseils en matière de politique et d'exploitation au Ministre et au comité de direction du Ministère.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998				Total	Budget principal 1996-1997
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Logement fédéral	1,025,190	239,120	.....	239,432	1,024,878	1,043,270
Propriétés fédérales	114,327	32,673	421,400*	446,205*	122,195	509,187
**Services	2,187,932	.....	.....	2,207,531	(19,599)	(17,148)
Coordination du programme	45,644	.....	12	1,067	44,589	42,519
	3,373,093	271,793	421,412	2,894,235	1,172,063	1,577,828

Nota : Le Programme des services immobiliers est partiellement financé au moyen de fonds renouvelables, dont le Fonds renouvelable des services immobiliers et le Fonds renouvelable pour l'aliénation de biens immobiliers. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

*Le financement des subventions aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices sera dorénavant la responsabilité du ministère compétent ayant la garde de biens immobiliers. Les subventions versées aux municipalités en vertu de cette autorisation législative seront récupérées par Travaux publics et Services gouvernementaux auprès des ministères ayant la garde de biens immobiliers et portées au crédit des paiements législatifs.

**En 1996-1997, cette activité comprenait les quatre activités suivantes : Architecture et génie, Gestion de l'immobilier, Propriétés et dessaisissement et Services de soutien.

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des services immobiliers

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Subventions		
Contributions		
<i>Coordination du programme</i>		
Association canadienne de normalisation	12,000	12,000
Total des contributions	12,000	12,000
Postes non requis		
(L) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	.....	425,557,000
Total des postes non requis	.....	425,557,000
Total	12,000	425,569,000

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des approvisionnements et des services

Objectif

Contribuer à optimiser les ressources, à faire respecter les principes d'équité et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques et à soutenir les objectifs gouvernementaux en assurant ou en facilitant la prestation d'une vaste gamme de services essentiels de qualité supérieure dans les domaines des approvisionnements, des ressources humaines, des finances, de la traduction, des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, de même que d'autres services gouvernementaux centraux.

Dans le cadre du Programme des approvisionnements et des services, on assure dix services centraux du gouvernement et de gestion ministérielle qui sont répartis en sous-activités gérées et dispensées dans l'ensemble du Ministère. Le programme comprend également des sous-activités qui sont désignées comme des organismes de service spéciaux. Il s'agit de services intégrés qui sont mis sur pied à l'Administration centrale afin de répondre aux besoins variés des clients, conformément aux normes qui ont été établies par les clients en matière de services et d'affectation des ressources. Le programme est divisé en trois activités : les services centraux et communs du gouvernement, la gestion ministérielle et les organismes de service spéciaux. Toutes ces activités ont des ressources spécialisées et, dans certains cas, une partie de leurs ressources sont affectées en région. Les sous-activités des services du Receveur général, de la rémunération de la fonction publique, de l'approvisionnement, de la distribution des biens de la Couronne et des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique qui relèvent de l'activité des services centraux et communs du gouvernement ont des ressources spécialisées à l'Administration centrale et dans les régions.

- L'activité des services centraux et communs du gouvernement se divise en sept sous-activités : services du Receveur général, rémunération de la fonction publique, approvisionnements, relations publiques et marchés de services d'imprimerie, distribution des biens de la Couronne, Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique et, enfin, les autres services centraux du gouvernement.
- L'activité de la gestion ministérielle se divise en trois sous-activités : services exécutifs et de gestion ministérielle, ressources humaines et soutien régional.
- L'activité des organismes de services spéciaux comprend le Groupe Communication Canada, Conseils et Vérification Canada, et le Bureau de la traduction.

Description des activités

Activité des services centraux et communs du gouvernement

Cette activité offre des services centraux et communs du gouvernement à divers clients afin de répondre à des besoins variés. Ces services sont offerts à plus de cent ministères et organismes au Canada, en Europe et aux États-Unis. L'activité comprend sept sous-activités liées à des services centraux et à des services communs. Les services sont assurés de façon intégrée à l'Administration centrale afin de répondre aux besoins très diversifiés des clients, conformément à des normes établies régissant le service à la clientèle et l'affectation des ressources. Des ressources spécialisées à l'Administration centrale sont affectées à chaque sous-activité et une partie des ressources est attribuée aux directions régionales. Les services (sous-activités) suivants sont fournis dans le cadre de la présente activité :

- Services du Receveur général;
- Rémunération de la fonction publique;
- Approvisionnements;
- Relations publiques et marchés de services d'imprimerie;
- Distribution des biens de la Couronne;
- Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- Autres services centraux du gouvernement.

Activité de gestion ministérielle

Cette activité offre une vaste gamme de services de soutien et de gestion à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Cette activité comprend les sous-activités suivantes : Services exécutifs et de gestion ministérielle, Ressources humaines et Soutien régional. Elle comprend les cabinets du Ministre et du Sous-ministre et les services des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, des ressources humaines, des immobilisations, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des différends contractuels, des politiques et de la planification ministérielles, de la recherche sur l'opinion publique et des services juridiques, ainsi que le groupe de la mise en oeuvre et le Bureau de la Secrétaire générale.

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des approvisionnements et des services

Activité des organismes de service spéciaux

Cette activité fournit des services efficaces et efficients qui sont axés sur les pratiques du secteur privé et ce, afin de satisfaire aux besoins des clients.

Cette activité comprend différents organismes de service spéciaux (OSS) de TPSGC qui offrent, contre une rémunération à l'acte, une vaste gamme de services facultatifs aux ministères et organismes. Les OSS offrent également certains services obligatoires qui sont financés par crédit. Les services qui sont offerts par ces organismes comprennent : des services d'imprimerie, d'édition et une vaste gamme de services de communications; des services de traduction et d'autres services linguistiques; et des services de consultation, de vérification et services connexes. Parmi les OSS, nous retrouvons :

- Groupe Communication Canada;
- Conseils et Vérification Canada;
- Bureau de la traduction.

Fonds renouvelables

Fonds renouvelable des Services facultatifs

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$200,000,000 sur le fonds renouvelable des Services facultatifs. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	155,693
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 – besoins de trésorerie nets	335
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	155,358

Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$100,000,000 sur le fonds renouvelable du Groupe Communication Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	101,019
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 – Besoins de trésorerie nets	20,933
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	80,086

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des approvisionnements et des services

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$30,000,000 sur le fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	6,746
Plus :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 – excédent	900
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	7,646

Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$64,000,000 sur le fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	87,834
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	87,834

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$75,000,000 sur le fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	72,950
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998 – Besoins de trésorerie nets	21,012
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	51,938

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des approvisionnements et des services

Fonds renouvelable de la production de défense

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$100,000,000 sur le fonds renouvelable de la production de défense. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	100,000
Moins :	
Budget des dépenses principal de 1997–1998	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1998	100,000

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997–1998			Budget principal 1996–1997
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services centraux et communs du gouvernement	823,834	473,012	350,822	335,905
Gestion ministérielle	183,531	93,702	89,829	85,445
Organismes de service spéciaux	230,093	141,273	88,820	49,760
	1,237,458	707,987	529,471	471,110

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des approvisionnements et des services

**Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables
(Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998			Budget principal 1996-1997
	Dépenses	Recettes	Dépenses (recettes) excédentaires	
Services facultatifs/Approvisionnement	110,437	109,752	685	(33)
Groupe Communication Canada	19,932	3,480	16,452	(2,072)
Conseils et Vérification Canada	46,596	46,696	(100)	235
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	318,396	318,396	.....	(3,595)
Bureau de la traduction	103,297	91,097	12,200	8,419
Production de défense	.....	.....	.....	.....
Déficit/(bénéfice) de fonctionnement	598,658	569,421	29,237	2,954
*Rajustements pour obtenir les besoins de trésorerie nets/(excédent)	12,143	.....	12,143	3,810
Budget des dépenses principal - besoins de trésorerie nets/(excédent)	610,801	569,421	41,380	6,764

*Puisque le bénéfice ou le déficit de fonctionnement est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, cet élément ne reflète pas directement les besoins de trésorerie du fonds qui sont inclus dans le Budget des dépenses. Certains éléments qui devraient être pris en considération pour le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas une dépense directe en argent. Certaines dépenses en argent incluses dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante :

**Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables
(Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)	Services facultatifs	Groupe Communication Canada	Conseils et Vérification Canada	Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	Bureau de la traduction	Production de défense
Déficit/(bénéfice) de fonctionnement prévu	685	16,452	(100)	.....	12,200	.....
Éléments hors caisse compris dans le calcul du bénéfice de fonctionnement	905	15,974	1,300	(6,457)	(3,889)	.....
Total partiel	(220)	478	(1,400)	(6,457)	16,089	.....
Augmentation du fonds de roulement	.....	20,455	100	.....	3,708	.....
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	555	.....	400	6,457	1,215	.....
Total des prévisions - besoins de trésorerie nets/(excédent)	335	20,933	(900)	.....	21,012	.....

Nota : Pour de plus amples renseignements sur les fonds renouvelables, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des sociétés d'État

Objectif

Autoriser et effectuer des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux ententes approuvées par le gouverneur en conseil.

Description des activités

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Mettre en valeur les terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.

Queens Quay West Land Corporation

Remplir les fonctions d'une entreprise de gestion immobilière et d'aliénation pour les terrains du Harbourfront à Toronto.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998		Budget principal 1996-1997
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonction- nement		
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3,000	3,000	3,000
Queens Quay West Land Corporation	4,100	4,100	6,500
	7,100	7,100	9,500

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des sociétés d'État
 Renseignements additionnels – Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Objectif

Mettre en valeur les terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.

Description du financement par voie de crédits

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Les sommes versées à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. servent à financer la mise en valeur du Vieux-Port de Montréal. Le budget de fonctionnement comprend les salaires, les frais d'administration et d'entretien de l'emplacement, de même que les dépenses liées aux activités de promotion et au programme de communication.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.		
Dépenses de fonctionnement :		
Frais d'administration	1,675	1,675
Frais de communication	1,975	1,975
Coûts des programmes d'animation	4,925	4,925
Frais de l'entretien des terrains	3,925	3,925
Total partiel	12,500	12,500
Dépenses en capital :		
Site en général	500	500
Total partiel	500	500
Total des dépenses brutes	13,000	13,000
Moins :		
Recettes de la Société	10,000	10,000
Total des besoins budgétaires	3,000	3,000

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des sociétés d'État
Renseignements additionnels – Queens Quay West Land Corporation

Objectif

L'objectif de la Queens Quay West Land Corporation est de remplir les fonctions d'une entreprise de gestion immobilière et d'aliénation pour les terrains de Harbourfront à Toronto.

Description du financement par voie de crédits

Queens Quay West Land Corporation

Les sommes versées à la société permettent de respecter les engagements prévus dans les accords de transfert avec la ville de Toronto, certains promoteurs immobiliers et les autres parties intéressées à préserver l'intégrité du secteur riverain et également d'accorder une subvention de fonctionnement au Harbourfront Centre. Le budget de fonctionnement comprend les frais d'administration et d'entretien de l'emplacement, de même que les dépenses liées au dessaisissement des biens immeubles.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Queen Quay West Land Corporation		
Dépenses de fonctionnement :		
Paie ment au Harbourfront Centre	4,100	6,500
Total des besoins budgétaires	4,100	6,500

Travaux publics et Services gouvernementaux Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Description du financement par voie de crédits

Logement du marché

Aider à créer un climat stable dans lequel le marché privé puisse fonctionner efficacement et améliorer la sécurité d'occupation par le biais de l'accession à la propriété et des coopératives d'habitation.

Logement social

Venir en aide aux ménages nécessiteux qui n'ont pas les moyens de se procurer sur le marché privé des logements de qualité et de taille convenables à un prix abordable.

Aide au logement

Entreprendre et soutenir des travaux de recherche, ainsi que des activités de diffusion de l'information et d'élaboration de politiques et de programmes visant à améliorer la qualité et l'abordabilité des logements, le fonctionnement des marchés de l'habitation et le développement de collectivités durables, et fournir d'autres services auxiliaires en vue d'aider la Société à remplir sa mission.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Dépenses budgétaires :		
Logement du marché	61,531	64,708
Logement social	1,768,573	1,874,134
Aide au logement	33,563	33,961
Total partiel	1,863,667	1,972,803
Total des dépenses non budgétaires (nettes):	(230,600)	(270,900)
Total des besoins	1,633,067	1,701,903

Travaux publics et Services gouvernementaux Société canadienne des postes

Objectif

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Description du financement par voie de crédits

Paiements concernant les programmes publics

Ces paiements portent sur des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement (le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles).

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1997-1998	Budget principal 1996-1997
Paiements concernant les programmes publics	14,000	14,000
Total des besoins budgétaires	14,000	14,000

25 Index

Index

A

Académie de droit international de la Haye, 15–4
Accord Canada-Québec sur l'immigration, 6–4
Accord de libre-échange nord-américain, 12–11
Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, 1–32
Accord sur le commerce intérieur, 12–11
Accord sur les marchés publics, 12–11
Accord sur les relevés hydrométriques, 11–5
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 1–49, 23–2, 23–4, 23–11
Administration du pipe-line du Nord, 1–32, 1–51, 2–3, 2–21
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 1–30, 1–51, 2–1 à 2–2, 2–4 à 2–8
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 1–32, 1–51, 3–1 à 3–3
Agence canadienne d'évaluation environnementale, 1–39, 1–55, 11–2, 11–7
Agence canadienne de développement international, 1–31, 1–51, 2–2, 2–10 à 2–15
Agence canadienne du pari mutuel, 4–5
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, 2–7
Agence de promotion économique du Canada atlantique, 1–40, 1–56, 14–2, 14–8 à 14–9
Agence internationale de l'énergie, 2–6, 19–7
Agence internationale de l'énergie atomique, 2–6, 19–10
Agence pour l'énergie nucléaire, 2–6
Agence spatiale canadienne, 1–40, 1–56, 14–2, 14–11 à 14–13
Agence spatiale européenne, 14–12
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 1–34, 1–52, 4–1 à 4–7
Aide à l'adaptation, Citoyenneté et Immigration, 6–4
Aide à la formation, 7–5
Aide au transport des céréales fourragères, 4–7
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés, 5–4
Aide mutuelle, 9–5
Allocations aux anciens combattants, 5–4
Allocations de guerre pour les civils, 5–4
ANCIENS COMBATTANTS, 1–34, 1–52, 5–1 à 5–2
Anciens du Yukon, 1–33, 3–2
Archives nationales du Canada, 1–44, 1–58, 17–3, 17–20 à 17–21
Association canadienne de normalisation, 7–4, 24–4
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni, 5–4
Association canadienne des chefs de police, 15–4
Association civile de recherches et de sauvetage aériens, 9–5
Association de l'Aviation royale du Canada, 9–6
Association de la communauté du service extérieur, 2–6
Association de la Marine royale du Canada, 9–6
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada, 22–12
Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain, 23–5
Association des manufacturiers de chaussures du Canada, 14–7
Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, 3–5
Association des musées canadiens, 17–8
Association des officiers de marine, 9–6
Association forestière du Canada, 19–7
Association internationale de chimie céréalière, 4–7
Association internationale de développement, 1–39, 1–55, 12–2, 12–5
Association internationale des chefs de police, 22–12
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, 1–49
Association universitaire canadienne d'études nordiques, 3–9
Associations parlementaires et de procédure, 16–6
Assurances de la fonction publique, 7–2, 7–6

B

Bande cries et naskapiques du Québec, 3–5
Bande indienne Miawpukek, 3–6
Bande indienne Sechelte, 3–6
Banque de développement du Canada, 14–2, 14–10
Banque européenne pour la reconstruction et le développement paiements, 1–55
Banque interaméricaine de développement, 2–14
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 12–2, 12–5
Bibliothèque du Parlement, 1–42, 1–57, 16–2, 16–7
Bibliothèque nationale, 1–45, 1–58, 17–4, 17–28
Bombardier/de Havilland, 14–6
British Institute of International and Comparative Law, 15–4
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 1–36, 1–53, 8–2, 8–8
Bureau d'information du Canada, 1–43, 1–58, 17–2
Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, 1–43
Bureau de l'enquêteur correctionnel, 1–48, 1–60, 22–2, 22–10
Bureau du surintendant des institutions financières, 1–40, 12–3, 12–12
Bureau fédéral de développement régional (Québec), 1–41, 1–56, 14–3, 14–17 à 14–18

C

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada, 9–5
Caisse de bienfaisance des détenus, 1–47
Campagnes sectorielles, contributions aux, 14–6
Célébrations de la Fête du Canada, 17–7, 17–9
Centre canadien conjoint de pathologie faunique, 11–5
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 1–38, 10–3, 10–15
Centre canadien de gestion, 1–36, 1–53, 8–2, 8–5 à 8–6
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies, 21–5
Centre canadien de sport et de la condition physique, 17–9
Centre commémoratif W. Clifford Clark, 1–49
Centre d'étude sur les conflits, 9–5
Centre de prévention de la pollution, 11–6
Centre de recherches pour le développement international, 1–32, 2–2, 2–13, 2–17 à 2–18
Centre des études sur les ressources, Queen's University, 19–8
Centre international de recherche sur le cancer, 21–7
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2–13
Centre international pour la recherche sur le cancer, 19–10
Centre interservices des feux de forêt du Canada, 19–7
Centre national de distribution des denrées alimentaires, 21–5
Centres d'aide au développement technologique, 14–18
Centres de toxicologie, 11–5
Chambre des communes, 1–42, 1–57, 12–10, 16–2, 16–5 à 16–6
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée, 5–4
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 1–34, 1–53, 6–1 à 6–4
Code canadien du travail, 8–12
Collège canadien de police, 22–12
Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan, subvention, 22–8
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies, 10–10
Comité de coordination des accidents industriels majeurs, 11–5
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 1–36, 1–54, 8–3, 8–13
Comité du tribunal des droits de la personne, 1–42, 1–57, 15–2, 15–8
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 1–48, 1–60, 22–2, 22–13

Index

- Comité sur les modifications de la loi, 15-4
Commerce international, ministre du, 2-2
Commissaire à la magistrature fédérale, 1-42, 1-57, 15-2, 15-6
Commissaire aux langues officielles, 1-36, 1-53, 8-2, 8-10
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 1-42, 1-57, 15-2, 15-9
Commission canadienne des affaires polaires, 1-33, 1-52, 3-2, 3-10
Commission canadienne des droits de la personne, 1-41, 1-57, 15-2, 15-5
Commission canadienne des grains, 4-4
Commission canadienne du blé, 23-4
Commission canadienne du lait, 1-34, 4-2, 4-8
Commission d'établissement du Nunavut, 3-9
Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, 1-38
Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, 1-38
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 1-46, 1-59, 19-2, 19-9 à 19-10
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 1-34, 1-53, 6-2, 6-5
Commission de la capitale nationale, 1-44, 17-3, 17-24
Commission de la fonction publique, 1-45, 1-58, 17-4, 17-30 à 17-32
Commission des champs de bataille nationaux, 1-44, 1-58, 17-3, 17-23
Commission des Cris et des Naskapis, 3-6
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 1-48, 1-60, 22-2, 22-14
Commission des relations de travail dans la fonction publique, 1-36, 1-54, 8-3, 8-12
Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, 1-38
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 5-4
Commission des traités de la Colombie-Britannique, 3-6
Commission du droit d'auteur, 1-40, 1-56, 14-2, 14-15
Commission du parc international Roosevelt de Campobello, 2-7
Commission indienne de l'Ontario, 3-7
Commission internationale de protection contre les radiations, 21-5
Commission mixte internationale, 1-32, 1-51, 2-2, 2-19
Commission nationale des libérations conditionnelles, 1-48, 1-60, 22-2, 22-9
Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, 2-7
Commissions internationales des pêches, 1-45
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada À Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des, 23-4
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada À Versements à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à, 23-6
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, 1-57, 16-2
Compte de convention de retraite des parlementaires, 1-57, 16-2
Compte de prestations de retraite supplémentaires, contributions de l'État, 1-57, 16-2
Compte de stabilisation du revenu net, 1-52, 4-2, 4-6
Compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse, 19-2, 19-8
Condition féminine À Bureau de la coordonnatrice, 1-45, 1-58, 17-4, 17-33
Conference Board du Canada, 7-4
Conférence des associations de défense, 9-6
Conférence des statisticiens du Commonwealth, 14-25
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada, subventions, 15-4
Conférences GLOBE, 11-6
Conseil canadien de la magistrature, 1-42, 15-2, 15-6
Conseil canadien de la sécurité, 4-7
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé, 23-6
Conseil canadien des archives, 17-21
Conseil canadien des ministres de l'Environnement, 11-5
Conseil canadien des normes, 1-41, 14-3, 14-23
Conseil canadien des relations du travail, 1-38, 1-54, 10-3, 10-13
Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington, 1-51, 3-2
Conseil consultatif canadien de la radio, 14-6
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 1-47, 1-59, 21-2, 21-10
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 1-46, 1-59, 21-2, 21-8
Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, 11-6
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 1-44, 1-58, 17-3, 17-19
Conseil de la recherche forestière du Québec, 19-6
Conseil de mise en oeuvre de l'accord de paix, 2-7
Conseil de recherches en sciences humaines, 1-41, 1-56, 14-3, 14-22
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 1-41, 1-56, 14-3, 14-21
Conseil de recherches médicales, 1-47, 1-59, 21-2, 21-9
Conseil des Arts du Canada, 1-43, 17-2, 17-12
Conseil des Indiens du Yukon, prêts, 1-33
Conseil des sciences du Commonwealth, 2-7
CONSEIL DU TRÉSOR, 1-35, 1-53, 7-1 à 7-2
Conseil national de recherches du Canada, 1-41, 1-56, 14-3, 14-19 à 14-20
CONSEIL PRIVÉ, 1-36, 1-53, 8-1 à 8-2, 8-4
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou, contribution, 11-4
Convention de la Baie James et du Nord québécois, 3-5, 3-7
Convention finale des Inuvialuit, 3-9
Convention relative aux zones humides d'importance internationale, 11-4
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, 11-4
Corporation commerciale canadienne, 1-30, 2-2, 2-9
Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii, Quote-part canadienne des frais de la, 14-20
Cour canadienne de l'impôt, 1-42, 1-57, 15-2, 15-11
Cour fédérale du Canada, 1-42, 1-57, 15-2, 15-7
Cour suprême du Canada, 1-42, 1-57, 15-2, 15-10
Cours de langue pour les immigrants au Canada, 6-4
Cris de la Baie-James, 3-5
Cris Oujé-Bougoumou et aux Naskapis du Québec, 3-5

D

- DÉFENSE NATIONALE, 1-37, 1-54, 9-1 à 9-6
Défi à la recherche sur le cancer du sein, 21-5
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, 1-37, 1-54, 10-1 à 10-2
Directeur général des élections, 1-36, 1-53, 8-2, 8-9
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, 1-41, 1-56, 14-3, 14-26 à 14-27

E

- École nationale de ballet, 17-8
École nationale de cirque, 17-8
École nationale de théâtre, 17-8
Énergie atomique du Canada, Limitée, 1-46, 19-2, 19-11
Entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique, 14-18
Entente Canada/Territoires du Nord-Ouest sur le développement économique, 3-9
Entente Canada/Yukon sur le développement économique, 3-9
Entente d'amélioration routière associée au lien routier permanent, 23-6
Entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés, 18-7

Index

Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique, 4-7
Entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques, 4-7
Entente sur le développement minéral, 19-8
Ententes pour le développement économique et régional, contributions, 14-6
Ententes sur le développement économique et régional, contributions, 4-6
Ententes Travaux d'infrastructure Canada, 14-6, 14-9, 14-27
Ententes Travaux d'infrastructures Canada, 14-18
ENVIRONNEMENT, 1-38, 1-55, 11-1 à 11-6
Établissement et adaptation des immigrants, 6-4
Éventualités du gouvernement, 7-5

F

Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international, 1-55, 12-2, 12-5
Facilité globale pour l'environnement, 12-2, 12-5
Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 17-28
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement, 3-6
FINANCES, 1-39, 1-55, 12-1 à 12-2
Fondation canadienne des arts autochtones, 17-8
Fondation canadienne des droits de la personne, 15-4
Fondation canadienne pour la vérification intégrée, 12-10
Fondation de l'art inuit, 3-3
Fondation des villes durables, 11-6
Fondation du Commonwealth, 2-7
Fondation du saumon du Pacifique, 18-6
Fondation nationale communautaire de l'arbre, 19-8
Fonds d'institutions financières internationales, 1-31, 1-51, 2-2
Fonds de bienfaisance de l'Armée, 5-4
Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse, 1-59, 19-2
Fonds de développement Canada-Terre-Neuve, 1-59, 19-2
Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole, 1-52, 4-2, 4-6
Fonds de développement de Montréal, 14-18
Fonds de rétablissement des espèces en péril, 11-5
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones, 2-7
Fonds pour la stratégie relative à la justice applicable aux autochtones, 15-4
Fonds renouvelable CORCAN, 1-60, 22-2
Fonds renouvelable d'alienation des biens immobiliers, 1-61, 24-2
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, 1-61, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable de Géomatique Canada, 1-59, 19-2, 19-5
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, 14-5
Fonds renouvelable de l'Office national du film, 1-58, 17-3
Fonds renouvelable de la production de défense, 24-8 à 24-9
Fonds renouvelable des passeports, 1-51, 2-2, 2-4 à 2-5
Fonds renouvelable des services facultatifs, 1-61, 24-2, 24-9
Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable des Services immobiliers, 1-61
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, 1-61, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada, 1-61, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, 17-4, 17-31
Fonds renouvelable RADIAN, 8-2
Fonds renouvelables des Services facultatifs, 24-6
Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario, 14-6

Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtières, 1-59, 19-2, 19-8
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture, 2-6

G

Gendarmerie royale du Canada, 1-48, 1-60, 22-2, 22-11 à 22-12
Gouvernement de Terre-Neuve, 21-6
Gouvernement du Yukon, 21-6
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 1-40, 1-55, 13-1 à 13-2
Groupe de recherche sur les transports au Canada, 23-13
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î.-P.-É.), 17-7

I

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents, 22-8
Indemnisation des marins marchands, 10-10
INDUSTRIE, 1-40, 1-56, 14-1 à 14-2
Industrie de l'horticulture, aide, 4-7
Initiative concernant les instruments économiques, 11-6
Initiative des technologies porteuses de solutions environnementales, 14-7
Initiatives du Plan vert, 19-8
Initiatives stratégiques d'investissement en capital À aéroports, routes, voies ferrées et havres et quais, 23-6
Institut canadien d'études stratégiques, 9-5
Institut canadien d'information en matière de santé, 21-7
Institut canadien de conservation, 1-43
Institut canadien de recherche énergétique, 19-6
Institut canadien de recherches en génie forestier, 19-7
Institut canadien des affaires internationales, 9-5
Institut canadien des recherches avancées, 14-6
Institut de la fourrure du Canada, 11-4
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's, 8-4
Institut interaméricain de statistique, 14-25
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture, 2-7
Institut international de droit d'expression française (IDEF), 15-4
Institut national de la magistrature, 15-4
Institut national du cancer du Canada, 21-5
Institut Nord-Sud, 2-13
Instituts militaires et des services unis, 9-5

J

JUSTICE, 1-41, 1-57, 15-1 à 15-4

L

La Société canadienne des ports, 23-8
Lieutenants-gouverneurs, 1-58
Lieutenants-gouverneurs, 17-2
Ligue des cadets de l'air du Canada, 9-5
Ligue des cadets de l'armée du Canada, 9-5
Ligue navale du Canada, 9-5
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, 1-54, 10-7
Loi d'aide au développement international (institutions financières), 1-31
Loi de 1950 sur les crédits de défense, 1-37
Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1-55, 12-3, 12-8
Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, 12-11
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, 1-54, 10-2, 10-7

Index

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, 10–2
Loi nationale sur l’habitation, Société canadienne d’hypothèques et de logement, 1–50, 1–61, 24–2
Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique, 1–56, 14–2, 14–9
Loi relative à l’autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte, 3–6
Loi sur l’administration des biens saisis, 1–50
Loi sur l’aéronautique, 1–48
Loi sur l’aide au développement international (institutions financières), 2–15
Loi sur l’assurance-chômage, 10–6
Loi sur l’assurance-emploi, 1–35, 1–46, 1–49
Loi sur l’expansion des exportations, 1–51
Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels, 1–43, 17–7
Loi sur l’exportation et l’importation des biens culturels, 17–2
Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne, 1–60
Loi sur la concurrence, 14–15
Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 9–5
Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 22–12
Loi sur la gestion des finances publiques, 1–30, 1–34, 1–38, 1–44, 1–46, 1–53, 1–58, 8–2, 17–3
Loi sur la mise au point des pensions du service public, 1–53, 7–2, 7–6
Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, 1–51, 2–2, 2–6
Loi sur la protection du revenu agricole, 1–52
Loi sur la protection du revenu agricole, 1–52, 4–2, 4–6 à 4–7
Loi sur la protection du revenu agricole, 4–6
Loi sur la réadaptation des anciens combattants, 5–4
Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, 10–7
Loi sur la santé des animaux, 4–6
Loi sur la sécurité ferroviaire, 23–5
Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement, 1–50
Loi sur la Société d’expansion du Cap-Breton, 1–40
Loi sur la Société de développement de l’industrie cinématographique canadienne, 1–44
Loi sur le Conseil canadien des normes, 1–41
Loi sur le Conseil des Arts du Canada, 1–43
Loi sur le Conseil national de recherche, 1–56
Loi sur le Conseil national de recherches, 14–3
Loi sur le développement industriel et régional, 14–18
Loi sur le droit d’auteur, 14–15
Loi sur le gouverneur général, 1–55, 13–2 à 13–3
Loi sur le ministère de l’Industrie, 1–40, 14–2
Loi sur le paiement anticipé des récoltes, 1–52, 4–2, 4–6
Loi sur le Parlement du Canada, 1–36, 1–57, 16–2
Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l’ouest de l’Arctique, 3–5
Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l’Arctique, 1–51, 3–2
Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, 1–47
Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, 12–11
Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, 12–2, 12–5
Loi sur les allocations aux anciens combattants, 5–6
Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, 1–57, 16–2
Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1–55, 12–3, 12–7 à 12–8
Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils, 5–6
Loi sur les chemins de fer, 23–2, 23–13
Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, 3–6
Loi sur les douanes, 12–11
Loi sur les indemnités de service de guerre, 1–52, 5–2, 5–4
Loi sur les inventions des fonctionnaires, 1–35
Loi sur les jeunes contrevenants, 15–4
Loi sur les juges, Pensions, 15–6, 15–10

Loi sur les mesures spéciales d’importation, 12–11
Loi sur les offices des produits agricoles, 1–52, 4–2, 4–5
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, 1–52, 4–2, 4–6
Loi sur les paiements de transition du grain de l’Ouest, 4–2, 4–7
Loi sur les pensions, 5–4, 5–6
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, versements, 9–5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, 1–58, 18–2, 18–6
Loi sur les prêts aux petites, 14–3
Loi sur les prêts aux petites entreprises, 1–56, 14–2 à 14–3, 14–6, 14–9, 14–18, 14–27
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, 1–52, 4–2, 4–6
Loi sur les régimes de retraite particuliers, 1–53
Loi sur les subventions aux municipalités, 14–20
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 1–34, 1–52, 5–2, 5–4
Loi sur les traitements, Conseil privé, 1–36
Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, 1–55, 12–3, 12–8
Lois sur la taxe d’accise, 12–11

M

Marine Atlantique S.C.C., 1–49, 23–2, 23–4, 23–9
Ministère, 10–4, 12–4 à 12–5, 17–5
Ministre du Commerce international, 1–51
Monnaie canadienne, 1–55, 12–2, 12–4
Musée canadien de la guerre, 17–17
Musée canadien de la nature, 1–44, 17–3, 17–18
Musée canadien des civilisations, 1–44, 17–3, 17–17
Musée des beaux-arts du Canada, 1–45, 17–4, 17–27
Musée national de l’aviation, 17–29
Musée national des sciences et de la technologie, 1–45, 17–4, 17–29

N

Négociations sur l’autonomie gouvernementale des Autochtones, 8–4
Nixon, Mme Eleanor, 9–6
Nordion International Inc., 19–2

O

Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers, 1–59, 19–2, 19–7
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers, 1–59, 19–2, 19–7
Office des transports du Canada, 1–49, 1–60, 23–2, 23–12 à 23–13
Office du baccalauréat international, 2–6
Office national de l’énergie, 1–46, 1–59, 19–2, 19–13
Office national du film, 1–45, 1–58, 17–3, 17–25 à 17–26
Organisation de coopération et de développement économiques, 2–6
Organisation de l’aviation civile internationale, 1–30, 2–7
Organisation des États américains, 2–7
Organisation des Nations Unies, 2–7
Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, 2–7
Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN), 1–37, 2–7, 9–5
Organisation internationale de surveillance maritime par satellite, 9–5
Organisation internationale du travail, 2–7
Organisation internationale pour les migrations, 6–4
Organisation maritime internationale, 2–7
Organisation météorologique mondiale, 11–5
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2–6
Organisation mondiale de la santé, 2–7, 21–5

Index

Organisation mondiale des douanes, 2–6
Organisation mondiale du commerce, 2–6
Organisation panaméricaine de la santé, 2–7
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2–7
Organisations internationales de produits de base, 2–6

P

Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse, 1–59, 19–2
PARLEMENT, 1–42, 1–57, 16–1 à 16–2
ParticipACTION, 21–6
PATRIMOINE CANADIEN, 1–43, 1–58, 17–1 à 17–2
PÊCHES ET OCÉANS, 1–45, 1–58, 18–1 à 18–2
Pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, 1–58, 17–2, 17–7
Pensions aux sénateurs à la retraite, 16–4
Pensions de la fonction publique, 7–6
Pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel, 2–21
Pipeline Interprovincial Incorporée, 19–2, 19–8
Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique, 9–5
Plan vert, 4–7
Pont de Valleyfield, 1–49, 23–2, 23–11
Pont Victoria, Montréal, versement à la suite de l'abolition des péages, 1–60, 23–2
Prestations d'adaptation pour les travailleurs, 1–54, 10–2
Prestations de retraite supplémentaires, 1–54, 10–2, 17–2, 17–7
Prestations pour bravoure, 5–4
Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement des sciences, de la technologie et des mathématiques, 14–7
Processus d'examen de l'endettement agricole, 4–7
Programme Bourses Canada, 14–6
Programme canadien d'agro-infrastructure, 4–6
Programme canadien de gestion d'entreprise agricole, 4–6
Programme canadien de réorientation des agriculteurs, 4–7
Programme complémentaire pour le secteur des cultures, 1–52, 4–2, 4–6
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones, 15–4
Programme d'accroissement des liquidités, 4–6
Programme d'accueil, 6–4
Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario, 14–6
Programme d'administration, 1–32, 1–51, 3–2 à 3–3
Programme d'aide à l'alimentation animale, 4–8
Programme d'aide à l'entraînement militaire, 9–5
Programme d'aide à l'innovation, 14–18
Programme d'aide à la distribution des publications (livres), 17–9
Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne, 17–8
Programme d'aide aux établissements de recherche, 14–18
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, 23–5
Programme d'aide aux projets d'infrastructures et d'attractions touristiques, 14–18
Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux, 19–10
Programme d'assurance-récolte, 1–52, 4–2, 4–6
Programme d'Entreprise autochtone Canada, 14–6
Programme d'expansion des entreprises, 1–56, 14–2, 14–6
programme d'incitation à la R&D en technologie des communications, 14–7
Programme d'innovation en agroalimentaire, 1–52, 4–2, 4–7
Programme d'innovation en matière de produits laitiers, 4–8
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance, 1–37, 1–54, 10–2, 10–5 à 10–8
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, 1–35, 1–53, 7–2, 7–6
Programme de développement des entreprises, 14–18
Programme de développement des marchés d'exportation, 2–6

Programme de développement économique du saumon, 14–18
Programme de développement industriel et régional, 1–56, 14–2, 14–6
Programme de développement régional pour le Québec, 14–18
Programme de l'identité canadienne, 1–43, 1–58, 17–2, 17–6 à 17–9
Programme de la Diversification de l'Ouest, 14–26
Programme de la protection du revenu, 4–2, 4–7
Programme de la sécurité du revenu, 1–38, 1–54, 10–2, 10–11 à 10–12
Programme de mise en valeur de la technologie, 14–6
Programme de mission de technologie et de relais de données, 14–12
Programme de partenariat syndical-patronal, 10–10
Programme de pâturages communautaires, 1–34
Programme de planification d'entreprise agricole, 4–6
Programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles, 4–7
Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, 14–7
Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications, 14–12
Programme de recherche en biotechnologie, 14–20
Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994, 1–52, 4–2, 4–6
Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal, 14–18
Programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal, 14–18
Programme de renforcement de la productivité manufacturière, 14–18
Programme de réorientation des agriculteurs, 4–7
Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace, 14–12
Programme de services de police des Premières nations, 22–4
Programme de sondage des fonds marins, 19–7
Programme de subvention à l'aide en orientation spécialisée, 4–5
Programme de systèmes et de technologies de pointe, 14–13
Programme des 4-H, 4–6
Programme des affaires du Nord, 1–33, 1–52, 3–2, 3–8 à 3–9
Programme des affaires indiennes et inuit, 1–32, 1–51, 3–2, 3–4 à 3–7
Programme des anciens combattants, 1–34, 1–52, 5–2 à 5–5
Programme des approvisionnements et des services, 1–50, 1–61, 24–2, 24–5 à 24–9
Programme des changements à l'échelle du globe, 11–6
Programme des conseillers parajudiciaires autochtones, 15–4
Programme des conseils de la recherche universitaire, 11–4
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, 1–35, 7–2, 7–5
Programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux, 19–8
Programme des politiques financières et économiques, 1–39, 1–55, 12–2, 12–4 à 12–5
Programme des ressources naturelles, 19–3 à 19–8
Programme des services de gestion ministériels, 1–43, 1–58, 17–2, 17–5
Programme des services généraux, 1–37, 1–54, 10–2, 10–4
Programme des services immobiliers, 1–49, 1–61, 24–2 à 24–4
Programme des sociétés d'État, 1–50, 24–2, 24–10
Programme du Commonwealth pour la jeunesse, 2–7
Programme du contrôle des armes à feu, 15–4
Programme du service de la dette publique, 1–55, 12–2, 12–6
Programme du travail, 1–38, 1–54, 10–2, 10–9 à 10–10
Programme Entreprise Atlantique, 14–6
Programme européen du satellite de télédétection I de l'ASE, 14–13
Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser, 11–5
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces, 1–39, 1–55, 12–3, 12–7 à 12–8
Programme général de technologie de soutien, 14–12
Programme national de contributions à l'adaptation à l'analyse des risques et à la maîtrise des points critiques, 4–6
Programme national de démonstration des réseaux d'entreprises, 14–6
Programme national de sécurité à la ferme, 4–6
Programme national sur le SIDA, 21–5
Programme optionnel d'exportation, 4–8
Programme Parcs Canada, 1–43, 1–58, 17–2, 17–10 à 17–11

Index

Programme pour l'autonomie des anciens combattants, 5-5
Programme pour les utilisateurs de données, 14-13
Programme préparatoire d'observation de la terre, contribution, 14-12
Programme préparatoire de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire, 14-12
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique, 1-35, 1-53, 7-2
Programme spatial canadien, 14-13

Programme spécial, 1-39, 12-3, 12-9
Programmes complémentaires de sécurité du revenu, 1-52, 4-2, 4-5 à 4-6
Programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement, 19-7
Programmes de transition pour les viandes rouges, 4-2
Projet de développement Hibernia, 19-2
Projet Hibernia, 1-39, 12-3, 12-9
Projet TRIUMF, 14-20

Q

Québec, 19-8
Queens Quay West Land Corporation, paiements à, 24-2, 24-10, 24-12

R

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants, 1-52, 5-2, 5-4
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays, 1-52, 5-2, 5-4
Réadaptation professionnelle des invalides, 10-7
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes, 12-8
Régime d'assurance-revenu brut, 4-2, 4-7
Régime de pensions du Canada, dépenses recouvrables au titre du, 1-37, 1-46
Régime de pensions du Canada, les coûts de gestion recouvrables pour le, 1-50
Régime national de distinctions honorifiques, 13-3
Régimes de la fonction publique de prestations, 7-6
Région Laprade, contributions, 14-18
Règlement de 1995 sur les droits de télécommunications, 1-44
Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation, 5-4
Règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage, 4-6
Relations culturelles, subventions, 2-6
Rentes versées aux Indiens, paiements en vertu de traités, 1-51
Reprographie, 7-5
Réseau canadien d'information sur le patrimoine, 1-43
Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, 14-6
Réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique, 11-5
RESSOURCES NATURELLES, 1-46, 1-59, 19-1 à 19-2
REVENU NATIONAL, 1-46, 1-59, 20-1 à 20-2

S

Saint-Laurent Vision 2000, 11-5
Salle de concert d'Edmonton, 17-8
SANTÉ, 1-46, 1-59, 21-1 à 21-7
Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni, 14-20
Secrétariat, 1-35, 1-53, 7-2
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 1-32, 1-51, 2-3, 2-20

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 1-36, 1-53, 8-2, 8-7
Secrétariat du Commonwealth, 2-7
Secrétariat du Programme des changements à l'échelle du globe, 11-6
Semaine nationale de la sécurité à la ferme, 4-7
Sénat, 1-42, 1-57, 16-2 à 16-4
Service aérien omnibus de colis destinés au Nord, 1-33
Service canadien du renseignement de sécurité, 1-47, 22-2, 22-5
Service correctionnel, 1-47, 1-60, 22-2, 22-6 à 22-8
Service de transport des expositions, 1-43

Services d'aide juridique, contribution aux provinces et aux territoires, 15-4
Services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit, Territoires du Nord-Ouest, 3-9
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-50, 1-61, 24-2, 24-13
Société canadienne de météorologie et d'océanographie, 11-4
Société canadienne des ports, 23-2
Société canadienne des postes, 1-33, 1-43, 1-50, 3-2, 17-2, 24-2, 24-14
Société d'expansion du Cap-Breton, 1-40, 14-3, 14-16
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 1-44, 17-3, 17-16
Société de développement du Cap-Breton, 1-46, 19-2, 19-12
Société de développement économique, 14-18
Société de développement économique de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine, 14-18
Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA), 4-6
Société dite Last Post Fund, 5-4
Société du Centre national des Arts, 1-44, 17-3, 17-22
Société du Vieux-Port de Montréal Inc., 1-50, 24-2, 24-10 à 24-11
Société financière internationale, 12-2
Société FORINTEK du Canada, 19-7
Société John Howard, 22-4
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., 1-48, 23-2, 23-4, 23-7
Société Makivik, 3-5
Société pour l'expansion des exportations, 1-51, 2-2, 2-16
Société Radio-Canada, 1-44, 17-2, 17-14 à 17-15
Société régionale inuvialuit, 1-51, 3-2, 3-5
Société royale du Canada, 11-6
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 1-47, 1-60, 22-1 à 22-4
Sommets de la Francophonie, 2-7
Statistique Canada, 1-41, 1-56, 14-3, 14-24 à 14-25
Stratégie de l'environnement arctique, 3-9
Subventions dans le domaine des relations avec les universités, 2-6
Système international de données sur les publications en série, 17-28
Système interprovincial d'échange de registre, 23-6

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 1-36, 1-53, 8-3, 8-11
Technologies stratégiques, 14-6
Télescope James Clerk Maxwell, 14-20
Thompson, M. R.P., 9-5
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie, 10-8
TRANSPORTS, 1-48, 1-60, 23-1 à 23-6
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 1-49, 1-61, 24-1 à 24-2
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 1-38, 1-54, 10-3, 10-14
Tribunal canadien du commerce extérieur, 1-40, 1-55, 12-3, 12-11

Index

Tribunal de l'aviation civile, 1-49, 1-60, 23-2, 23-14
Tribunal de la concurrence, 1-40, 1-56, 14-2, 14-14
Tribunal des anciens combattants (révision et appel), 1-34, 1-52, 5-2, 5-6

U

Union internationale des télécommunications, 14-6
Université de l'Alberta, 14-20
Université de la Colombie-Britannique, 14-20, 19-8
Université de Victoria, 14-20
Université internationale de l'espace, 14-12
Université polytechnique Ryerson, subvention, 14-12
Université Simon Fraser, 14-20

V

Vérificateur général, 1-40, 1-55, 12-3, 12-10
Versement de rentes en vertu des traités, 3-5
Versements d'allocations au conjoint, 1-54, 10-2, 10-12
Versements de sécurité de la vieillesse, 1-54, 10-12
Versements du supplément de revenu garanti, 1-54, 10-2, 10-12
VIA Rail Canada Inc., paiements à, 1-49, 23-2, 23-4, 23-10

W

Whittington, Mme Mary, 9-5